



EUROBAROMETRE SPÉCIAL 550

Attitudes des Européens à l'égard de l'environnement

RAPPORT EUROBAROMETRE

DOMAINE DE TRAVAIL MARS-AVRIL 2024



Eurobaromètre spécial 550 Environnement

Cette enquête a été demandée par la direction générale de l'environnement (DG ENV) de la Commission européenne et coordonnée par la direction générale de la communication de la Commission européenne (unité «Surveillance des médias et Eurobaromètre» de la DG COMM).

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet Attitudes des Européens à l'égard de l'environnement - Rapport

Version linguistique FR PDF

Médias/Volume PDF/Volume_01

Numéro de catalogue KH—02—24—515—FR—N

ISBN 978-92-68—15428-1

DOI 10.2779/07854

© Union européenne, 2024

<https://www.europa.eu/eurobaromètre>

Crédit photo: Images de Getty



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](https://www.europa.eu/eurobaromètre).

L'objectif de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traduction, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobarometer » [n'existait qu'en anglais](#), dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier ODT, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont maintenant [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](https://www.europokune.eu)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Table des matières

Introduction.....	4
Introduction.....	5
Méthodologie.....	5
Principales constatations.....	6
I. Perceptions générales des questions environnementales.....	9
1. Impact des questions environnementales sur la vie quotidienne et la santé.....	10
2. Moyens de s'attaquer aux problèmes environnementaux.....	13
II Attitudes à l'égard de la politique et de la législation environnementales.....	20
1. Le rôle de l'UE dans l'élaboration des politiques environnementales.....	21
2. Les priorités de l'UE en matière de protection de la nature.....	25
3. Financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte.....	28
4. Responsabilité du nettoyage de la pollution.....	32
III. Économie verte et circulaire.....	36
1. Actions des citoyens visant à réduire les déchets.....	37
2. Types de déchets les plus problématiques.....	41
3. Volonté de payer plus cher pour des produits durables.....	46
IV. Produits chimiques dangereux.....	48
1. Protection de l'environnement par l'UE contre les produits chimiques dangereux.....	49
2. Préoccupations concernant les produits chimiques dangereux.....	53
a) Préoccupations concernant l'impact des produits chimiques nocifs sur l'environnement.....	54
b) Préoccupations concernant l'impact des produits chimiques nocifs sur la santé.....	55
c) Prise en compte de la sécurité chimique des produits lors des achats.....	56
3. Connaissances et préoccupations autodéclarées concernant les PFAS.....	58
a) Connaissance autodéclarée des PFAS.....	58
b) Préoccupations concernant les PFAS.....	61
V. Questions relatives à l'eau.....	67
1. Sensibilisation aux problèmes liés à l'eau au niveau national.....	68
2. Principales menaces liées à l'eau.....	71
3. Le rôle des parties prenantes nationales dans la gestion efficace de l'eau.....	75
4. Mesures supplémentaires pour faire face aux problèmes de l'eau en Europe.....	81
Conclusion.....	84
Observations :.....	86
Connaissance des «produits chimiques éternels».....	86
Politique de l'eau.....	88
Action personnelle sur le problème des ordures.....	89
Spécifications techniques.....	90
Questionnaire.....	94



Introduction

Introduction

Ce rapport présente les résultats de l'enquête spéciale Eurobaromètre 550 sur l'environnement.

La direction générale de l'environnement est le service de la Commission européenne chargé de la politique de l'UE en matière d'environnement. Il vise à protéger, préserver et améliorer l'environnement pour les générations actuelles et futures, en proposant et en mettant en œuvre des politiques qui garantissent un niveau élevé de protection de l'environnement et préservent la qualité de vie des citoyens de l'UE. Elle veille également à ce que les États membres appliquent correctement le droit de l'environnement de l'UE et représente l'Union européenne en matière d'environnement lors des réunions internationales.¹

Méthodologie

Cet Eurobaromètre spécial 550 sur l'environnement s'inscrivait dans le cadre de la vague Eurobaromètre 101,2 et a été réalisé entre le 6 mars et le 8 avril 2024. Quelque 26 346 répondants de différents groupes sociaux et démographiques ont été interrogés dans la langue nationale appropriée. Cette enquête a été commandée par la direction générale de l'environnement (DG ENV) de la Commission européenne.

La méthodologie utilisée était celle des enquêtes Eurobaromètre standard réalisées par la direction générale de la communication (unité «Surveillance des médias et Eurobaromètre»)². Les entretiens ont été menés en personne, soit physiquement chez les gens, soit par interaction vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne face à face» ou CAVI, entretien vidéo assisté par ordinateur), qui n'ont été menés qu'en Tchéquie, au Danemark, à Malte et en Finlande. Une note technique concernant les entretiens menés par les instituts membres du réseau Verian est annexée au présent rapport.

Tout au long du rapport, les résultats sont comparés à l'Eurobaromètre spécial 501 de 2019.³⁴

Nous tenons à remercier les citoyens de toute l'Union européenne qui ont offert leur temps pour participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

Note : Dans le présent rapport, les pays de l'UE sont désignés par leurs abréviations officielles, telles qu'énumérées ci-dessous:

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie		Slovaquie	SK
Italie	IT	Finland	FI
République de Chypre	CY *	Suède	SE
Lettonie	LV		

Union européenne — moyenne pondérée pour les 27 États membres UE-27

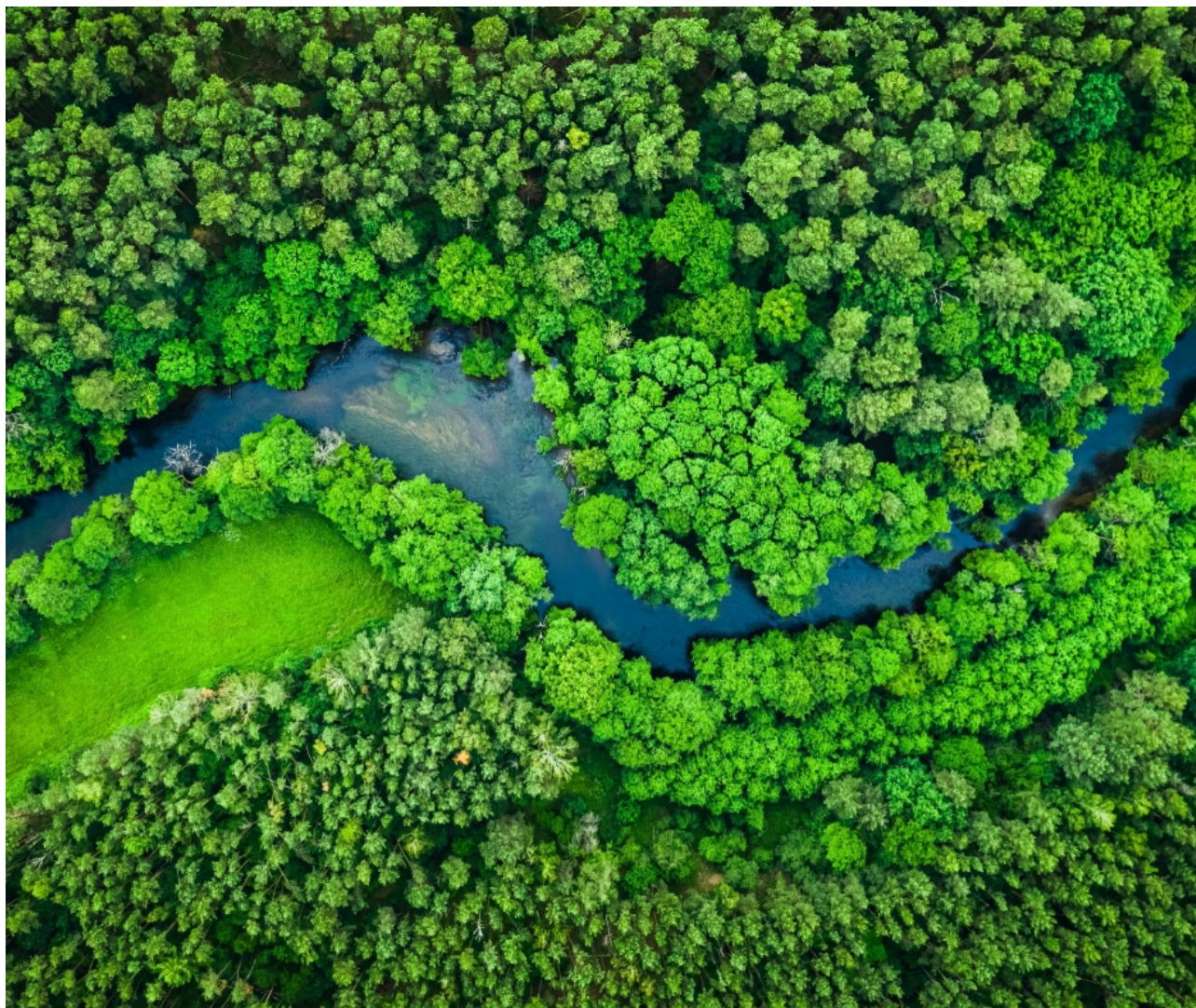
* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'UE-27.

1 http://ec.europa.eu/dgs/environment/index_fr.htm

2 Approches méthodologiques de l'Eurobaromètre: <https://europa.eu/eurobaromètre/about/eurobaromètre>

3 <https://europa.eu/eurobaromètre/enquêtes/detail/2257>

4 Il convient de noter que la comparaison des tendances inclut également les résultats du Royaume-Uni.



Principales constatations

L'incidence des questions environnementales sur la vie quotidienne des Européens et sur leur santé suscite de nombreuses inquiétudes.

- Plus des trois quarts des Européens (78 %) s'accordent à dire que les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé.
- Plus de quatre répondants sur cinq (84%) s'inquiètent de l'impact sur leur santé des produits chimiques présents dans les produits de tous les jours, tandis qu'une proportion similaire (84%) s'inquiète de l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur l'environnement. Les résultats ont légèrement diminué depuis l'enquête précédente en 2019. Plus de sept répondants sur dix (72 %) tiennent compte de la sécurité chimique des produits lorsqu'ils effectuent des achats.
- Environ six Européens sur dix considèrent les déchets plastiques (61 %) et les déchets chimiques (60 %) comme les types de déchets les plus problématiques dans leur pays. Les déchets électroniques occupent une place éloignée au troisième rang et ont été mentionnés par 27 % des répondants.
- Interrogés sur les principales menaces liées aux problèmes d'eau dans leur pays, 21% des répondants mentionnent la pollution, suivie de la surconsommation et du gaspillage d'eau (17%).

Sensibilisation et compréhension inégales des questions environnementales

- Une faible majorité d'Européens (51 %) se sentent bien informés des problèmes liés à l'eau, tels que la pollution, les inondations, les sécheresses ou l'utilisation inefficace de l'eau dans leur pays. Cependant, une proportion légèrement plus faible (48 %) ne se sentent pas bien informés sur les questions liées à l'eau.
- En mesurant la connaissance autodéclarée du terme PFAS (également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»), seuls 29 % des répondants ont entendu parler du terme avant l'enquête, tandis que 71 % ne l'avaient pas fait.

Un fort soutien aux changements fondamentaux dans la société afin de restaurer la nature et de protéger l'environnement

- Lorsqu'on leur demande d'identifier les moyens les plus efficaces de s'attaquer aux problèmes environnementaux, près de six Européens sur dix estiment que la promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets (58 %) et la réutilisation ou le recyclage des produits est le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux. Au total, 55 % mentionnent «mieux garantir que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement». En outre, plus d'un répondant

sur deux (52 %) estime que «veiller au respect de la législation environnementale» est le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux.

- Plus de neuf Européens sur dix (92%) estiment que les entreprises devraient payer les frais de nettoyage de leur pollution.
- Près des trois quarts des personnes interrogées (74 %) sont toujours d'accord avec l'affirmation selon laquelle les pouvoirs publics devraient payer les coûts de nettoyage de la pollution.
- Six Européens sur dix estiment que le montant des fonds publics destinés à soutenir la transition vers une économie plus verte n'est pas suffisant dans leur pays.
- En outre, lorsqu'on leur demande si les parties prenantes nationales en font actuellement assez pour utiliser l'eau de manière efficace, une majorité de répondants estime qu'aucune d'entre elles ne le faisait. 75 % des Européens estiment que l'industrie n'en fait pas assez pour utiliser efficacement l'eau, environ deux tiers des répondants pensent également que les producteurs d'énergie (67 %), le tourisme (66 %) et l'administration publique (65 %) n'en font actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays.

La législation et la politique de l'UE sont cruciales pour la protection de l'environnement

- Le renforcement des règles en matière de conservation de la nature et leur respect (24 %), suivis de près par la protection de la nature lors de la planification de nouveaux aménagements ou de nouvelles infrastructures (22 %) et la restauration de la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines (22 %) sont considérés comme les principales priorités de l'UE en matière de protection de la nature.
- Environ quatre personnes sur cinq (84 %, +1 point de pourcentage par rapport à l'enquête Eurobaromètre de 2019) conviennent que la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays, tandis qu'une proportion légèrement plus faible (81 %, -1 point de pourcentage par rapport à l'enquête de 2019) convient que l'UE devrait aider les États non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales.
- Plus des trois quarts (78 %) des Européens estiment que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe.
- En ce qui concerne les produits chimiques dangereux, plus de la moitié des Européens (52 %) estiment que le niveau réel de protection de la santé humaine et de l'environnement contre les produits chimiques dangereux est trop faible et devrait être augmenté.

Le comportement des consommateurs évolue vers la durabilité

Eurobaromètre spécial 550 Environnement

- Près de six répondants sur dix sont prêts à payer plus cher pour des produits durables (59 %).
- 72 % des Européens déclarent tenir compte de la sécurité chimique des produits lors de leurs achats.
- Interrogés sur ce que les répondants feraient personnellement pour réduire la quantité de déchets, 66 % déclarent qu'ils envisageraient de trier correctement leurs déchets pour le recyclage. 52 % utiliseraient des emballages réutilisables et 49 % achèteraient principalement des produits qui n'ont pas plus d'emballages que nécessaire. 41 % achèteraient principalement des produits dans des emballages recyclés.



I. Perceptions générales des questions environnementales

Ce premier chapitre explore comment les questions environnementales affectent la vie quotidienne et la santé. Il analyse ensuite les moyens les plus efficaces de relever ces défis environnementaux.

1. Impact des questions environnementales sur la vie quotidienne et la santé

Plus des trois quarts des Européens pensent que les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé.

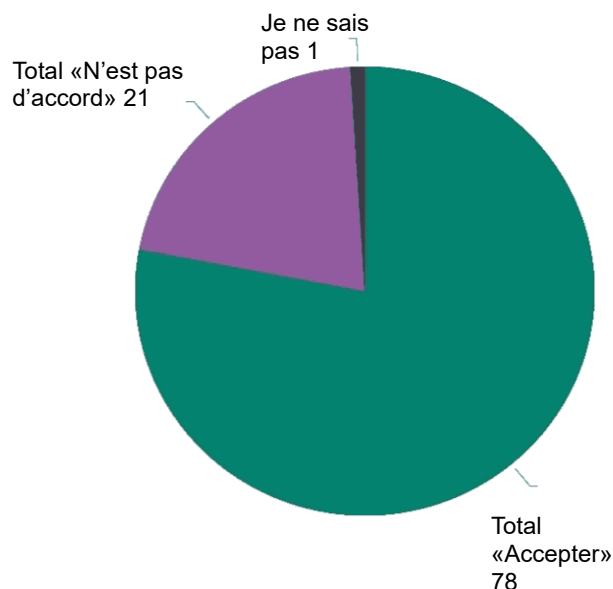
78% des répondants considèrent que les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé⁵ dont 36% qui sont totalement d'accord avec cette affirmation et 42% qui ont tendance à être d'accord avec elle. Un peu plus d'un cinquième des répondants sont en désaccord avec cette affirmation (21%, +1 point de pourcentage depuis 2019), avec 16% qui ont tendance à être en désaccord et 5% qui sont totalement en désaccord. 1 % des répondants «ne savent pas» ou n'ont pas fourni de réponse (-1 point de pourcentage).

Dans les 27 États membres, au moins six répondants sur dix estiment que les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé. Toutefois, les taux d'approbation varient considérablement d'un État membre à l'autre, allant de 98 % à Malte, 95 % en Grèce, 93 % à Chypre et en Espagne et 90 % au Portugal, où ils sont les plus élevés, à 60 % en Estonie, 61 % au Danemark et 64 % en Allemagne, où ils sont les plus faibles.

Dans cinq États membres, plus de la moitié des personnes interrogées sont totalement d'accord avec l'affirmation selon laquelle les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé, à savoir Malte (83 %), Chypre (73 %), l'Espagne (61 %), la Grèce (60 %) et le Luxembourg (54 %).

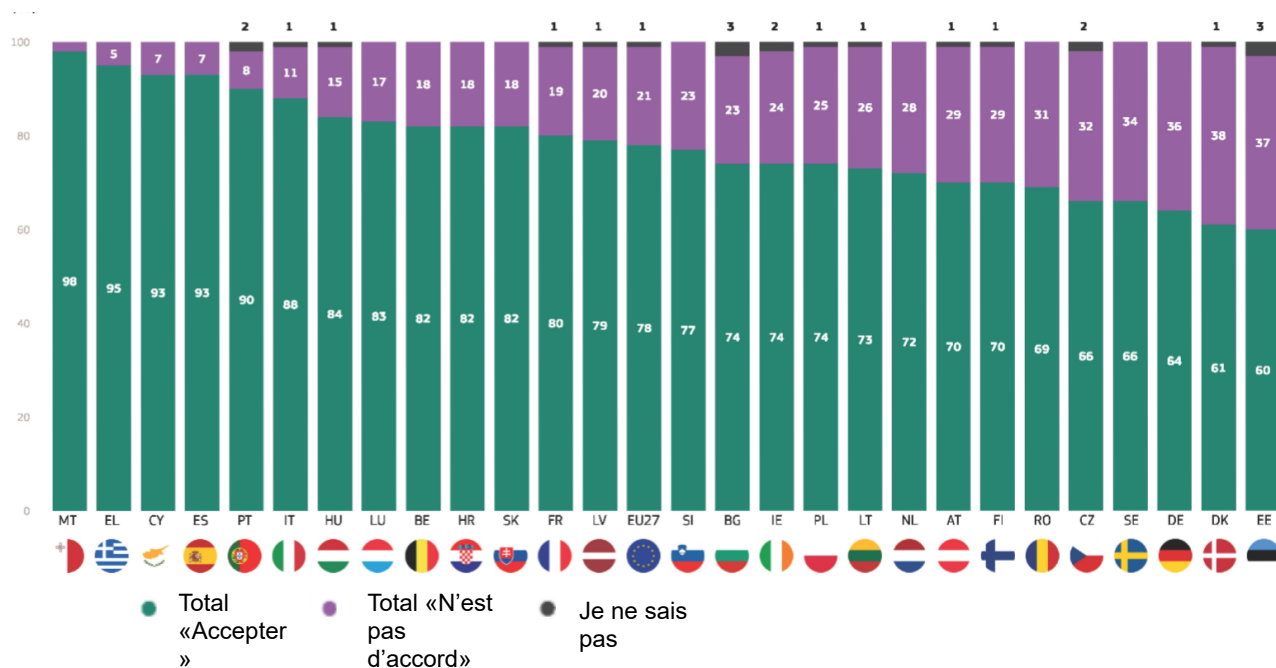
Inversement, dans six États membres, au moins trois répondants sur dix sont en désaccord avec cette affirmation, surtout au Danemark (38 %), en Estonie (37 %) et en Allemagne (36 %). Le Danemark (16%) et la Suède (13%) ont la plus forte proportion de répondants qui sont totalement en désaccord avec cette affirmation.

QB1. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes:- Les questions environnementales ont un effet direct sur votre vie quotidienne et votre santé (UE27) (%)



⁵ QB1. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: Les questions environnementales ont un effet direct sur votre vie quotidienne et votre santé.

QB1. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes. Les questions environnementales ont un effet direct sur votre vie quotidienne et votre santé (%)



Depuis 2019, la proportion de répondants qui estiment que les questions environnementales ont une incidence directe sur leur vie quotidienne et leur santé a augmenté dans 11 États membres, notamment en Suède (66 %, +10) et aux Pays-Bas (72 %, +9), tandis que les proportions sont restées inchangées en Allemagne (88 %), en Croatie (82 %) et en Tchéquie (66 %). Les proportions ont diminué dans 13 États membres, dont l'Irlande (74 %, -10) et l'Estonie (60 %, -10).

L'analyse des données sociodémographiques montre ce qui suit:

Les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques, bien qu'il existe quelques différences mineures. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de convenir que les questions environnementales ont un effet direct sur leur vie quotidienne et leur santé (79 % contre 76 %), tandis que l'accord est plus élevé chez les 40-54 ans (80 %) que dans les autres groupes d'âge (70 %). L'accord est plus faible chez les répondants vivant dans les zones rurales (76 %) que chez ceux vivant dans les grandes villes (82 %).

Urbanisation subjective

Village rural	76	23	1
Petite / moyenne ville	76	23	1
Grande ville	82	17	1

QB1 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes. Les questions environnementales ont un effet direct sur votre vie quotidienne et votre santé (% - UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	78	21	1
Sexe			
Homme	76	23	1
Femme	79	20	1
Âge			
15 à 24 ans	77	22	1
25 à 39	77	23	0
40 à 54	80	20	0
55 ans et plus	77	22	1
Éducation (fin de)			
15-	77	22	1
16 à 19	76	23	1
20 ans et plus	80	20	0
Toujours à l'étude	80	19	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	75	24	1
De temps en temps	78	21	1
Presque jamais / Jamais	77	22	1
Envisagez d'appartenir à			
La classe ouvrière	77	22	1
La classe moyenne inférieure	77	23	0
La classe moyenne	79	21	0
La classe moyenne supérieure	79	21	0
La classe supérieure	74	26	0

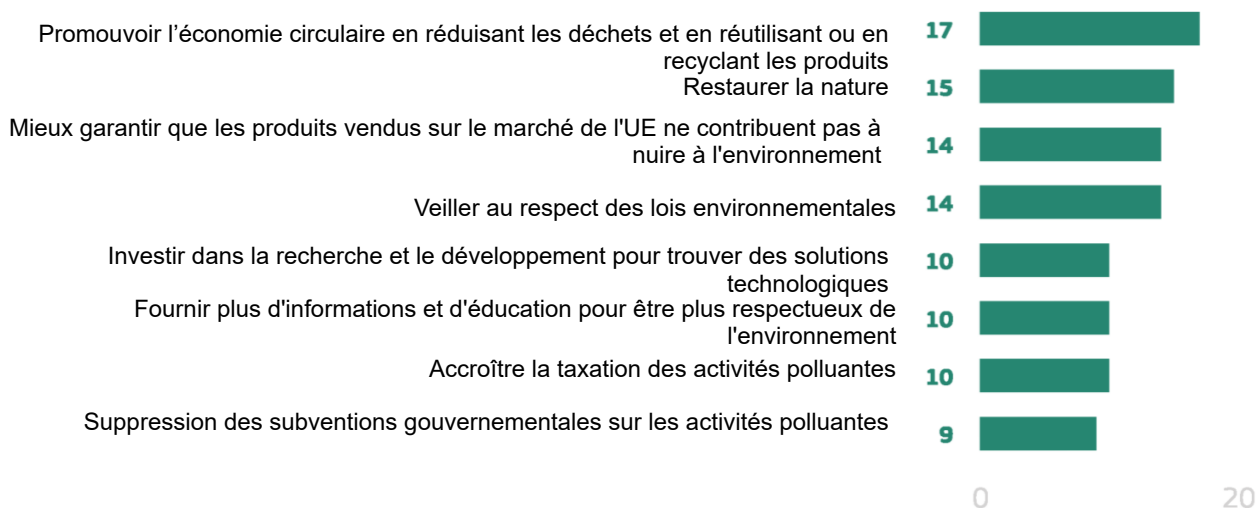
2. Moyens de s'attaquer aux problèmes environnementaux

La promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des produits est considérée comme le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux, suivi de près par la restauration de la nature.

Si l'on examine la première action sélectionnée au niveau de l'UE, on constate qu'aucune ne se distingue nettement par une grande marge. La plus sélectionnée a été la promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des produits (17 %). Elle a ensuite été suivie de près par la restauration de la nature (15 %), en veillant mieux à ce que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement et à ce que la législation environnementale soit respectée (14 % dans les deux cas).

Un peu à la traîne sont les investissements dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques, ainsi que fournir plus d'informations et d'éducation pour renforcer la conscience environnementale, augmenter la fiscalité sur les activités qui polluent (10% chacun) et supprimer les subventions gouvernementales sur les activités qui polluent (9%).

QB2a. Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux? D'abord? (UE-27) (%)

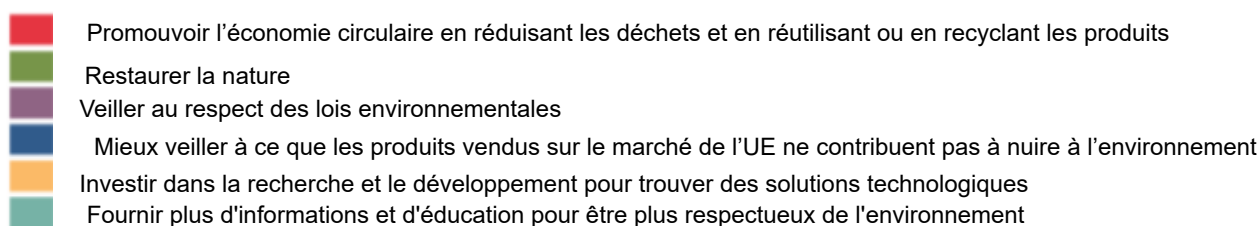


Au niveau national, nous observons certaines différences, six actions ayant été sélectionnées comme premier choix dans l'UE-27. Conformément aux résultats globaux, la plus sélectionnée est la promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des produits, sélectionnée dans 14 États membres, dont beaucoup d'Europe centrale et orientale, avec les résultats les plus élevés à Chypre (24 %).

Elle est suivie par la restauration de la nature, la plupart sélectionnées dans six États membres, les résultats les plus élevés étant enregistrés en Bulgarie, en Tchéquie et en Grèce (22 % chacun). Contrairement à la moyenne de l'UE, où le fait de mieux garantir que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement arrive en troisième position, la garantie du respect de la législation environnementale est la troisième action la plus sélectionnée au niveau des États membres, étant la plus sélectionnée par quatre États membres — avec les résultats les plus élevés au Portugal (25 %).

fiscalité ne constituent pas la principale action retenue dans un État membre.

QB2a. Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux? D'abord? (en %)



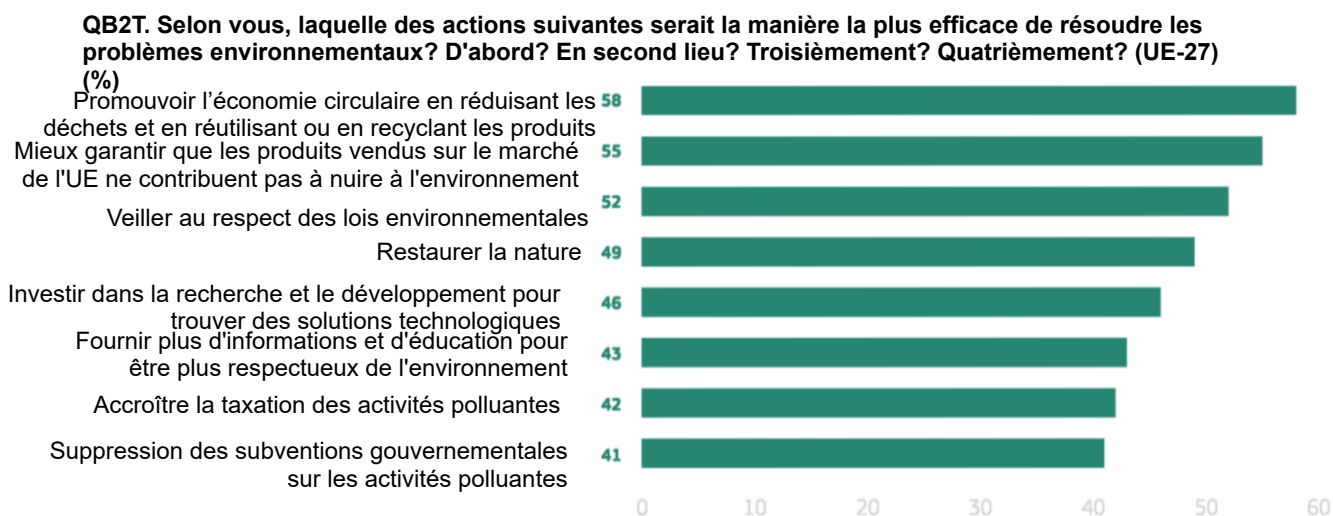
Il s'agit ensuite de mieux veiller à ce que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement et de veiller au respect de la législation environnementale, étant le plus sélectionné dans trois États membres, avec les résultats les plus élevés en Irlande (19 %).

L'investissement dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques est sélectionné dans deux des États nordiques - la Suède et le Danemark, étant le plus élevé dans le premier (23%).

Enfin vient fournir plus d'informations et d'éducation pour devenir plus respectueux de l'environnement, sélectionné par 18% des répondants au Luxembourg. La suppression des subventions publiques ou l'augmentation de la

Interrogés sur les mesures les plus efficaces à prendre pour s'attaquer⁶aux problèmes environnementaux, 58 % des Européens mentionnent la promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des produits, en première, deuxième, troisième ou quatrième position. Au total, 55 % mentionnent «mieux garantir que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement». Néanmoins, plus d'un répondant sur deux (52 %) estime que «garantir le respect de la législation environnementale» est le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux.

49 % estiment qu'il serait plus efficace de «restaurer la nature», 46 % mentionnent des investissements dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques aux problèmes environnementaux. 43% considèrent qu'il est nécessaire de fournir plus d'informations et d'éducation pour être plus respectueux de l'environnement. 42 % mentionnent une «imposition accrue des activités polluantes» et 41 % indiquent que l'action la plus efficace consisterait à supprimer les subventions publiques sur les activités polluantes.



6 QB2. Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement?

La «promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des produits» figure en tête de liste au niveau de l'UE. Au niveau national, il occupe la première place dans onze États membres, principalement en Finlande (67 %), en Autriche et aux Pays-Bas (65 % chacun). Le Portugal (43 %), le Danemark (49 %) et la Grèce (52 %) sont les seuls États membres où cette action ne figure pas parmi les trois premières.

Une meilleure garantie que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement est la deuxième au niveau de l'UE. Toutefois, il arrive en tête de liste des actions en Slovaquie (65 %), en Irlande (63 %), en Slovénie (60 %) et en France (57 %), tandis qu'il occupe la deuxième ou la troisième position dans 16 autres États membres, dont la Roumanie et l'Italie (59 % chacun), où les proportions sont également élevées.

La garantie du respect de la législation environnementale occupe la troisième place au niveau de l'UE, occupant la première place à Malte (64 %), en Italie (61 %) et en Lituanie (60 %). Cette action occupe la deuxième place dans six États membres, dont le Portugal (62 %), où plus de six sur dix soutiennent cette initiative.

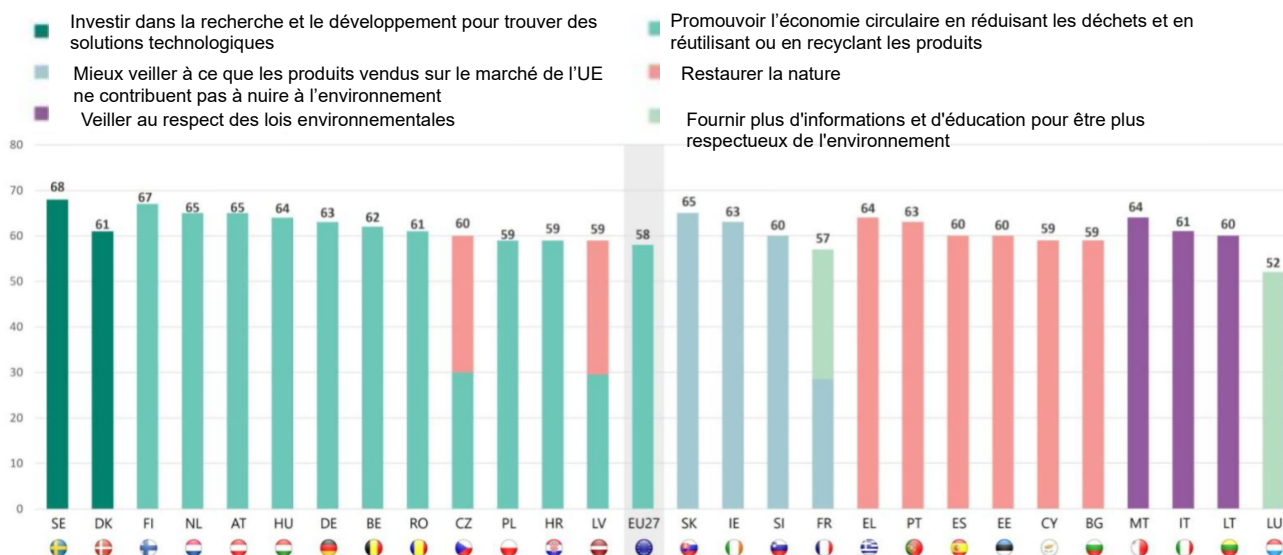
La restauration de la nature arrive en quatrième position au niveau de l'UE, mais occupe la première place dans huit États membres, principalement en Grèce (64 %), au Portugal (63 %), en Espagne, en Estonie et en Tchéquie (60 %).

Investir dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques aux problèmes environnementaux arrive en tête de liste en Suède (68%) et au Danemark (61%). Les proportions sont également élevées en Finlande (59 %), où ce point arrive en deuxième position. En revanche, les proportions pour ce poste sont les plus faibles en Bulgarie (38 %), où moins de quatre répondants sur dix sont favorables à cette approche.

L'amélioration de la formation et de l'éducation en faveur de l'environnement occupe la première place en France (57 %), où elle partage cette position avec une meilleure garantie que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement. L'information et l'éducation se classent également au premier rang au Luxembourg (52 %), au deuxième rang en Espagne (54 %) et au troisième rang dans cinq autres États membres. Les proportions pour ce poste sont les plus faibles en Suède (25%) et aux Pays-Bas (26%), où un peu plus d'un quart des répondants soutiennent cette position.

Les deux autres éléments sont mentionnés moins fréquemment. Toutefois, l'augmentation de la fiscalité sur les activités polluantes occupe la troisième place en Bulgarie (49 %) et la suppression des subventions publiques sur les activités polluantes occupe la troisième place aux Pays-Bas (52 %).

QB2T. Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement? (UE-27) (%)



L'analyse des données sociodémographiques montre que les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques, bien qu'il existe quelques différences mineures pour certains des éléments.

Les 40-54 ans sont plus susceptibles de mentionner «promouvoir l'économie circulaire en réduisant les déchets et en réutilisant ou en recyclant les produits» (60 % contre 57 % à 59 %), tandis que les 15-24 ans sont plus susceptibles de mentionner «investir dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques» (51 % contre 43 % à 49 %). Les personnes qui sont restées scolarisées à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (51 %) et les étudiants (52 %) sont également plus susceptibles de le dire.

Eurobaromètre spécial 550 Environnement

À l'inverse, ceux qui ont quitté l'enseignement à temps ceux qui ont la plupart du temps des difficultés à payer

QB2T Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement? (% - UE)								
	Promouvoir l'économie circulaire en réduisant les déchets et en réutilisant ou en recyclant les produits	Mieux veiller à ce que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à l'environnement	Veiller au respect des lois environnementales	Restaurer la nature	Investir dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques	Fournir plus d'informations et d'éducation pour être plus respectueux de l'environnement	Accroître la taxation des activités polluantes	Suppression des subventions gouvernementales sur les activités qui polluent
UE-27	58	55	52	49	46	43	42	41
Sexe								
Homme	59	55	52	48	48	43	41	42
Femme	58	56	53	49	45	44	43	39
Âge								
15 à 24 ans	57	52	54	52	51	45	39	36
25 à 39	59	54	52	49	49	43	43	43
40 à 54	60	57	51	48	4 ans?	43	43	42
55 ans et plus	58	56	53	48	43	43	41	40
Éducation (fin de)								
15-	54	56	55	54	38	47	39	36
16 à 19	59	55	53	50	45	44	42	40
20 ans et plus	61	55	51	45	51	41	43	44
Toujours à l'étude	57	55	53	50	52	43	41	38
Catégorie socioprofessionnelle								
Travailleurs indépendants	61	52	51	47	46	43	44	43
Gestionnaires	57	56	53	45	54	43	44	43
Autres employés	60	56	52	46	50	42	43	42
Ouvriers	61	56	50	50	45	44	41	41
Personnes de la maison	53	52	54	55	41	50	42	36
Chômeurs	52	54	52	51	45	49	41	38
Retrait(e)	58	56	55	48	42	42	41	40
Étudiants	56	54	54	51	52	43	42	38
Difficultés à payer les factures								
La plupart du temps	55	57	49	51	36	50	36	45
De temps en temps	58	56	52	48	45	45	43	42
Presque jamais / Jamais	59	55	53	48	43	42	42	40
Envisagez d'appartenir à								
La classe ouvrière	56	54	53	52	43	45	41	38
La classe moyenne inférieure	57	54	53	53	42	44	42	40
La classe moyenne	61	57	52	47	48	43	42	41
La classe moyenne supérieure	59	55	52	40	56	41	45	45
La classe supérieure	62	50	54	44	59	41	47	39
Urbanisation subjective								
Village rural	57	54	52	51	45	44	39	39
Petite / moyenne ville	57	55	54	47	46	44	43	42
Grande ville	62	57	51	48	49	43	43	40

plein le plus tôt sont plus susceptibles de mentionner «fournir plus d'informations et d'éducation pour être plus respectueux de l'environnement» (47 % contre 41 %-44 %) et «restaurer la nature» (55 % contre 5,1 %-53 %) comme le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes environnementaux. Les ménages (50 %) et

leurs factures (50 %) sont également plus susceptibles de mentionner «fournir plus d'informations et d'éducation pour être plus respectueux de l'environnement».

La «promotion de l'économie circulaire par la réduction des déchets et la réutilisation ou le recyclage des

produits» est mentionnée moins souvent parmi les personnes interrogées vivant dans des zones rurales ou dans des villes petites/moyennes (57 % dans les deux cas) que dans les grandes villes (62 %).



II Attitudes à l'égard de la politique et de la législation environnementales

Ce chapitre se concentre sur le rôle de l'UE dans la protection de l'environnement. Les répondants ont été interrogés sur le rôle de l'UE dans la législation environnementale et dans la fourniture d'une assistance aux États non membres de l'UE. L'analyse passe ensuite aux priorités de l'UE en matière de protection de la nature, à l'opinion publique sur le financement de la transition vers des économies plus vertes et aux responsables de la lutte contre la pollution.

1. Le rôle de l'UE dans l'élaboration des politiques environnementales

Le rôle de la législation de l'UE dans la protection de l'environnement bénéficie d'un large soutien.

Il a été demandé aux répondants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou en désaccord avec deux déclarations relatives au droit de l'environnement dans l'UE.⁷

Plus de quatre répondants sur cinq (84 %, +1 point de pourcentage depuis 2019) conviennent que la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays, dont 42 % qui sont «totalement d'accord» (-3) et 42 % (+4) qui «tendent à être d'accord». D'autre part, 13 % (+1) sont en désaccord avec l'affirmation, dont 3 % qui «sont totalement en désaccord» (-1) et 10 % (+2) qui «ont tendance à être en désaccord»

Une proportion légèrement plus faible (80 %, -1 point de pourcentage depuis 2019) est d'accord pour dire que l'UE devrait aider les États non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales, dont 36 % qui sont «totalement d'accord» (-7) et 44 % (+6) qui «tendent à être d'accord». En revanche, 17 % (+3) sont en désaccord

QB3. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des 1112 déclarations suivantes. (UE-27) (%)

La législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans (NOTRE PAYS)



L'UE devrait aider les pays non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales



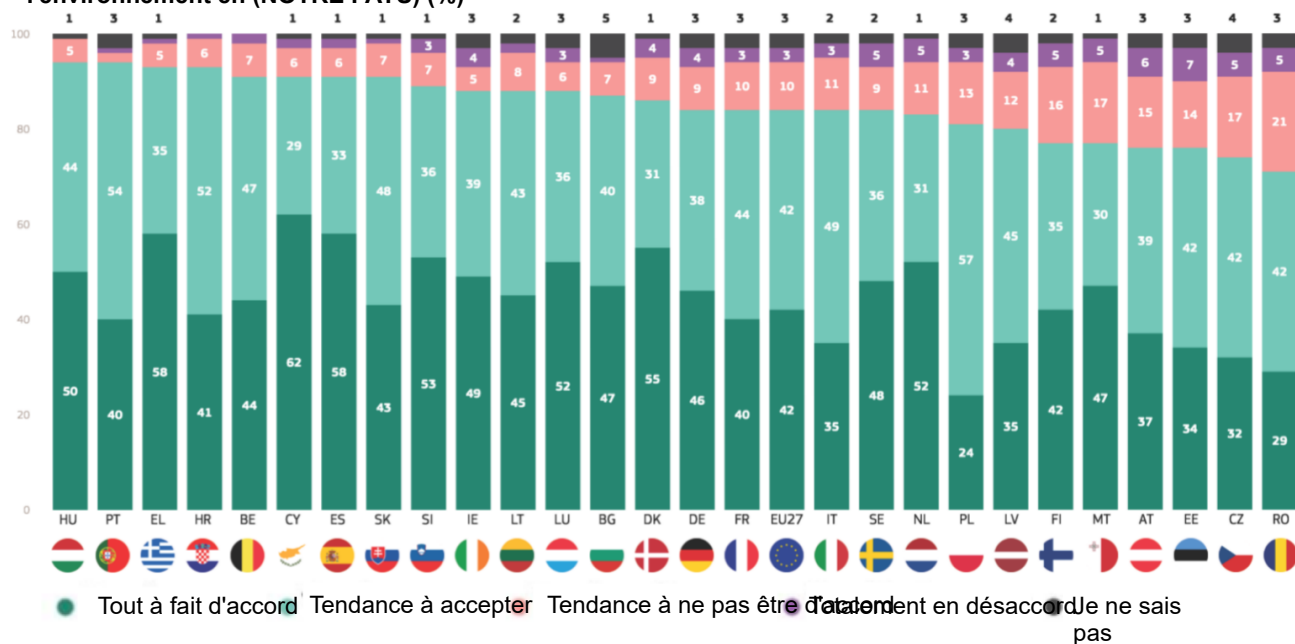
● Tout à fait d'accord ● Tendance à accepter ● Tendance à ne pas être d'accord ● Totalement en désaccord ● Je ne sais pas

⁷ QB3. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: 1. la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans (NOTRE PAYS); 2. L'UE devrait aider les États non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales.

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de sept répondants sur dix sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays. Proportion de répondants qui sont d'accord,⁸ passant d'un sommet de 94 % en Hongrie et au Portugal à un peu plus de sept répondants sur dix en Roumanie (71 %) et en Tchéquie (74 %). Les répondants à Chypre (62 %), en Grèce et en Espagne (58 % chacun) sont les plus susceptibles d'être «totalement d'accord» avec l'affirmation, tandis que la proportion de répondants qui ont tendance à être en désaccord avec cette idée est la plus élevée en Roumanie (21 %), en Tchéquie et à Malte (17 %). Le niveau de désaccord est globalement proportionnel au niveau d'accord, étant le plus élevé en Roumanie (26 %) et le plus faible au Portugal et en Hongrie (respectivement 3 % et 5 %).

Depuis l'enquête précédente en 2019, la proportion de répondants qui sont d'accord avec la déclaration a augmenté dans 10 États membres, plus particulièrement en Croatie (93 %, +7) et en Hongrie (94 %, +5), tandis qu'elle est restée inchangée en Espagne, en Slovaquie (91 % chacun) et en Bulgarie (87 %). À l'inverse, les proportions ont diminué dans 14 États membres, surtout en Roumanie (71 %, -7) et à Malte (77 %, -6).

QB3.1. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: -La législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement en (NOTRE PAYS) (%)

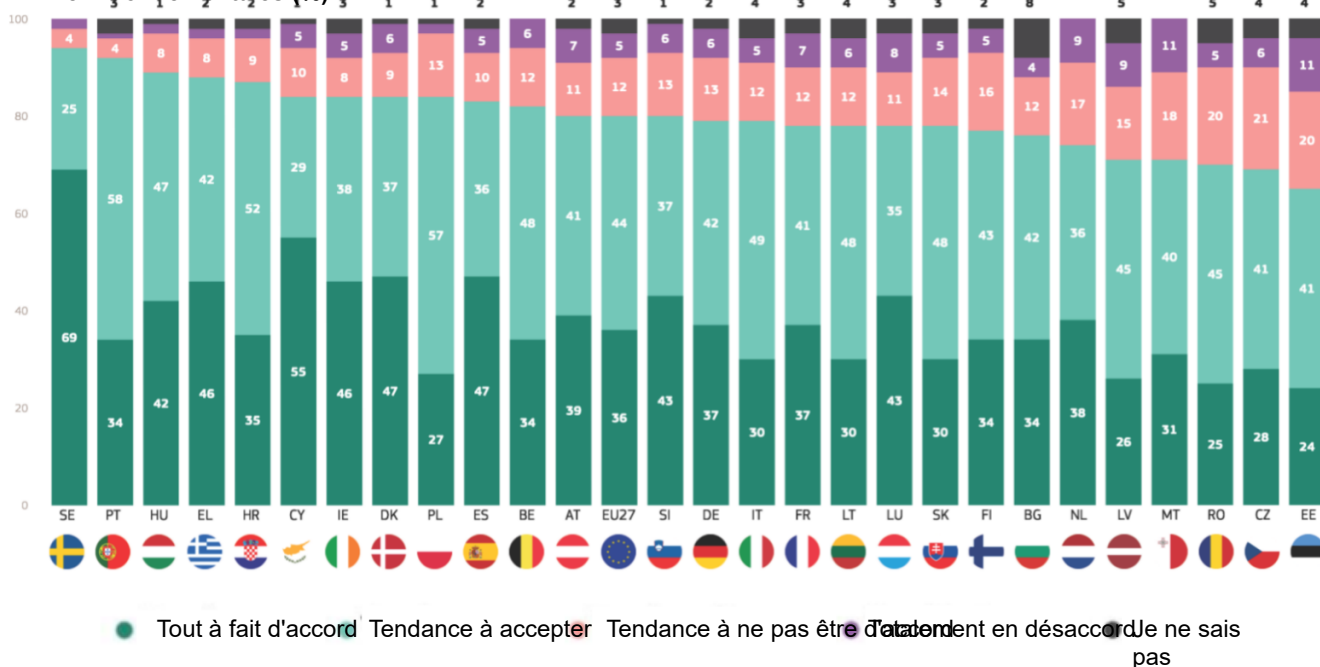


⁸ Le niveau de l'accord est la somme de «totalement d'accord» et de «tendez à être d'accord».

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de six répondants sur dix sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'UE devrait aider les États non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales. Les proportions de ceux qui sont d'accord⁹ vont d'un maximum de 94 % en Suède et de 92 % au Portugal à des minimums de 65 % en Estonie et de 69 % en Tchéquie. Les répondants en Suède (69 %) et à Chypre (55 %) sont les plus susceptibles d'être « totalement d'accord » avec cette affirmation, tandis que la proportion de répondants qui ont tendance à s'opposer à cette idée est la plus élevée en Tchéquie (21 %), en Roumanie et en Estonie (20 % chacun).

Depuis l'enquête précédente en 2019, la proportion de répondants qui sont d'accord avec la déclaration a augmenté dans 10 États membres, notamment dans quatre États membres, à savoir l'Italie (79 %, +5), la Croatie (87 %, +4), la Belgique (82 %, +3) et l'Espagne (83 %, +1). Dans cinq autres États membres, les proportions sont restées les mêmes, tandis qu'elles ont diminué dans 18 États membres, plus particulièrement à Chypre (84 %, -9).

QB3.2. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: -L'UE devrait aider les pays non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales (%)



⁹ Le niveau de l'accord est la somme de « totalement d'accord » et de « tendez à être d'accord ».

L'analyse des données sociodémographiques montre les schémas suivants:

Les répondants plus jeunes sont légèrement plus susceptibles que les répondants plus âgés d'être d'accord avec les deux énoncés. L'accord selon lequel la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays va de 87 % chez les 15-24 ans à 83 % chez les 55 ans et plus, tandis qu'une fourchette similaire peut être observée dans la proportion qui convient que l'UE devrait aider les pays tiers à améliorer leurs normes environnementales (de 84 % chez les 15-24 ans à 78 % chez les 55 ans et plus).

Les personnes plus instruites sont plus susceptibles d'être d'accord avec les deux affirmations. La différence est plus marquée dans la proportion de personnes qui sont d'accord pour dire que l'UE devrait aider les pays tiers à améliorer leurs normes environnementales (82 % des personnes ayant quitté l'éducation à l'âge de 20 ans ou plus, contre 78 % des personnes ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins).

Les répondants qui ont des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont moins susceptibles de convenir que l'UE devrait aider les pays tiers à améliorer leurs normes environnementales (74 % contre 82 % de ceux qui ont rarement ou jamais de difficultés). Il y a moins de différence pour l'autre déclaration, bien que le modèle reste le même.

Les personnes vivant dans une grande ville sont plus susceptibles d'être d'accord avec les deux déclarations; par exemple, 87 % conviennent que la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays, contre 81 % vivant dans un village rural et 82 % vivant dans une petite ou moyenne ville.

Les personnes qui ont une image positive de l'UE sont plus susceptibles d'être d'accord avec les déclarations. Par exemple, parmi ceux qui ont une image positive de l'UE, 92 % sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle la législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays, contre 64 % de ceux qui ont une image négative de l'UE.

QB3.1 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes. La législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement en (NOTRE PAYS) (% — UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	84	13	3
Sexe			
Homme	84	14	2
Femme	85	12	3
Âge			
15 à 24 ans	87	11	2
25 à 39	85	13	2
40 à 54	85	13	2
55 ans et plus	83	14	3
Éducation (fin de)			
15-	84	12	4
16 à 19	84	14	2
20 ans et plus	86	12	2
Toujours à l'étude	90	7	3

Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	82	14	4
De temps en temps	82	16	2
Presque jamais / Jamais	86	12	2
Urbanisation subjective			
Village rural	82	15	3
Petite / moyenne ville	85	13	2
Grande ville	87	11	2
Image de l'UE			
Positif	92	7	1
Neutre	83	14	3
Négatif	64	32	4

QB3.2 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes. L'UE devrait aider les pays non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales (% - UE)

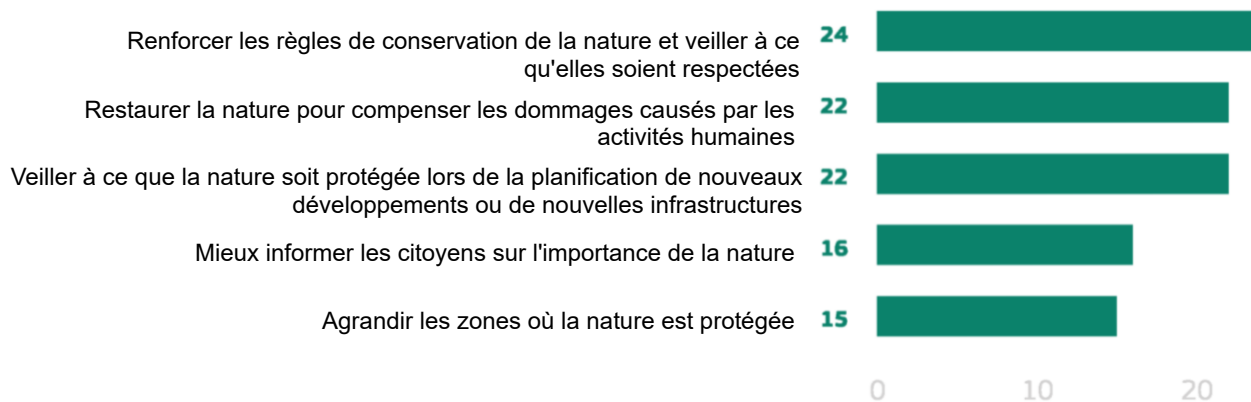
	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	80	17	3
Sexe			
Homme	80	18	2
Femme	80	17	3
Âge			
15 à 24 ans	84	14	2
25 à 39	81	17	2
40 à 54	80	18	2
55 ans et plus	78	19	3
Éducation (fin de)			
15-	78	16	6
16 à 19	78	19	3
20 ans et plus	82	17	1
Toujours à l'étude	88	10	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	74	20	6
De temps en temps	78	20	2
Presque jamais / Jamais	82	16	2
Urbanisation subjective			
Village rural	77	20	3
Petite / moyenne ville	79	19	2
Grande ville	84	14	2
Image de l'UE			
Positif	88	11	1
Neutre	78	19	3
Négatif	58	37	5

2. Les priorités de l'UE en matière de protection de la nature

La restauration de la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines et la protection de la nature lors de la planification de nouveaux aménagements ou de nouvelles infrastructures sont considérées comme des priorités de l'UE en matière de protection de la nature.

Lorsqu'on lui a demandé quelle action principale l'UE devrait privilégier pour protéger la nature, l'action la plus sélectionnée a été le renforcement des règles en matière de conservation de la nature et la garantie de leur respect (24 %). Il est suivi de très près par la restauration de la nature et la protection de la nature lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures (22 % dans les deux cas). Légèrement en retard, les citoyens sont mieux informés de l'importance de la nature (16 %) et les zones protégées (15 %).

QB13a. Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature? D'abord? (UE-27) (%)



Interrogées sur les actions que l'UE devrait privilégier pour protéger la nature,¹⁰ deux mesures partagent la première position. 45 % mentionnent «restaurer la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines» et une proportion similaire de 45 % suggèrent de veiller à ce que la nature soit protégée lors de la planification de nouveaux aménagements ou infrastructures.

Une proportion légèrement plus faible de répondants estime que l'UE devrait renforcer les règles en matière de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées. 31 % souhaitent que l'Union «étende les zones où la nature est protégée» et 30 % souhaitent que l'Union «informe mieux les citoyens sur l'importance de la nature».

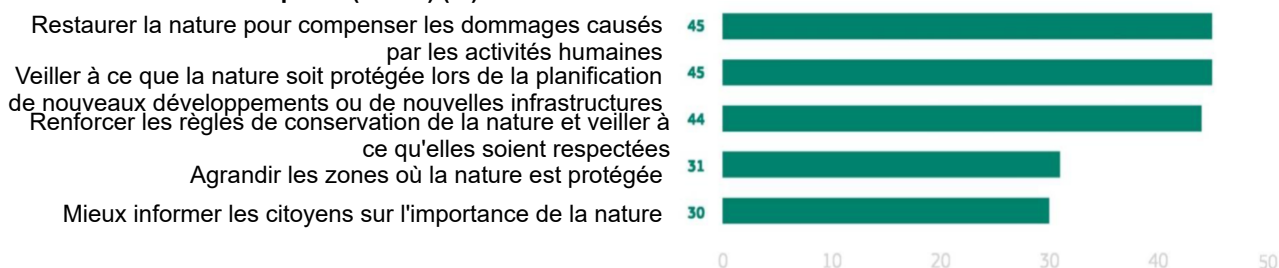
La restauration de la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines figure en tête de liste au niveau de l'UE et occupe la première place ou la première place dans 12 États membres, principalement en Allemagne et en Bulgarie (55 % chacun). Ce poste occupe la deuxième ou la troisième place dans les autres États membres, à l'exception du Luxembourg (39 %), où il occupe la quatrième place.

Pour les répondants de neuf États membres, dont la Suède (63 %) et Malte (60 %), où au moins six répondants sur dix accordent la priorité à la protection de la nature

lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures, la première place revient au niveau de l'UE. Cette position se classe deuxième ou troisième dans les 18 États membres restants.

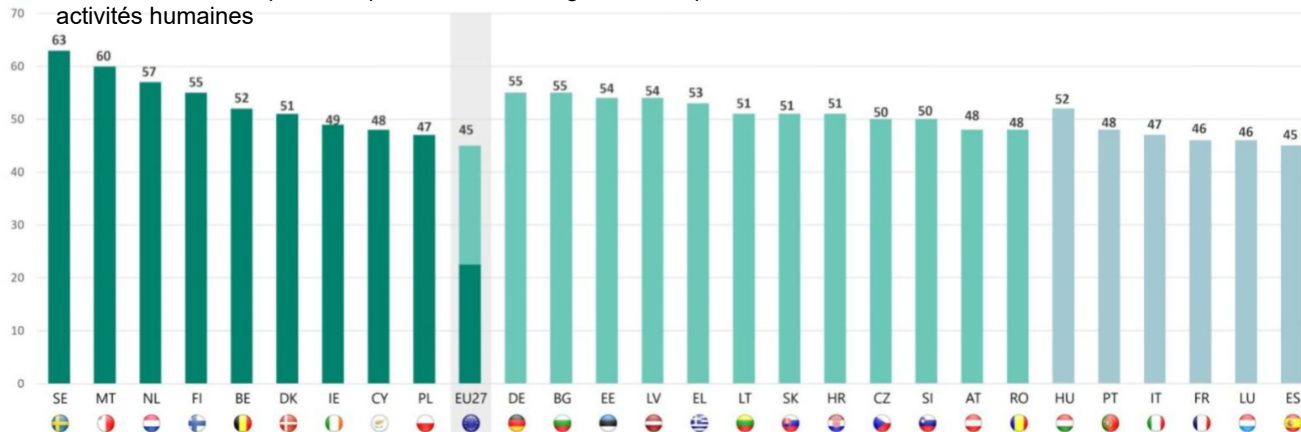
Renforcer les règles en matière de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées se classe au deuxième rang au niveau de l'UE, mais au premier rang dans six États membres, dont, surtout, la Hongrie (52 %) et le Portugal (48 %). Les proportions sont également élevées en Suède (55 %), aux Pays-Bas et en Finlande (51 % chacun), où cette affirmation arrive en deuxième position. Étendre les zones où la nature est protégée se classe au troisième rang au niveau de l'UE, au deuxième rang en Roumanie (38 %) et au troisième rang commun à Chypre (36 %), en renforçant les règles de conservation de la nature et en veillant à ce qu'elles soient respectées, ainsi qu'en Tchéquie (28 %). Cet article ne se classe pas parmi les trois premiers dans aucun autre pays. Mieux informer les citoyens sur l'importance de la nature occupe la deuxième place en Irlande (40 %) et en Roumanie (38 %), conjointement avec deux autres points, à savoir «étendre les zones où la nature est protégée» et «renforcer les règles de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées». À l'autre extrémité de l'échelle se trouve la Suède, avec moins d'un cinquième des répondants mentionnant cet élément (18 %).

QB13T. Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature? D'abord? Et puis? (UE-27) (%)



QB13T. Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature? En premier lieu ? Et puis ? (% - La réponse la plus mentionnée par pays)

- Veiller à ce que la nature soit protégée lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures
- Renforcer les règles de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées
- Restaurer la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines



L'analyse des données sociodémographiques montre que les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques, bien qu'il existe quelques différences mineures pour certains des éléments.

Ceux qui sont restés le plus longtemps dans l'enseignement à temps plein sont les plus susceptibles de mentionner «renforcer les règles de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées» (47 % contre 41 % à 43 %) et «veiller à ce que la nature soit protégée lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures» (49 % contre 41 % à 43 %). Ce même schéma s'applique aux

cadres (51 % et 49 % respectivement) et à ceux qui ont une image positive de l'UE (47 % dans les deux cas).

À l'inverse, ceux qui ont une image négative de l'UE sont plus susceptibles de mentionner «restaurer la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines» (49 % contre 45 % chacun) et «étendre les zones où la nature est protégée» (34 %, 29 % contre 32 %).

QB13T. Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature? En premier lieu ? Et puis ? (en %)

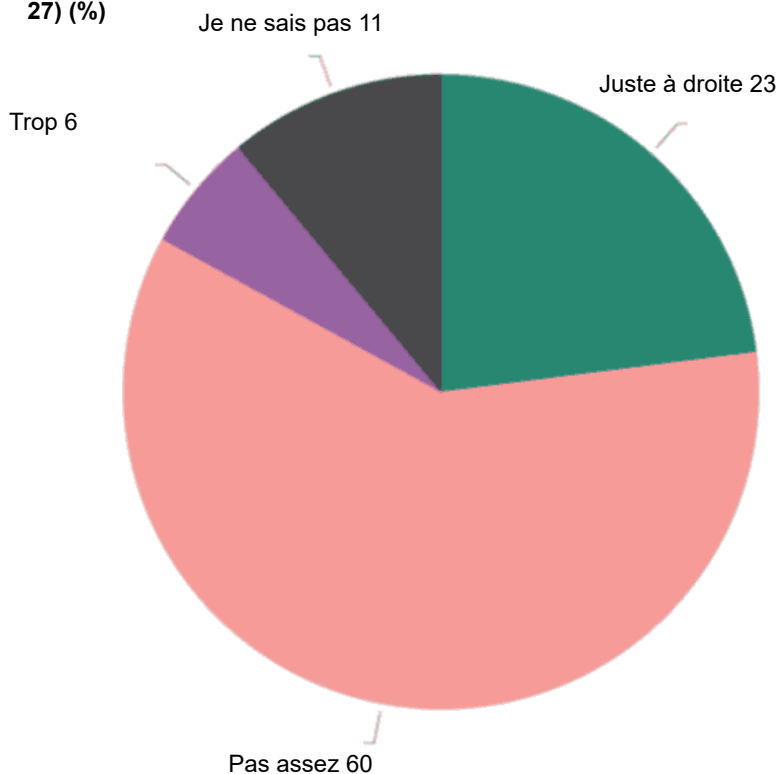
	Restaurer la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines	Veiller à ce que la nature soit protégée lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures	Renforcer les règles de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées	Étendre les zones où la nature est protégée	Mieux informer les citoyens sur l'importance de la nature
UE-27	45	45	44	31	30
Sexe					
Homme	45	45	46	30	31
Femme	46	45	43	32	30
Âge					
15 à 24 ans	43	44	47	33	31
25 à 39	46	46	44	31	30
40 à 54	46	45	45	31	30
55 ans et plus	46	44	43	30	31
Éducation (fin de)					
15-	45	41	41	31	34
16 à 19	47	43	43	31	32
20 ans et plus	45	49	47	30	27
Toujours à l'étude	42	46	48	33	29
Catégorie socioprofessionnelle					
Travailleurs indépendants	43	45	44	32	32
Gestionnaires	43	49	51	28	28
Autres employés	47	48	45	30	28
Ouvriers	49	43	44	31	30
Personnes de la maison	44	40	37	36	36
Chômeurs	45	37	39	35	38
Retraité(e)	45	44	43	30	31
Étudiants	41	47	47	33	29
Difficultés à payer les factures					
La plupart du temps	44	47	42	29	30
De temps en temps	47	43	43	32	32
Presque jamais / Jamais	45	46	45	30	30
Image de l'UE					
Positif	45	47	47	29	30
Neutre	45	44	43	32	31
Négatif	49	41	37	34	30

3. Financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte

Six Européens sur dix estiment que le montant des fonds publics destinés à soutenir la transition vers une économie plus verte n'est pas suffisant dans leur pays.

Lorsqu'on leur demande si le financement public destiné à soutenir la transition vers une économie plus verte est «suffisant», «juste» ou «trop»,¹¹60 % des personnes interrogées estiment que le montant du financement public destiné à soutenir la transition vers une économie plus verte n'est pas suffisant dans leur pays. Un peu plus d'un cinquième (23%) disent que le financement public est juste et 6% disent que c'est trop. Il convient de noter que plus d'un répondant sur dix a répondu «ne sait pas» ou n'a pas répondu à cette question.

QB5. Pensez-vous que le montant du financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte dans (NOTRE PAYS) est...? (UE-27) (%)

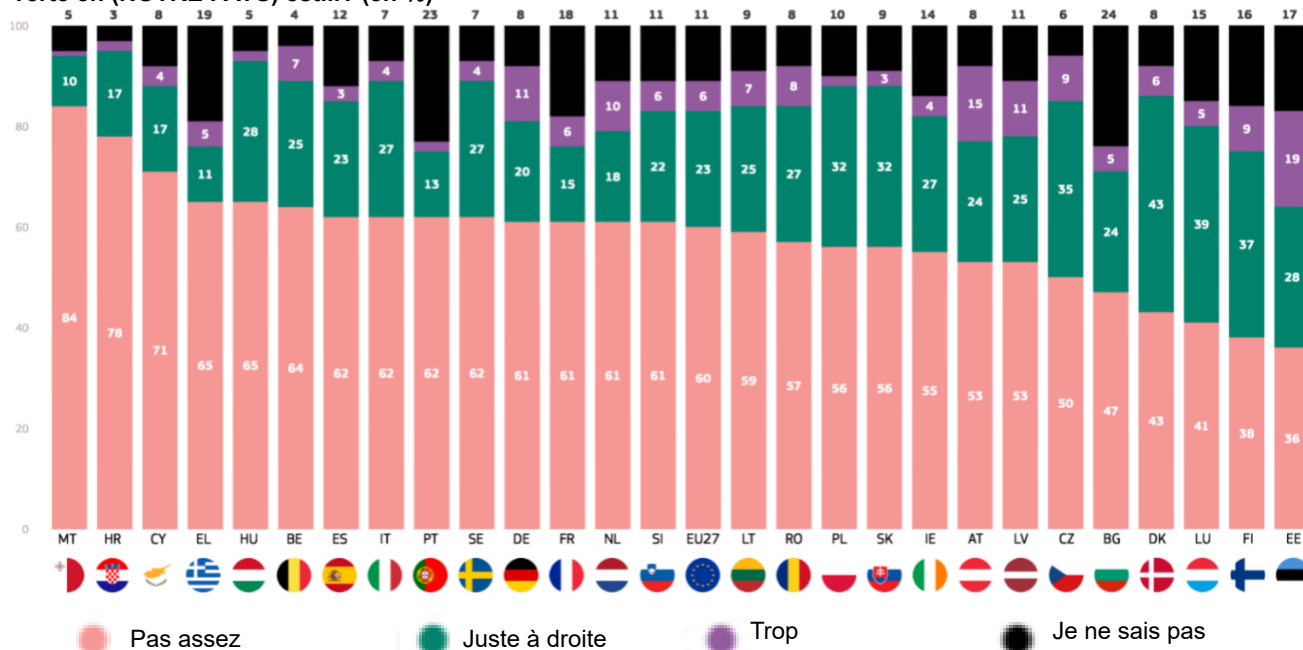


¹¹ QB5. Pensez-vous que le montant du financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte en (NOTRE PAYS) est...?

Dans 26 États membres, la majorité des répondants estiment que le montant des fonds publics destinés à soutenir la transition vers une économie plus verte dans leur pays n'est pas suffisant. Toutefois, les proportions varient considérablement d'un État membre à l'autre.

Les proportions les plus élevées de répondants estimant que le financement n'est pas suffisant se trouvent à Malte (84 %), en Croatie (74 %) et à Chypre (71 %), tandis que les proportions les plus faibles de répondants ayant cette opinion se trouvent en Estonie (36 %) et en Finlande (38 %). L'opinion publique est également divisée au Danemark (43 % «pas assez» contre 43 % «juste à droite» et 6 % «trop»).

QB5. Pensez-vous que le montant du financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte en (NOTRE PAYS) est...? (en %)



La proportion de répondants qui estiment que le montant du financement public destiné à soutenir la transition vers une économie plus verte dans leur pays est juste varie entre 43 % au Danemark et 39 % au Luxembourg, et environ un répondant sur dix à Malte (10 %) et en Grèce (11 %), où les proportions sont les plus faibles. Dans six États membres, cette proportion dépasse les trente pour cent.

Relativement peu de répondants estiment que le montant des fonds publics destinés à soutenir la transition vers une économie plus verte dans leur pays est trop élevé, la proportion la plus élevée de ces répondants étant observée en Estonie (19 %), en Autriche (15 %), en Allemagne et en Lettonie (11 %), où plus d'un dixième des répondants ont exprimé ce sentiment.

Il convient de noter que dans 14 États membres, au moins un dixième des personnes interrogées déclarent ne pas savoir ou ne pas fournir de réponse. Les proportions de ces répondants sont les plus élevées en Bulgarie (24 %) et au Portugal (23 %), où ils représentent plus d'un cinquième des répondants.

L'analyse des données sociodémographiques montre que les résultats sont généralement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques. Toutefois, les répondants qui ont poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de considérer que le financement public destiné à soutenir la transition vers une économie plus verte dans leur pays est trop faible (62 %) que ceux qui ont terminé leurs études plus tôt (53 % à 60 %). Ce même schéma s'applique aux managers (66% contre 54%-62%) et à ceux qui ont une image positive de l'UE (62%) par rapport à ceux qui ont une image négative (55%).

QB5 Pensez-vous que le montant du financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte en (NOTRE PAYS) est...? (% - UE)

	Juste à droite	Pas assez	Trop	Je ne sais pas
UE-27	23	60	6	11
Sexe				
Homme	25	58	7	10
Femme	22	61	5	12
Âge				
15 à 24 ans	23	61	5	11
25 à 39	24	61	6	9
40 à 54	25	61	7	7
55 ans et plus	21	58	7	14
Éducation (fin de)				
15-	22	53	6	19
16 à 19	23	60	7	10
20 ans et plus	23	62	7	8
Toujours à l'étude	26	62	2	10
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	24	59	8	9
Gestionnaires	23	66	5	6
Autres employés	26	61	5	8
Ouvriers	24	59	7	10
Personnes de la maison	20	58	7	15
Chômeurs	20	54	9	17
Retraité(e)	21	58	6	15
Étudiants	24	62	4	10
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	16	61	7	16
De temps en temps	22	60	8	10
Presque jamais / Jamais	25	59	5	11
Image de l'UE				
Positif	26	62	3	9
Neutre	22	60	6	12
Négatif	16	55	16	13

4. Responsabilité du nettoyage de la pollution

Plus de neuf Européens sur dix estiment que les entreprises devraient payer les coûts de nettoyage de leur pollution.

En ce qui concerne les coûts de nettoyage de la pollution,¹² 92 % des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les entreprises devraient payer les coûts de nettoyage de leur pollution, dont 59 % qui sont totalement d'accord et 33 % qui ont tendance à être d'accord. 7 % sont en désaccord avec cette affirmation, 60 % ayant tendance à être en désaccord et 1 % totalement en désaccord).

Près des trois quarts des répondants (74 %) sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les pouvoirs publics devraient payer les coûts de nettoyage de la pollution, dont 30 % des répondants qui sont tout à fait d'accord et 44 % qui ont tendance à être d'accord. D'autre part, 23 % des répondants ne sont pas d'accord (16 % ont tendance à être en désaccord et 7 % sont totalement en désaccord). 3 % des répondants «ne savent pas» ou ne répondent pas à cette question.

QB4. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant le coût de l'assainissement de la pollution (UE-27) (%)

Les entreprises devraient payer pour les coûts de nettoyage de leur pollution



Les pouvoirs publics devraient prendre en charge les coûts de nettoyage de la pollution

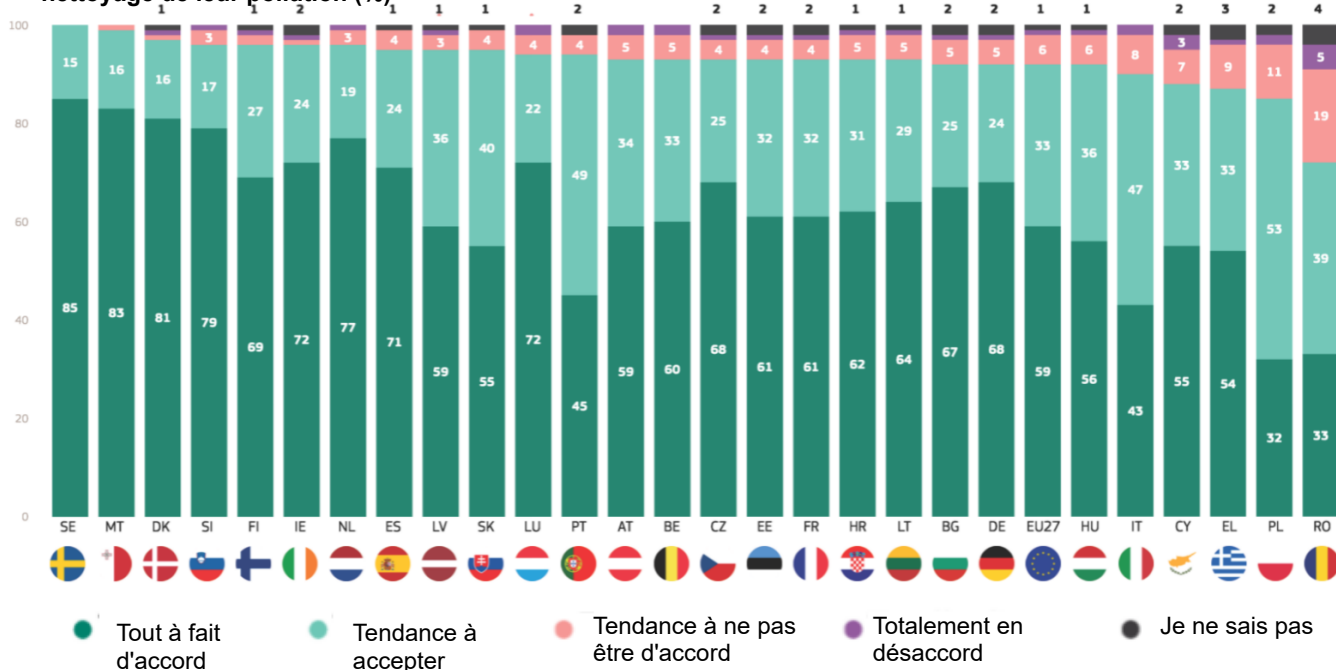


- Tout à fait d'accord
- Tendance à accepter
- Tendance à ne pas être d'accord
- Totalement en désaccord
- Je ne sais pas

12 QB4. S'il vous plaît dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes concernant le coût du nettoyage de la pollution? 1. Les pouvoirs publics devraient prendre en charge les coûts de nettoyage de la pollution, 2. Les entreprises devraient payer pour les coûts de nettoyage de leur pollution

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de sept répondants sur dix estiment que les entreprises devraient payer les coûts de nettoyage de leur pollution, avec des proportions allant de 100 % en Suède et 99 % au Danemark à 72 % en Roumanie, 85 % en Pologne, 87 % en Grèce et 88 % à Chypre.

QB4.2. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant le coût du nettoyage de la pollution - Les entreprises devraient payer les coûts du nettoyage de leur pollution (%)

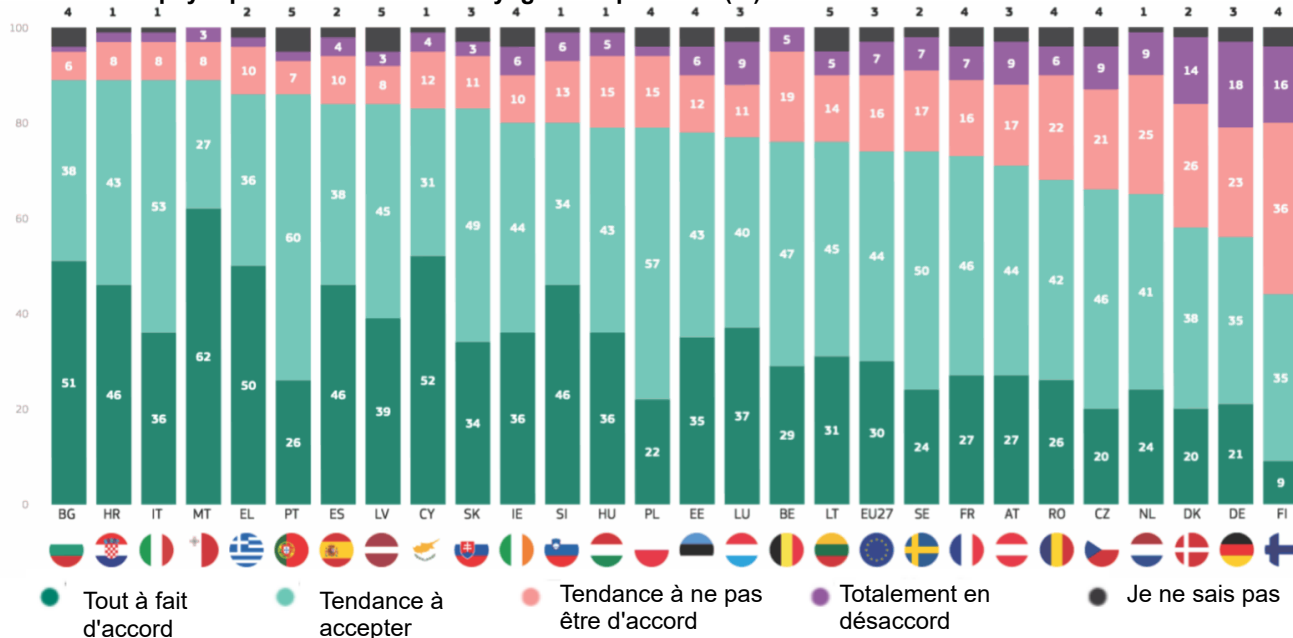


Dans huit États membres, plus de 70 % des personnes interrogées sont totalement d'accord avec cette idée, surtout en Suède (85 %), à Malte (83 %) et au Danemark (81 %), alors qu'en revanche, seulement 32 % en Pologne et 33 % en Roumanie sont totalement d'accord avec cette idée.

Les proportions de répondants en désaccord sont les plus élevées en Roumanie (24 %). Dans quatre autres États membres, au moins un dixième des répondants sont en désaccord: Pologne (13 %), Grèce, Chypre et Italie (10 % chacun)

Dans 26 États membres, une majorité de répondants est d'accord avec l'affirmation selon laquelle les autorités publiques devraient prendre en charge les coûts d'assainissement de la pollution. Au sein de ce groupe d'États membres, les proportions varient considérablement. Elles sont les plus élevées en Bulgarie, en Croatie, en Italie et à Malte (89 %) et les plus faibles en Allemagne (56 %) et au Danemark (58 %). En Finlande, une minorité de répondants est de cet avis: 44% sont d'accord contre 52% en désaccord.

QB4.1. S'il vous plaît dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes concernant le casting de la pollution de nettoyage-Les autorités publiques devraient payer pour les coûts de nettoyage de la pollution (%)



La proportion de répondants entièrement d'accord avec cette affirmation est particulièrement élevée à Malte (62 %) et à Chypre (52 %), où plus de la moitié des répondants sont tout à fait d'accord.

D'autre part, plus d'un tiers des répondants ne sont pas d'accord avec cette affirmation. En Finlande, une majorité (52 %) est en désaccord, 41 % des Allemands, 40 % des Danois et 34 % des Néerlandais étant en désaccord.

L'analyse des données sociodémographiques montre ce qui suit:

Les répondants plus jeunes sont plus susceptibles de considérer que les autorités publiques devraient payer les coûts de nettoyage de la pollution (80%) par rapport aux autres groupes d'âge (70%-76%). Les étudiants (78 %) et les personnes au foyer (76 %) sont également plus susceptibles de le dire que les autres groupes professionnels. Ce même schéma s'applique à ceux qui vivent dans les grandes villes (78%) en particulier par rapport à ceux qui vivent dans les villages ruraux (71%). Enfin, ceux qui ont une image positive de l'UE (77 %) sont également d'accord avec cette affirmation par rapport à ceux qui ont une image négative (67 %).

Les modèles de réponse sont encore plus cohérents en ce qui concerne la responsabilité des entreprises. Les différences les plus fortes sont celles entre les répondants qui ont une image positive de l'UE et ceux qui n'en ont pas. 95 % des premiers considèrent que les entreprises devraient payer les coûts de nettoyage de leur pollution, alors que seulement 87 % de ceux qui ont une image négative le font.

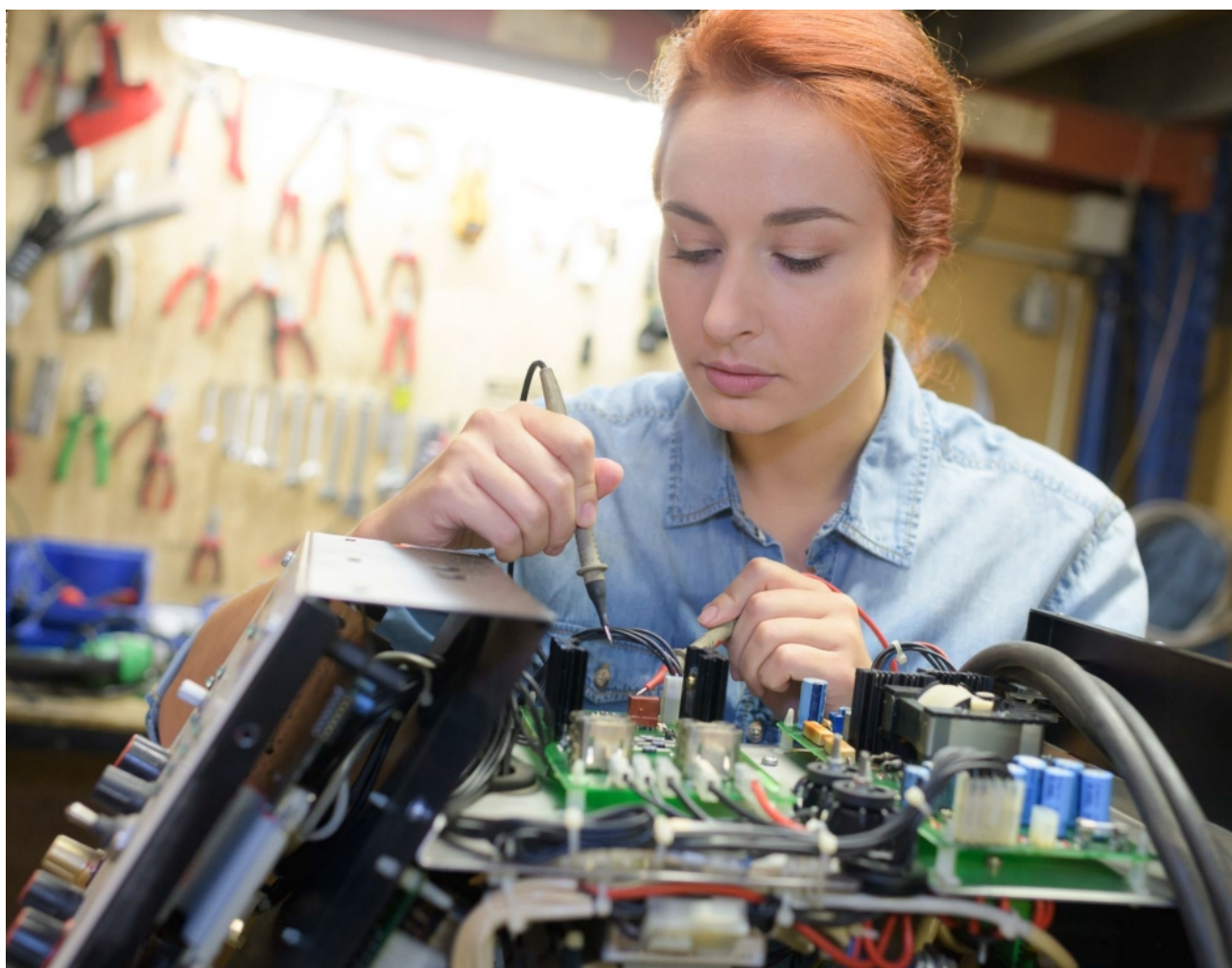
QB4.1 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant le coût du nettoyage de la pollution Les autorités publiques devraient payer les coûts du nettoyage de la pollution (% - UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	74	23	3
Sexe			
Homme	71	26	3
Femme	76	21	3
Âge			
15 à 24 ans	80	17	3
25 à 39	76	22	2
40 à 54	74	24	2
55 ans et plus	70	26	4
Éducation (fin de)			
15-	73	22	5
16 à 19	76	21	3
20 ans et plus	70	28	2
Toujours à l'étude	79	18	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	76	22	2
Gestionnaires	71	27	2
Autres employés	77	21	2
Ouvriers	74	24	2
Personnes de la maison	76	19	5
Chômeurs	76	20	4
Retraité(e)	71	25	4
Étudiants	78	19	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	71	26	3
De temps en temps	74	24	2

Presque jamais/ Jamais	78	19	3
Image de l'UE			
Positif	77	21	2
Neutre	74	23	3
Négatif	67	30	3

QB4.2 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant le coût du nettoyage de la pollution Les entreprises devraient payer les coûts du nettoyage de leur pollution (% - UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	92	7	1
Sexe			
Homme	92	7	1
Femme	91	7	2
Âge			
15 à 24 ans	91	8	1
25 à 39	90	9	1
40 à 54	91	8	1
55 ans et plus	92	6	2
Éducation (fin de)			
15-	89	8	3
16 à 19	91	8	1
20 ans et plus	92	7	1
Toujours à l'étude	94	5	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	90	9	1
Gestionnaires	93	6	1
Autres employés	92	7	1
Ouvriers	90	9	1
Personnes de la maison	90	8	2
Chômeurs	90	8	2
Retraité(e)	92	6	2
Étudiants	92	7	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	90	8	2
De temps en temps	92	7	1
Presque jamais / Jamais	92	6	2
Image de l'UE			
Positif	95	5	0
Neutre	89	9	2
Négatif	87	11	2



III. Économie verte et circulaire

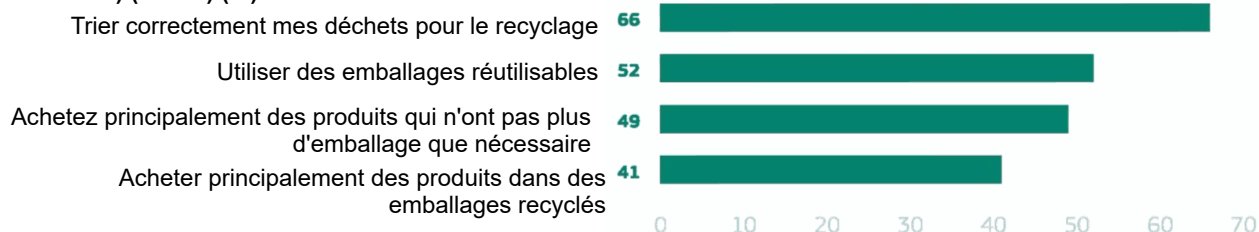
Le troisième chapitre porte sur les efforts déployés par les citoyens pour réduire les déchets, leur perception des types de déchets les plus problématiques et leur volonté de payer davantage pour des produits durables.

1. Actions des citoyens visant à réduire les déchets

Plus de la moitié des Européens envisageraient de trier correctement leurs déchets ou d'utiliser des emballages réutilisables pour réduire la quantité de déchets.

Lorsqu'on leur a demandé ce que les personnes interrogées feraient personnellement pour réduire la quantité de déchets,¹³ la plupart ont déclaré qu'elles trieraient correctement leurs déchets en vue de leur recyclage. Ceci est suivi par l'utilisation d'emballages réutilisables et principalement l'achat de produits qui n'ont pas plus d'emballages que nécessaire. Last vient principalement en achetant des produits dans des emballages recyclés.

QB6. Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent à vous. (RÉPONSES MULTIPLES POSSIBLES) (EU-27) (%)

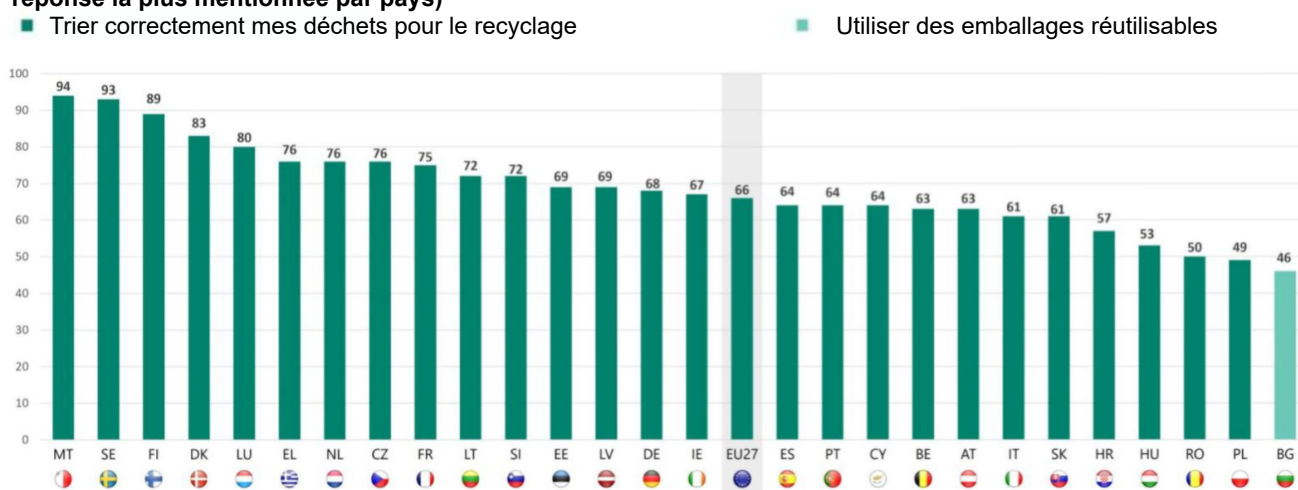


13 QB6. Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets?

Le «tri correct de mes déchets» est l'action la plus fréquemment sélectionnée dans 26 États membres. Il est le plus sélectionné à Malte (94%) et en Suède (93%), où plus de neuf répondants sur dix déclarent qu'ils envisageraient de trier correctement leurs déchets. Les proportions sont les plus faibles en Bulgarie (40 %), où cette action arrive en deuxième position.

La catégorie «Utilisation d'emballages réutilisables» occupe la deuxième place au niveau de l'UE, se classant en première position en Bulgarie (46 %). Dans tous les autres États membres, ce point arrive en deuxième ou troisième position. Les proportions sont particulièrement élevées en Suède (82 %) et à Malte (74 %).

QB6. Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent à vous. (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (% - La réponse la plus mentionnée par pays)



«Acheter principalement des produits qui n'ont pas plus d'emballages que nécessaire» se classe deuxième ou troisième dans 23 États membres, dont la Suède (81 %) où les mentions sont les plus élevées. À Chypre (28 %), au Portugal (29 %), à Malte (33 %) et en Lituanie (34 %), cet élément ne figure pas parmi les trois premiers.

L'action «Acheter principalement des produits dans des emballages recyclés» occupe la deuxième place en Italie (40 %) et la troisième action la plus fréquemment sélectionnée dans six États membres, dont la Grèce (53 %). Il convient de noter que la Suède (71 %) a la plus forte proportion de répondants mentionnant ce point, bien que cette question ne figure pas parmi les trois premières du pays.

L'analyse des données sociodémographiques montre que les profils de réponses sont largement cohérents entre les différents groupes sociodémographiques.

Quelques différences mineures peuvent être observées pour ceux qui sont restés dans l'éducation à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus.

Ce groupe est systématiquement plus susceptible de mentionner toutes les actions individuelles visant à réduire la quantité de déchets. Cette même tendance s'applique aux gestionnaires et, dans une moindre mesure, aux travailleurs autonomes et aux étudiants. Par exemple, 55 % des dirigeants déclarent qu'ils «achètent principalement des produits qui n'ont pas plus d'emballages que nécessaire», contre 43 % des personnes à domicile.

Les répondants qui vivent dans les grandes villes sont également plus susceptibles de mentionner les quatre actions que ceux qui vivent dans les zones rurales. Par exemple, 57 % des personnes vivant dans les zones urbaines mentionnent «utiliser des emballages réutilisables», contre 49 % des personnes vivant dans les zones rurales.

QB6 Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent à vous. (RÉPONSES MULTIPLES POSSIBLES) (% - UE)

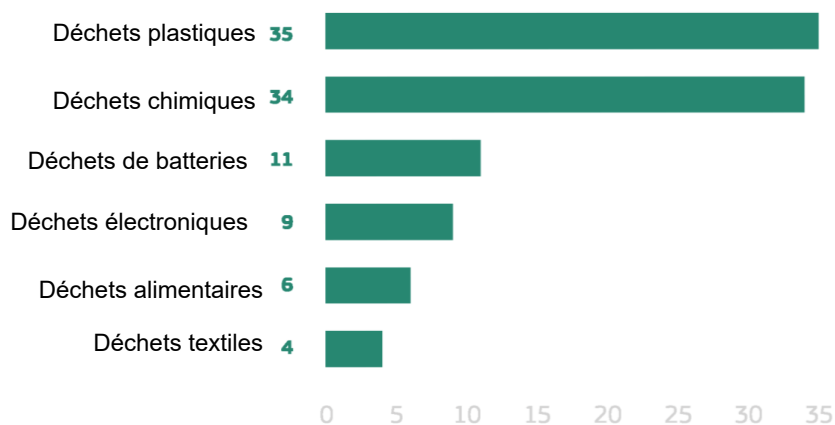
	Trier correctement mes déchets	Utiliser des emballages réutilisables	Acheter principalement des produits qui n'ont pas plus d'emballage que nécessaire	Acheter principalement des produits dans des emballages recyclés
UE-27	66	52	49	41
Éducation (fin de)				
15-	64	45	41	35
16 à 19	64	47	47	39
20 ans et plus	69	58	56	45
Toujours à l'étude	65	59	49	49
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	64	52	52	44
Gestionnaires	67	55	55	47
Autres employés	65	54	51	43
Ouvriers	64	49	47	38
Personnes de la maison	64	41	43	35
Chômeurs	67	50	49	35
Retraité(e)	68	50	49	40
Étudiants	65	58	48	47
Urbanisation subjective				
Village rural	63	49	47	38
Petite / moyenne ville	67	50	47	40
Grande ville	67	57	54	46

2. Types de déchets les plus problématiques

Les Européens considèrent que les déchets plastiques et les déchets chimiques sont les types de déchets les plus problématiques dans leur pays.

Lorsqu'on leur a demandé quel type de déchets était jugé le plus problématique, les répondants de l'UE ont sélectionné le plus souvent les déchets plastiques et chimiques (35 % et 34 % respectivement). Les autres types de déchets sont loin derrière, les déchets de batteries (11 %), suivis des déchets électroniques (9 %), des déchets alimentaires (6 %) et des déchets textiles (4 %).

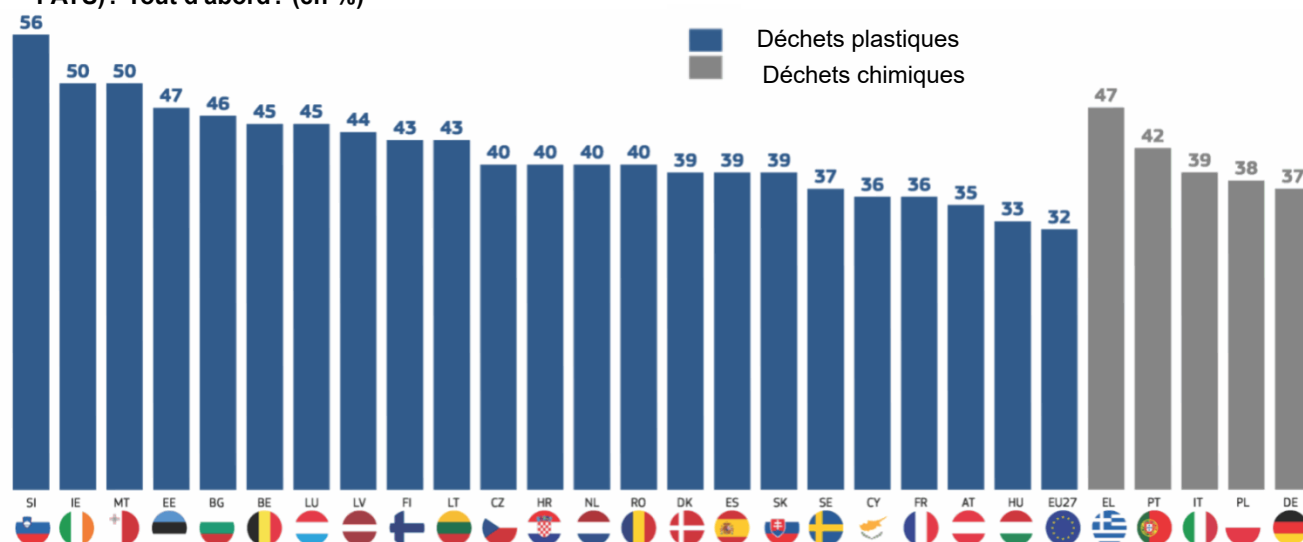
Q87a. Selon vous, lesquels des types de déchets suivants sont les plus problématiques dans (NOTRE PAYS)? Tout d'abord? (UE-27) (%)



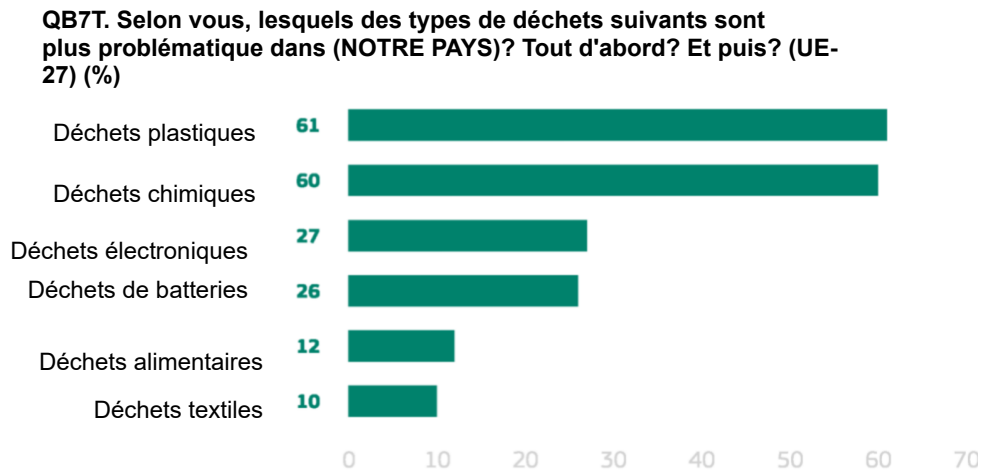
Dans 22 États membres, les déchets plastiques sont considérés comme le type de déchets le plus problématique dans leur pays. C'est notamment le cas en Slovaquie (56 %), en Irlande (50 %) et à Malte (50 %).

Parmi les cinq autres États membres, ils considéraient plutôt les déchets chimiques comme les plus problématiques. C'est notamment le cas de la Grèce (47 %), du Portugal (42 %) et de l'Italie (37 %).

QB7a. Selon vous, lesquels des types de déchets suivants sont les plus problématiques dans (NOTRE PAYS)? Tout d'abord? (en %)



Lors de l'évaluation des types de déchets les plus problématiques dans leur pays,¹⁴ lorsque les répondants sont invités à indiquer deux types, 61 % des Européens classent les déchets plastiques au deuxième rang des déchets les plus problématiques, suivis de près par les déchets chimiques (60 %). Les déchets électroniques, sélectionnés par 27 % des répondants, sont loin derrière ces deux derniers, suivis par les déchets de batteries (26 %). Le gaspillage alimentaire (12 %) et le gaspillage textile (10 %) sont mentionnés par environ un dixième des répondants.



¹⁴ QB7. Selon vous, lesquels des types de déchets suivants sont les plus problématiques dans (NOTRE PAYS)? Tout d'abord? Et puis?

Les déchets plastiques occupent la première place au niveau de l'UE et sont le produit le plus fréquemment mentionné dans 20 États membres, en particulier en Slovaquie (75 %), en Irlande (74 %) et en Belgique (71 %), où ils ont été sélectionnés par plus de sept répondants sur dix. En Suède (59 %), elle occupe la première place avec les déchets chimiques. Les déchets plastiques occupent la deuxième place dans les sept États membres restants.

Les déchets chimiques occupent la deuxième place au niveau de l'UE, mais se classent au premier rang dans huit États membres, en particulier en Grèce (73 %), où les proportions sont les plus élevées. Il occupe la deuxième place dans 18 États membres, le taux le plus élevé se situant en Espagne (64 %). Elle occupe le troisième rang dans un État membre, l'Irlande, où un peu moins d'un tiers (32 %) la considère comme le type de déchets le plus important dans leur pays.

Les déchets électroniques se classent au troisième rang au niveau de l'UE, mais au deuxième rang en Suède (31 %). Les déchets électroniques sont le troisième type de déchets le plus fréquemment mentionné dans 15 États membres. Il ne se classe pas parmi les trois premiers dans les onze États membres restants.

Les déchets de batteries sont le troisième type de déchets le plus fréquemment mentionné dans neuf États membres, dont Chypre (51 %), où les proportions sont les plus élevées. Il ne se classe pas parmi les trois premiers dans les 18 États membres restants. À l'autre extrémité de l'échelle, seuls 12 % des répondants mentionnent ce type de déchets en Irlande.

Le gaspillage alimentaire occupe la deuxième place en Irlande (38 %), où les proportions sont les plus élevées, et occupe la troisième place en Roumanie (31 %) et en Bulgarie (22 %). Il ne se classe pas parmi les trois premiers dans les 24 États membres restants. Dans six États membres, moins d'un dixième des personnes interrogées mentionnent le gaspillage alimentaire, la proportion la plus faible étant enregistrée en Grèce (6 %).

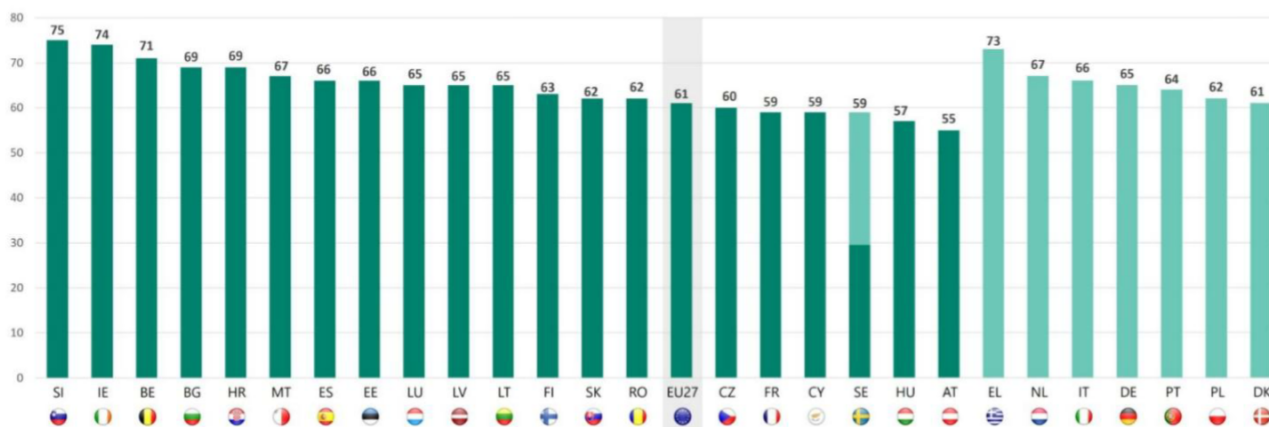
Dans aucun État membre, les déchets textiles ne figurent parmi les trois premiers. Les proportions sont les plus élevées en Finlande (21%), où plus d'un cinquième des

répondants considèrent ce type de déchets comme le plus problématique dans leur pays. La plus faible proportion de répondants se trouve en Grèce (3 %), à Chypre (4 %), en Allemagne (4 %) et en Hongrie (5 %).

QB7T. Selon vous, lesquels des types de déchets suivants sont les plus problématiques dans (NOTRE PAYS)? Tout d'abord ? Et puis ? (% - La réponse la plus mentionnée par pays)

■ Déchets plastiques

■ Déchets chimiques



L'analyse des données sociodémographiques ne fait apparaître aucune différence significative selon le sexe. Toutefois, les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus susceptibles de mentionner les «déchets chimiques» (63 %) que les autres groupes d'âge (56 % à 59 %). Il en va de même pour ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein le plus tôt (64 % contre 59 %-61 %). Les retraités (63 %) et les travailleurs indépendants (63 %) sont également plus susceptibles que les autres catégories professionnelles de mentionner les déchets chimiques.

Ceux qui vivent dans les zones rurales sont plus susceptibles de mentionner les «déchets de batteries» et les «déchets chimiques» que ceux qui vivent dans les grandes villes (28 % et 62 % respectivement, contre 22 % et 59 %).

QB7T À votre avis, lesquels des types de déchets suivants posent le plus de problèmes (NOTRE PAYS)? Tout d'abord? Et puis?

	Déchets plastiques	Déchets chimiques	Déchets électroniques	Déchets de batteries	Déchets alimentaires	Déchets textiles
UE-27	61	60	27	26	12	10
Âge						
15 à 24 ans	63	56	28	24	15	10
25 à 39	59	59	27	26	14	11
40 à 54	61	59	27	27	12	10
55 ans et plus	62	63	26	26	10	8
Éducation (fin de)						
15-	60	64	24	29	11	6
16 à 19	62	61	25	27	12	9
20 ans et plus	61	59	29	25	12	11
Toujours à l'étude	61	58	30	24	13	11
Catégorie socioprofessionnelle						
Travailleurs indépendants	62	63	24	25	11	11
Gestionnaires	60	59	29	26	12	11
Autres employés	60	59	27	27	13	11
Ouvriers	60	60	26	28	14	9
Personnes de la maison	63	63	24	26	10	9
Chômeurs	63	54	26	28	12	10
Retraité(e)	63	63	26	25	10	8
Étudiants	61	56	30	24	14	11
Urbanisation subjective						
Village rural	61	62	26	28	11	9
Petite / moyenne ville	61	60	27	28	11	10
Grande ville	63	59	29	22	14	10

3. Volonté de payer plus cher pour des produits durables

Près de six répondants sur dix sont prêts à payer plus cher pour des produits durables.

Lorsqu'on leur a demandé si les Européens étaient disposés à payer plus cher pour des produits durables, plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière durable sur le plan environnemental,¹⁵ près de six répondants sur dix ont répondu «oui» (59 %). Près de quatre répondants sur dix ont répondu «non» (38 %) et 3 % ont répondu «ne sait pas».

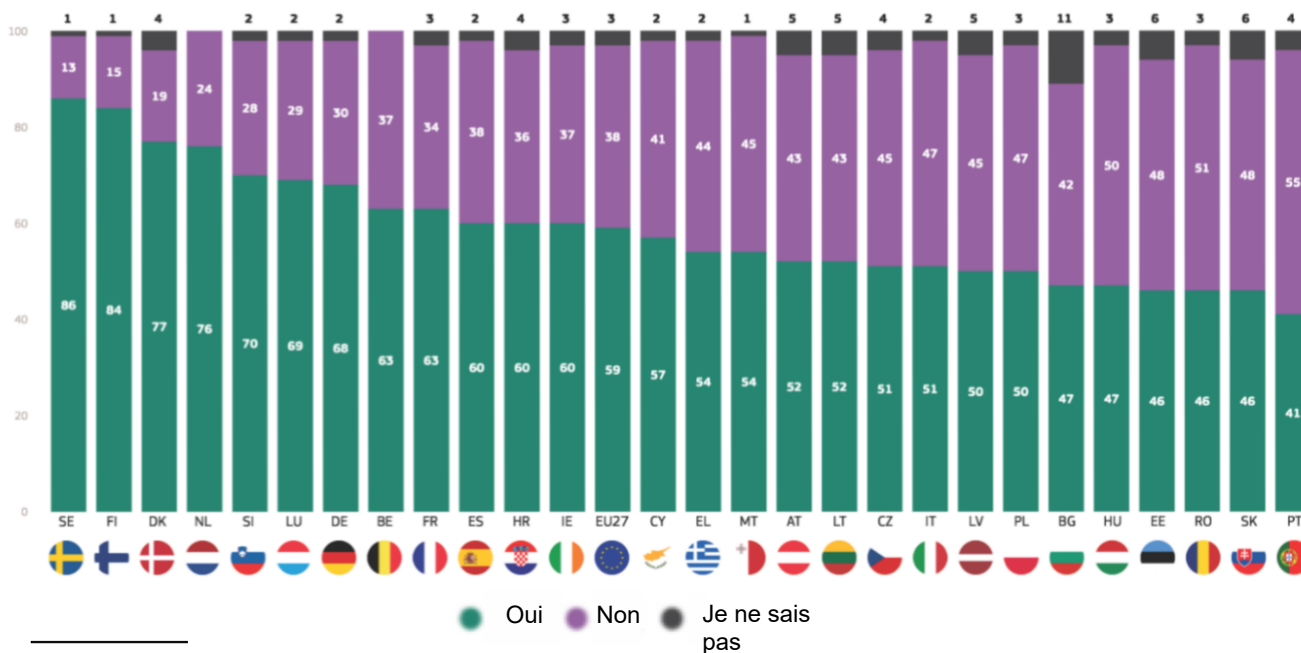
Dans 22 États membres, une majorité de répondants accepteraient de payer davantage pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière durable sur le plan environnemental lors de l'achat de produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques. Toutefois, au sein de ce groupe d'États membres, les proportions varient considérablement, allant de 86 % en Suède et 84 % en Finlande à 47 % en Bulgarie.

Au contraire, dans cinq États membres, plus de répondants ne seraient pas disposés à payer plus que disposés à payer plus, atteignant une majorité au Portugal (55 % en Roumanie (51 %) et en Hongrie).

QB8. Lorsque vous achetez des produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques, seriez-vous prêt à payer plus cher pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière durable sur le plan environnemental? (UE-27) (%)



QB8. Lorsque vous achetez des produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques, seriez-vous prêt à payer plus cher pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière durable sur le plan environnemental? (en %)



¹⁵ QB8. Lorsque vous achetez des produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques, seriez-vous prêt à payer plus cher pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière durable sur le plan environnemental?

L'analyse des données sociodémographiques ne fait apparaître que très peu de différences selon le sexe et l'âge. Cependant, ceux qui sont restés le plus longtemps dans l'éducation à temps plein sont plus susceptibles de payer plus cher pour des produits durables (69 %) que ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou avant (47 %). Cette même tendance s'applique aux cadres (67 %), en particulier par rapport aux personnes au foyer (47 %) et aux chômeurs (49 %).

Ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures (65%) sont également plus susceptibles de le dire que ceux qui ont la plupart du temps de telles difficultés (41%). Des différences significatives dans les modèles de réponses peuvent également être observées pour ceux qui se considèrent comme la classe supérieure de la société (79%), où près de huit répondants sur dix disent 50, par rapport à ceux qui se considèrent comme la classe ouvrière (50%).

QB8 Lorsque vous achetez des produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques, seriez-vous prêt à payer plus cher pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière écologiquement durable? (% - UE)

	Oui	No	Je ne sais pas
UE-27	59	38	3
Sexe			
Homme	59	38	3
Femme	60	38	2
Âge			
15 à 24 ans	61	37	2
25 à 39	60	37	3
40 à 54	59	39	2
55 ans et plus	59	38	3
Éducation (fin de)			
15-	47	50	3
16 à 19	55	42	3
20 ans et plus	69	29	2
Toujours à l'étude	66	31	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	61	37	2
Gestionnaires	67	31	2
Autres employés	61	36	3
Ouvriers	55	42	3
Personnes de la maison	47	51	2
Chômeurs	49	47	4
Retraité(e)	60	37	3
Étudiants	64	33	3
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	41	56	3
De temps en temps	51	46	3
Presque jamais / Jamais	65	33	2
Envisagez d'appartenir à			
La classe ouvrière	50	46	4
La classe moyenne inférieure	58	39	3
La classe moyenne	62	36	2
La classe moyenne supérieure	73	26	1
La classe supérieure	79	21	0



IV. Produits chimiques dangereux

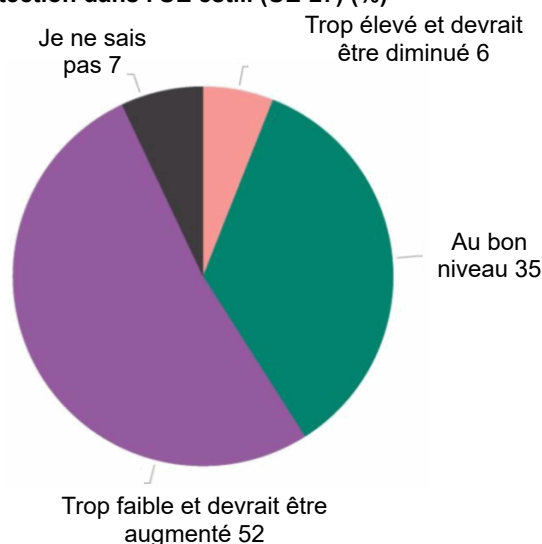
Le quatrième chapitre porte sur la perception des efforts déployés par l'Union européenne pour protéger l'environnement et la santé humaine contre les produits chimiques dangereux. Il se penche ensuite sur les appréhensions entourant les produits chimiques dangereux en ce qui concerne l'environnement, la santé et les décisions d'achat. Enfin, il rend compte de la connaissance autodéclarée des PFAS et des préoccupations connexes sur l'environnement et la santé humaine.

1. Protection de l'environnement par l'UE contre les produits chimiques dangereux

Plus de la moitié des Européens estiment que le niveau réel de protection de la santé humaine et de l'environnement contre les produits chimiques dangereux est trop faible et devrait être augmenté.

Une majorité (52 %) d'Européens estime que le niveau actuel de protection de l'UE contre les produits chimiques dangereux pour l'environnement et la santé humaine est trop faible et devrait être relevé.¹⁶ Plus d'un tiers (35%) considèrent que le niveau actuel de protection est au bon niveau et 6% disent qu'il est trop élevé et devrait être diminué. Il convient de noter que la proportion de répondants qui répondent «ne sait pas» dépasse le niveau de répondants qui considèrent le niveau de protection comme trop élevé.

QB9. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est... (UE-27) (%)



¹⁶ QB9. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est...?

Dans 21 États membres, une majorité estime que la protection actuelle contre les produits chimiques dangereux dans l'UE pour la santé humaine et l'environnement est trop faible et devrait être renforcée.

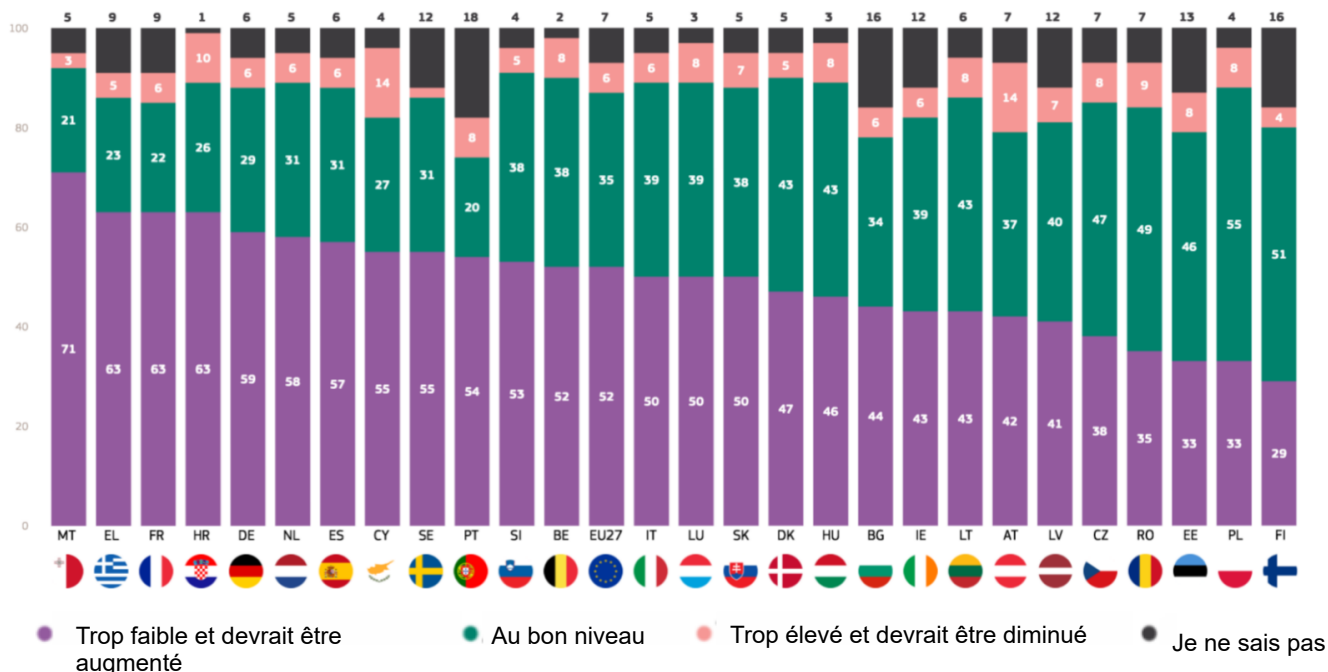
Toutefois, au sein de ce groupe, les proportions varient considérablement, allant de 71 % à Malte et 63 % en Grèce à 41 % en Lettonie (contre 40 % au bon niveau) et 42 % en Autriche (contre 37 % au bon niveau).

Dans deux États membres, à savoir la Pologne (55 %) et la Finlande (51 %), une majorité de répondants considère

que le niveau actuel de protection est correct. Dans trois autres États membres, à savoir la Roumanie (49 %), la Tchéquie (47 %) et l'Estonie (46 %), un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit d'une question de droit plutôt que d'une question trop faible, mais aucune n'atteint la majorité.

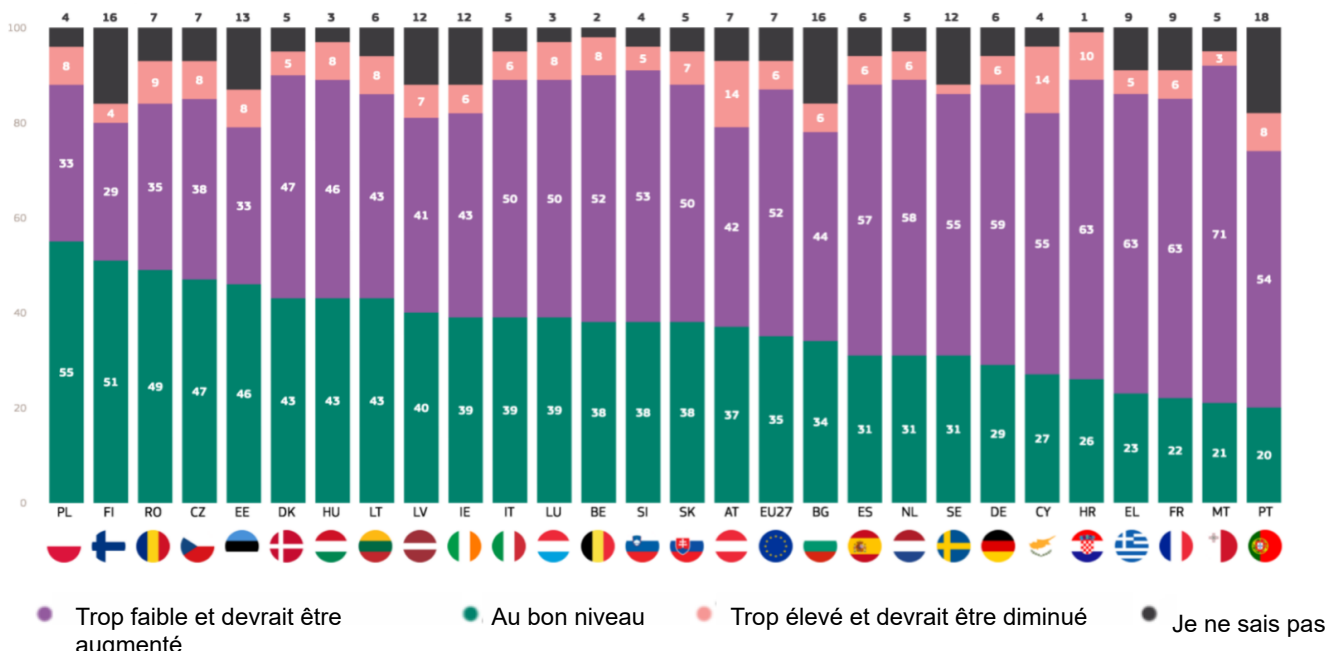
Les avis sont également partagés en Lituanie: 43 % «au bon niveau» contre 43 % «trop bas et devraient être augmentés».

QB9. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est... (en %)



● Trop faible et devrait être augmenté ● Au bon niveau ● Trop élevé et devrait être diminué ● Je ne sais pas

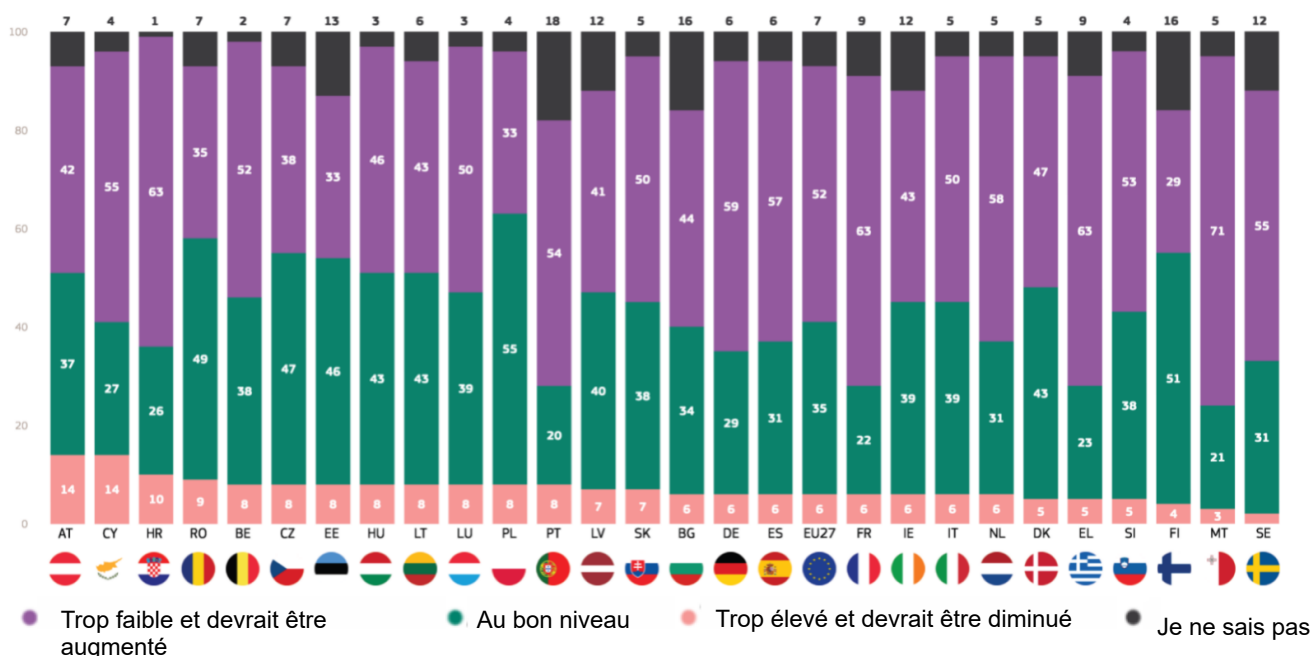
QB9. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est... (en %)



● Trop faible et devrait être augmenté ● Au bon niveau ● Trop élevé et devrait être diminué ● Je ne sais pas

En Autriche, à Chypre (14 % chacun) et en Croatie (10 %), au moins un répondant sur dix estime que le niveau actuel de protection est trop élevé et devrait être abaissé. Enfin, il convient de noter qu'au Portugal (18 %), en Finlande, en Bulgarie (chacun 16 %), en Estonie (13 %), en Lettonie, en Irlande et en Suède (chacun 12 %), plus d'un répondant sur dix déclare ne pas savoir.

QB9. Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est... (en %)



L'analyse des données sociodémographiques montre des schémas de réponses cohérents dans les différentes catégories. Néanmoins, les répondants plus âgés sont plus susceptibles de considérer que la protection de la santé humaine contre les produits chimiques dangereux est trop faible. 55 % des personnes âgées de 55 ans et plus disent 50, comparativement à 48 % des répondants plus jeunes. Les chômeurs se distinguent avec une proportion plus faible d'accord sur cette affirmation (46% contre 51%-56% dans les autres groupes professionnels).

QB9 Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est... (% - UE)

	Trop faible et devrait être augmenté	Au bon niveau	Trop élevé et devrait être diminué	Je ne sais pas
UE-27	52	35	6	7
Âge				
15 à 24 ans	48	39	7	6
25 à 39	50	33	7	5
40 à 54	53	35	7	5
55 ans et plus	55	31	5	9
Éducation (fin de)				
15-	52	30	5	13
16 à 19	52	34	8	6
20 ans et plus	53	36	6	5
Toujours à l'étude	51	37	6	6
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	53	34	8	5
Gestionnaires	52	38	6	4
Autres employés	51	38	6	5
Ouvriers	51	36	7	6
Personnes de la maison	55	29	8	8
Chômeurs	46	35	7	12
Retraité(e)	55	30	6	9
Étudiants	51	37	7	5

2. Préoccupations concernant les produits chimiques dangereux

Plus de huit Européens sur dix s'inquiètent de l'impact des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de tous les jours sur leur santé et sur l'environnement.¹⁷

Une grande majorité des répondants (84%) se disent préoccupés par l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur leur santé; 41% sont totalement d'accord et 43% ont tendance à être d'accord. Une petite proportion (15%) disent qu'ils ne sont pas inquiets.

Par rapport à une enquête précédente menée en 2019, la proportion de répondants préoccupés par l'impact des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur leur santé a légèrement diminué, d'un point de pourcentage, tandis que la proportion de ceux qui ne sont pas inquiets a augmenté de manière symétrique. Bien que le changement global soit faible, si l'on examine le niveau granulaire, on constate une diminution de quatre points de pourcentage chez ceux qui sont «totalement d'accord» et une augmentation de trois points de pourcentage chez ceux qui «tendent à être d'accord».

La même proportion d'Européens (84 %) se disent préoccupés par l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement, dont 39 % sont «totalement d'accord» pour s'inquiéter. Encore une fois, 15% des répondants disent qu'ils ne sont pas inquiets.

Depuis 2019, la proportion de répondants préoccupés par l'impact des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur l'environnement a fortement diminué de six points de pourcentage, tandis que la proportion de ceux qui ne sont pas inquiets a augmenté de manière symétrique. Plus précisément, la proportion de ceux qui «sont tout à fait d'accord» pour s'inquiéter a diminué de neuf points de pourcentage, tandis que celle de ceux qui «ont tendance à être d'accord» pour s'inquiéter a augmenté de trois points de pourcentage. En conséquence, les modèles de réponses modérées ont gagné du terrain pour les deux éléments, tandis que les modèles de réponses plus polarisés ont diminué.

Près des trois quarts (72 %) des Européens déclarent tenir compte de la sécurité chimique des produits lors de leurs achats, dont 26 % sont «totalement d'accord» avec cette affirmation et 46 % «tendent à être d'accord». Un peu plus d'un quart des répondants (27 %) sont en désaccord, dont 6 % sont «totalement en désaccord».

QB10. Les énoncés qui suivent concernent les produits de tous les jours, tels que les poêles à frire, les jouets et les détergents nettoyants. S'il vous plaît - dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes. {EU-27} (%)

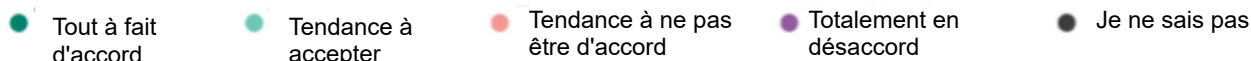
Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement



Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur votre santé



Vous tenez compte de la sécurité chimique des produits lors de vos achats



17 QB10. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes: 1. Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement; 2. Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques présents dans les produits de tous les jours sur votre santé; 3. Vous tenez compte de la sécurité chimique des produits lors de vos achats.

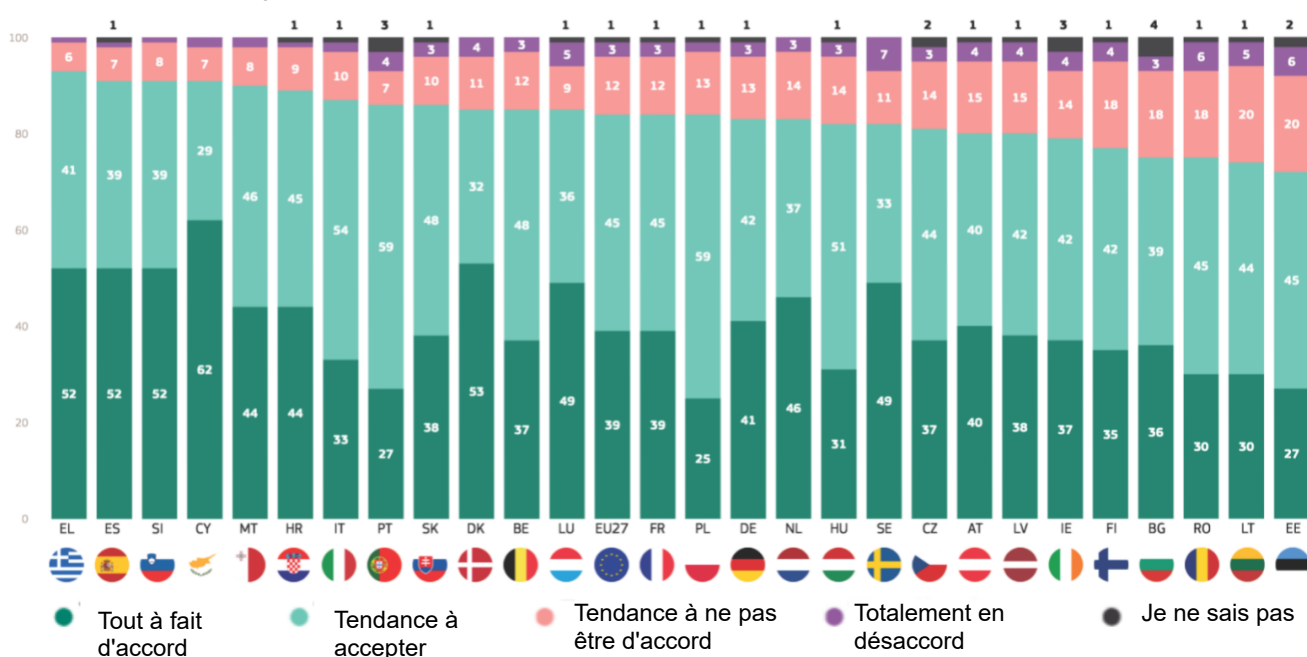
a) Préoccupations concernant l'impact des produits chimiques nocifs sur l'environnement

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de sept répondants sur dix se déclarent préoccupés par l'incidence des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur l'environnement. Les proportions vont de 93 % en Grèce et 91 % en Espagne, en Slovaquie et à Chypre, où elles sont les plus élevées, à 72 % en Estonie et 74 % en Lituanie, où elles sont les plus faibles. Dans cinq États membres, plus de la moitié des personnes interrogées sont «totalement d'accord» avec cette affirmation, notamment à Chypre (62 %).

À l'inverse, dans cinq États membres, au moins un cinquième des répondants sont en désaccord avec cette affirmation, notamment en Estonie (26 %) et en Lituanie (25 %). Bien qu'elle soit très élevée dans l'ensemble, la proportion de répondants préoccupés par l'incidence des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur l'environnement a diminué dans l'ensemble des 27 États membres depuis 2019.

Cette diminution dépasse dix points de pourcentage dans six États membres, à savoir l'Estonie (72 %, -13), la Bulgarie (75 %, -12), le Portugal (86 %, -11), le Luxembourg (85 %, -10), la Lettonie (80 %, -10) et l'Irlande (79 %, -10).

QB10.2. Les énoncés suivants concernent les produits de tous les jours, tels que les poêles à frire, les jouets et les détergents nettoyants. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes: Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement (%)



b) Préoccupations concernant l'impact des produits chimiques nocifs sur la santé

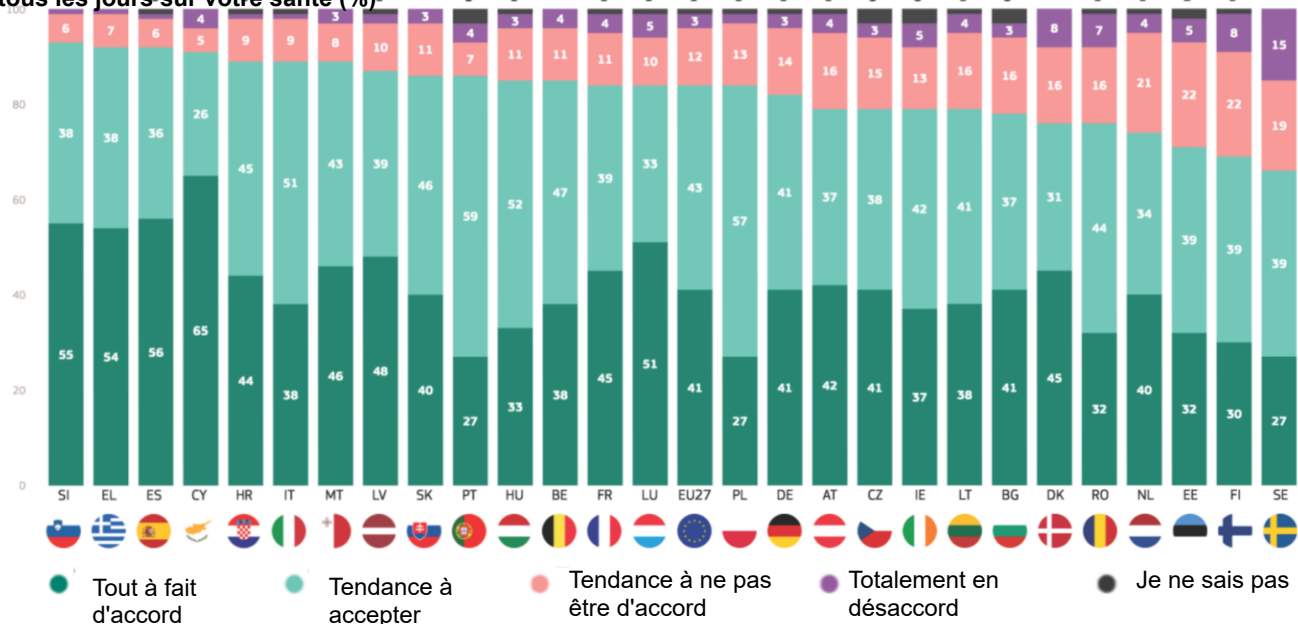
Dans l'ensemble des 27 États membres, au moins deux tiers des personnes interrogées se déclarent préoccupées par l'incidence des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur leur santé. Les proportions vont de 93% en Slovaquie, 92% en Grèce et en Espagne, où elles sont les plus élevées, à 66% en Suède et 69% en Finlande, où moins de sept répondants sur dix s'inquiètent à ce sujet. Dans cinq États membres, plus de la moitié des personnes interrogées sont «totalement d'accord» avec cette affirmation, contre plus particulièrement à Chypre (65 %).

En revanche, dans huit États membres, au moins un cinquième des personnes interrogées sont en désaccord avec cette affirmation, dont 34 % en Suède.

Depuis 2019, la proportion de répondants préoccupés par l'incidence des produits chimiques nocifs contenus dans les produits de consommation courante sur leur santé a augmenté dans cinq États membres, dont les Pays-Bas (74 %, +3 points de pourcentage), tandis que les proportions sont restées inchangées en Italie (89 %), en Autriche (79 %) et au Danemark (76 %).

En revanche, les proportions ont diminué dans les 19 autres États membres, notamment en Bulgarie (78 %, -12) et au Portugal (86 %, -10).

QB10.3. Les énoncés suivants concernent les produits de tous les jours, tels que les poêles à frire, les jouets et les détergents nettoyants. S'il vous plaît dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes.: - Vous êtes préoccupé par l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur votre santé (%)¹

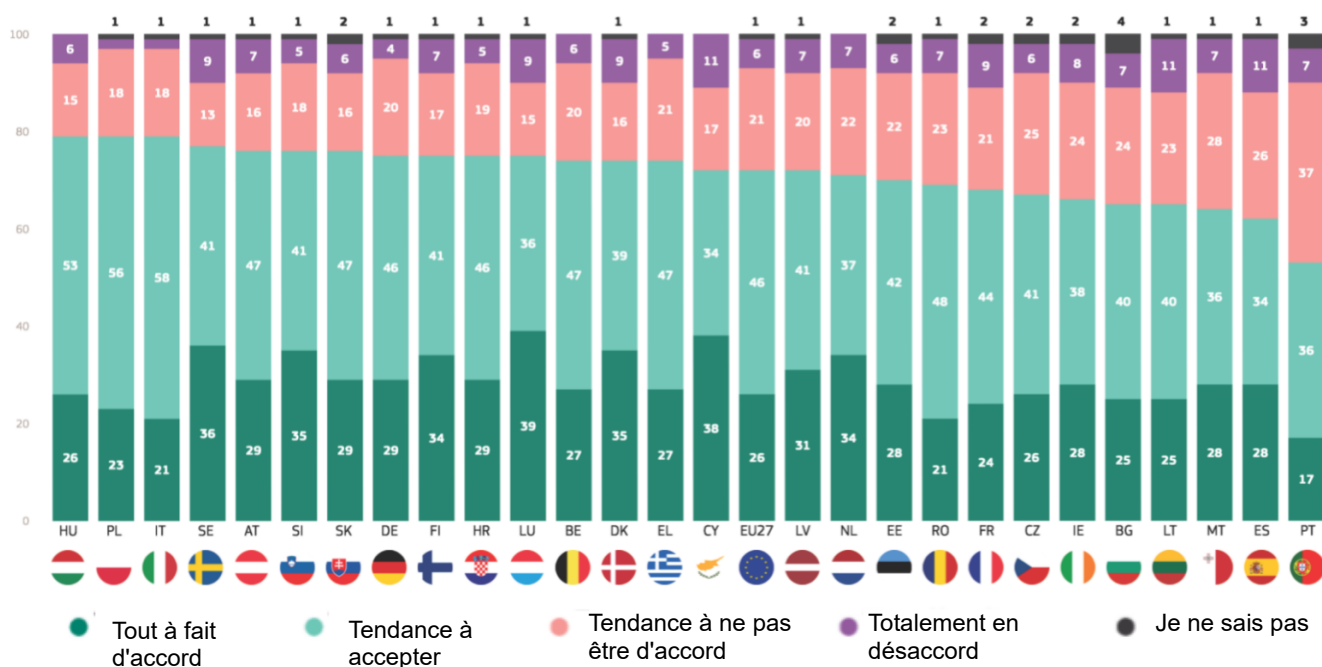


c) Prise en compte de la sécurité chimique des produits lors des achats

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de la moitié des répondants sont d'accord pour dire qu'ils tiennent compte de la sécurité chimique des produits lorsqu'ils effectuent des achats. Les proportions vont de 79 % en Hongrie, en Pologne et en Italie, où elles sont les plus élevées, à 53 % au Portugal et 62 % en Espagne, où elles sont les plus faibles. Dans huit États membres, au moins trois répondants sur dix sont «totalement d'accord» avec cette affirmation, en particulier au Luxembourg (39 %) et à Chypre (38 %).

En revanche, au moins trois répondants sur dix sont en désaccord dans neuf États membres, en particulier au Portugal (44 %). En outre, en Espagne, à Chypre et en Lituanie, plus d'un répondant sur dix (chacun 11 %) est totalement en désaccord avec cette affirmation.

QB10.1. Les énoncés suivants concernent les produits de tous les jours, tels que les poêles à frire, les jouets et les détergents nettoyants. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes: - Vous prenez en compte la sécurité chimique des produits lors de vos achats (%)



L'analyse des données sociodémographiques montre que les répondants plus âgés et ceux qui ont poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans sont plus susceptibles d'être d'accord sur les trois énoncés que leurs homologues respectifs. Par exemple, 77 % de ceux qui ont étudié le plus longtemps tiennent compte de la sécurité chimique des produits lorsqu'ils font des achats, comparativement à 66 % de ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou plus tôt.

Ce même modèle de réponse s'applique à ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures. Par exemple, 85% d'entre eux se disent préoccupés par l'impact des produits chimiques dans les produits de tous les jours sur leur santé, contre 80% parmi ceux qui ont de telles difficultés la plupart du temps.

Ceux qui ont une image positive de l'UE sont également plus susceptibles de s'accorder systématiquement sur les trois déclarations que ceux qui ont une image négative. Par exemple, 89 % d'entre eux s'inquiètent de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement, contre 77 % de ceux qui ont une image négative de l'UE.

QB10 Les énoncés suivants se rapportent aux produits de tous les jours, comme les poêles à frire, les jouets et les détergents nettoyants. Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes. (% - Total 'd'accord')

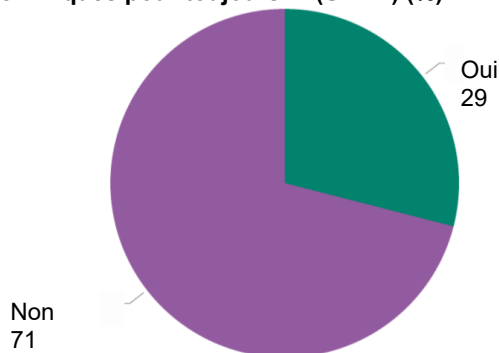
	Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement	Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur votre santé	Vous tenez compte de la sécurité chimique des produits lors de vos achats
UE-27	84	84	72
Sexe			
Homme	83	82	69
Femme	87	86	74
Éducation (fin de)			
15-	83	84	66
16 à 19	84	84	72
20 ans et plus	87	84	77
Toujours à l'étude	83	82	64
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	82	80	61
De temps en temps	82	83	70
Presque jamais / Jamais	86	85	74
Image de l'UE			
Positif	89	87	76
Neutre	83	82	70
Négatif	77	78	64

3. Connaissances et préoccupations autodéclarées concernant les PFAS

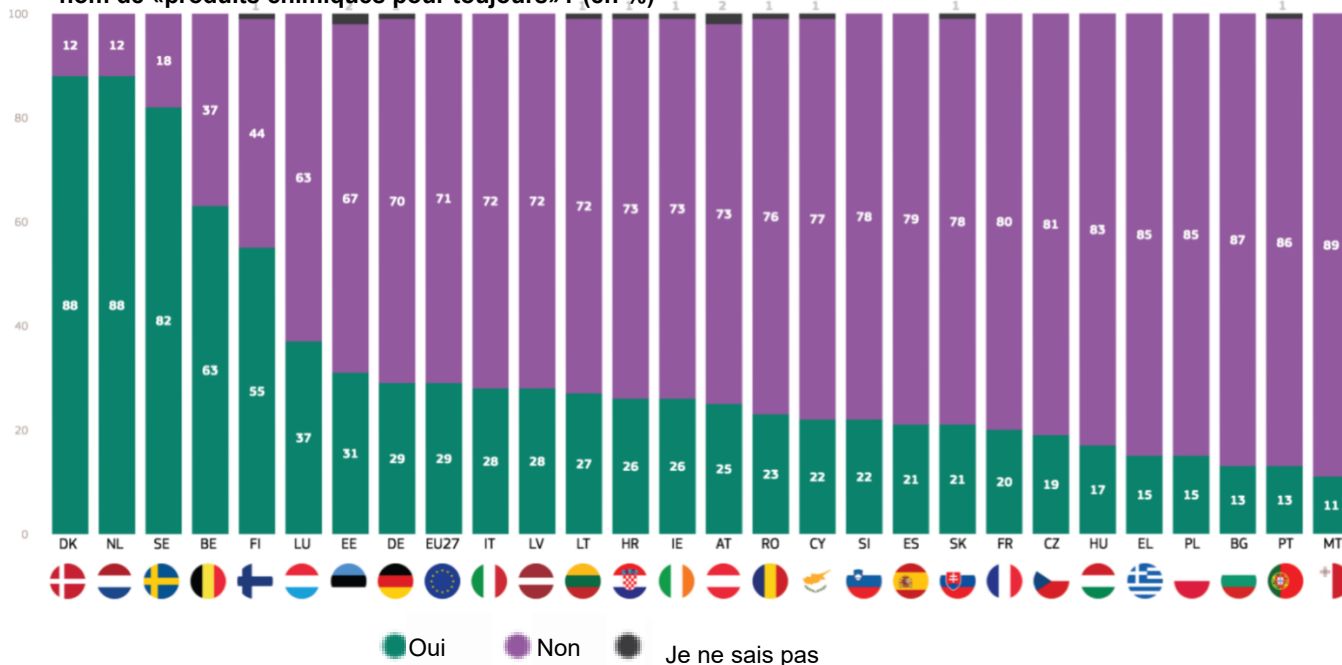
a) Connaissance autodéclarée des PFAS

En mesurant la connaissance autodéclarée du terme PFAS (également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»),¹⁸ 29 % des Européens déclarent l'avoir entendue, tandis que 71 % ne l'ont pas entendue.

QB11. Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»? (UE-27) (%)



QB11. Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»? (en %)



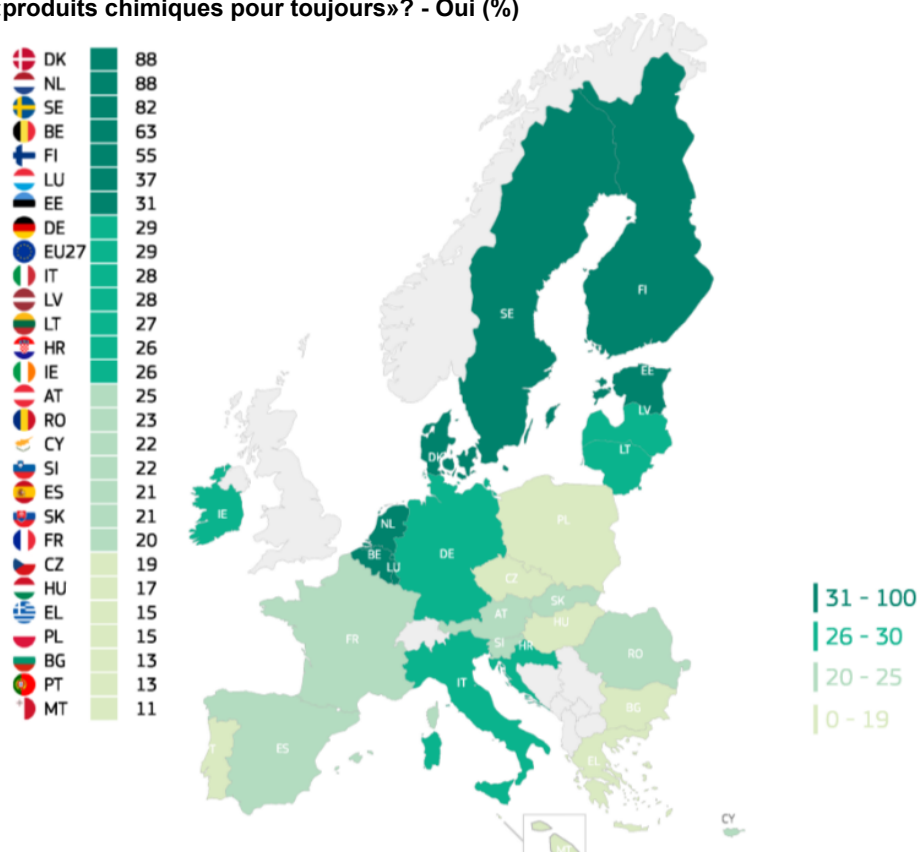
18 QB11. Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»?

La carte ci-dessous montre la proportion de répondants dans chaque État membre qui ont entendu parler du terme PFAS.

Plus de la moitié des personnes interrogées dans cinq États membres avaient entendu parler des PFAS avant l'enquête — au Danemark, aux Pays-Bas (88 % chacune), en Suède (82 %), en Belgique (63 %) et en Finlande (55 %).

À l'autre extrémité de l'échelle, dans sept États membres, moins d'un répondant sur cinq a entendu parler du terme PFAS. Les niveaux de sensibilisation sont les plus faibles au Portugal, en Bulgarie (13 % chacun) et à Malte (11 %), où un peu plus d'un répondant sur dix en a entendu parler.

QB11. Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»? - Oui (%)



L'analyse des données sociodémographiques montre des différences significatives, principalement liées à l'éducation et à la position sociale.

Ainsi, ceux qui sont restés le plus longtemps dans l'éducation à temps plein sont plus de deux fois plus susceptibles d'avoir entendu parler de PFAS (41%) que ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou avant (15%). Les mêmes tendances s'appliquent aux gestionnaires (40 %) et, dans une moindre mesure, aux étudiants (30 %). Les différences sont également marquées lorsque l'on considère ceux qui se considèrent comme la classe supérieure de la société (54%) par rapport à ceux qui se considèrent comme la classe ouvrière (19%).

Les répondants qui ont une image positive de l'UE (34 %) sont également plus susceptibles de le dire que ceux qui ont une image négative (26 %).

QB11 Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de « produits chimiques pour toujours »? (% - UE)

	Oui	Non	Je ne sais pas
UE-27	29	71	0
Éducation (fin de)			
15-	15	85	0
16 à 19	23	76	1
20 ans et plus	41	59	0
Toujours à l'étude	30	70	0
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	38	62	0
Gestionnaires	40	59	1
Autres employés	32	68	0
Ouvriers	24	76	0
Personnes de la maison	20	80	0
Chômeurs	23	76	1
Retraité(e)	26	74	0
Étudiants	30	70	0
Envisagez d'appartenir à			
La classe ouvrière	19	81	0
La classe moyenne inférieure	26	73	1
La classe moyenne	30	70	0
La classe moyenne supérieure	53	46	1
La classe supérieure	54	45	1
Image de l'UE			
Positif	34	65	1
Neutre	23	77	0
Négatif	26	74	0

Après avoir été interrogés sur leur connaissance du terme PFAS, tous les répondants ont reçu la définition suivante: Les PFAS, également connus sous le nom de «produits chimiques pour toujours», sont des produits chimiques fabriqués par l'homme qui sont utilisés dans de nombreux produits, tels que les emballages alimentaires, les casseroles antiadhésives, les vêtements d'extérieur et bien d'autres. Ils ont des propriétés utiles, comme résister à la chaleur, à l'huile, aux taches ou à l'eau, ou sont utilisés pour les revêtements antiadhésifs. De nombreux PFAS peuvent avoir des effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine et animale et sont considérés comme des «produits chimiques éternels» parce qu'ils ne se dégradent pas et peuvent persister longtemps dans l'environnement.

Une fois la définition fournie, les répondants ont été interrogés sur leurs préoccupations concernant l'impact des PFAS sur la santé humaine et sur l'environnement, ainsi que sur leurs décisions d'achat.

b) Préoccupations concernant les PFAS

Interrogés sur le niveau de préoccupation concernant les PFAS¹⁹, 84 % des répondants se disent préoccupés par les effets des PFAS sur l'environnement — 44 % sont tout à fait d'accord et 40 % ont tendance à être d'accord. Peu de répondants (13 %) sont en désaccord avec les énoncés.

Une proportion similaire (81 %) se dit préoccupée par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS: 39 % sont tout à fait d'accord et 42 % ont tendance à être d'accord. Encore une fois, peu de gens sont en désaccord avec l'énoncé (16 %).

QB12. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? (UE-27)

(%)

Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement



Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS



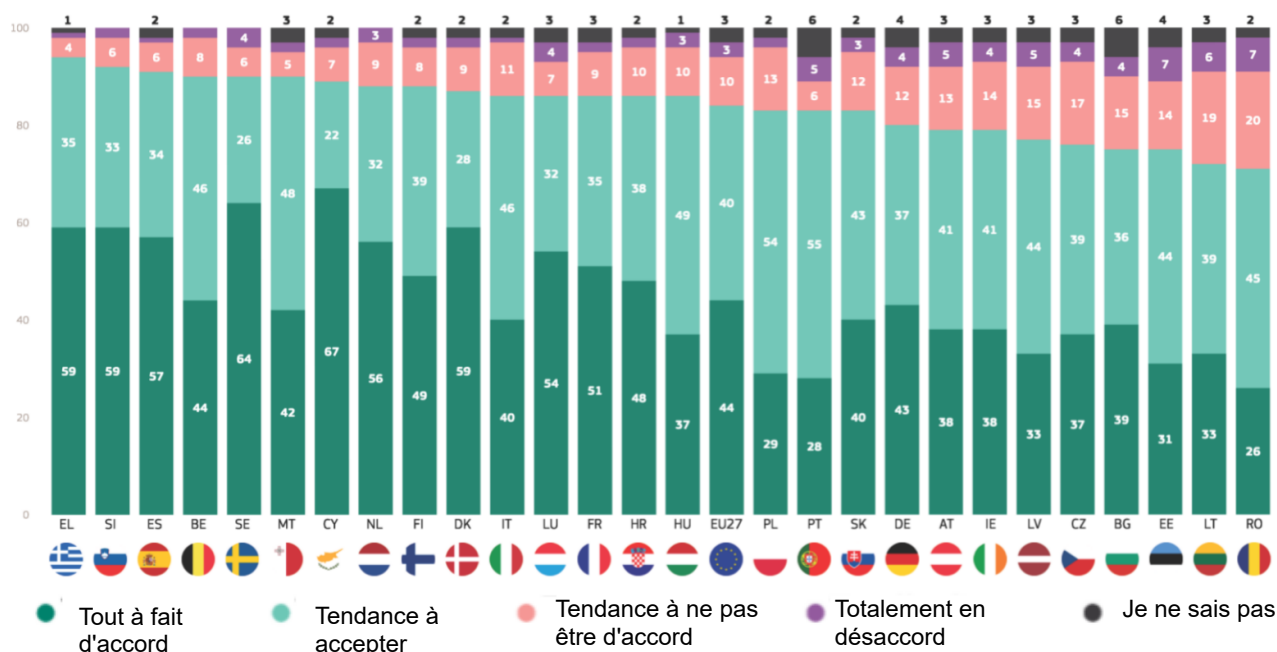
● Tout à fait d'accord ● Tendance à accepter ● Tendance à ne pas être d'accord ● Totalement en désaccord ● Je ne sais pas

19 QB12. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? 1. Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS; 2. Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement.

Dans l'ensemble des 27 États membres, plus de sept répondants sur dix se disent préoccupés par les effets des PFAS sur l'environnement. Les niveaux de préoccupation sont les plus élevés en Grèce (94 %), en Slovénie (92 %), en Espagne (91 %), en Belgique, en Suède et à Malte (90 % chacun), où au moins neuf répondants sur dix le disent. Les niveaux de préoccupation sont les plus faibles en Roumanie (71 %) et en Lituanie (72 %). Dans neuf États membres, plus de la moitié des personnes interrogées sont totalement d'accord avec les affirmations, les taux les plus élevés étant enregistrés à Chypre (67 %) et en Suède (64 %).

Le désaccord avec la déclaration est le plus élevé en Roumanie (27%) et en Lituanie (25%), où au moins un quart des répondants s'opposent à cette idée.

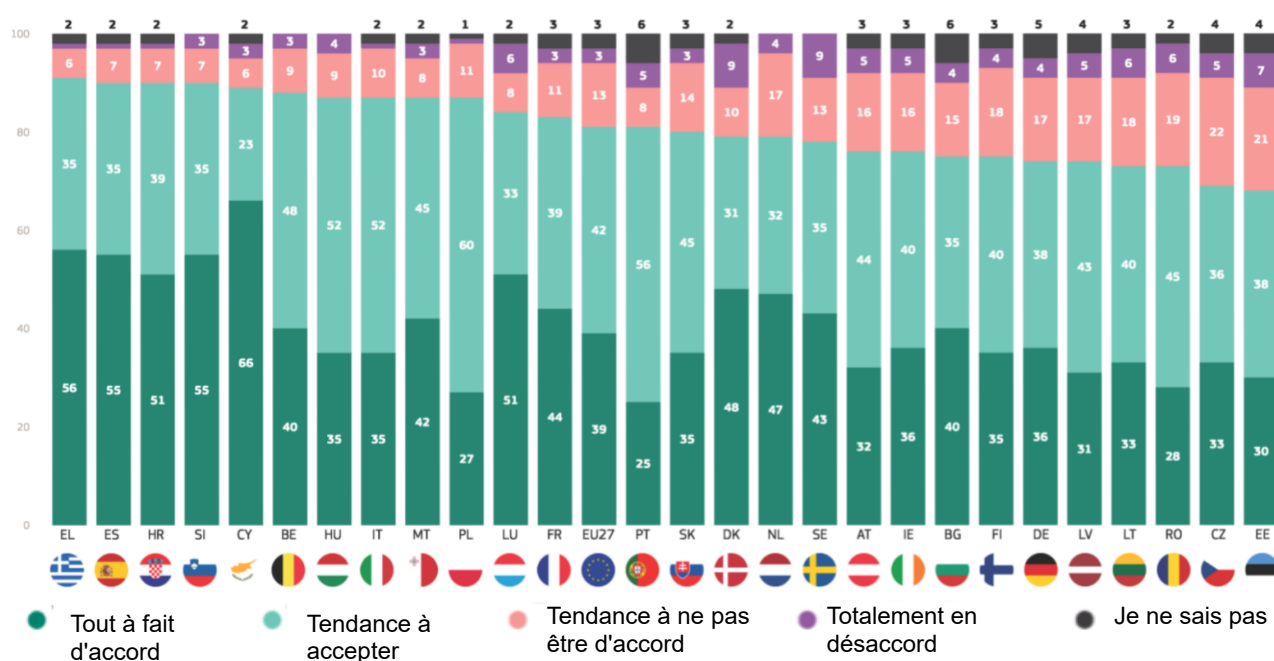
QB12.2. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? :-Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement (%)



Dans l'ensemble des 27 États membres, plus des deux tiers des personnes interrogées se disent préoccupées par les effets potentiels sur la santé des PFAS d'une exposition aux PFAS. Les niveaux de préoccupation sont les plus élevés en Grèce (91 %), en Espagne, en Croatie et en Slovénie (90 % chacun), où au moins neuf répondants sur dix le disent. Les niveaux de préoccupation sont les plus faibles en Estonie (68 %) et en Tchéquie (69 %). À Chypre (66%), en Grèce (56%), en Slovénie, en Espagne (55%), en Croatie et au Luxembourg (51%), plus de la moitié des personnes interrogées sont totalement d'accord avec cette affirmation.

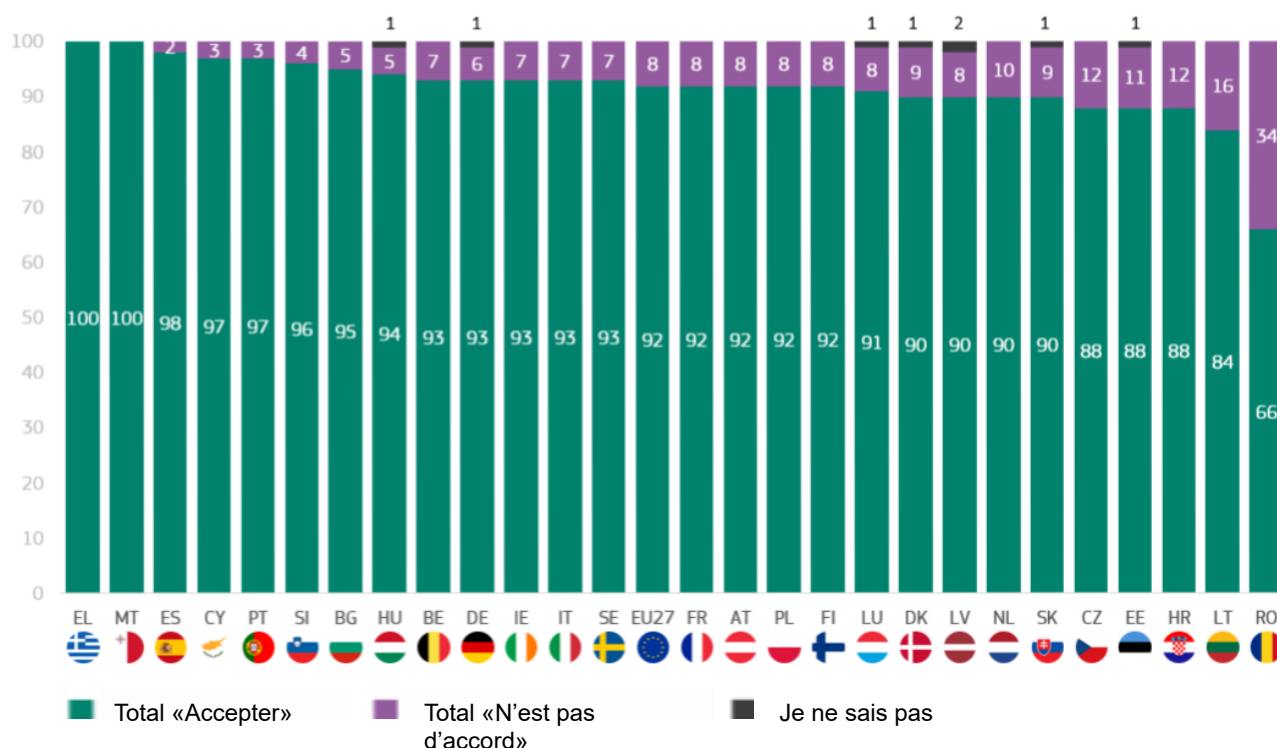
C'est en Estonie (28 %), en Tchéquie (27 %) et en Roumanie (25 %) que le désaccord avec cette déclaration est le plus marqué.

QB12.1. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? Vous êtes préoccupé par mes effets potentiels sur la santé d'être exposé aux PFAS. (en %)

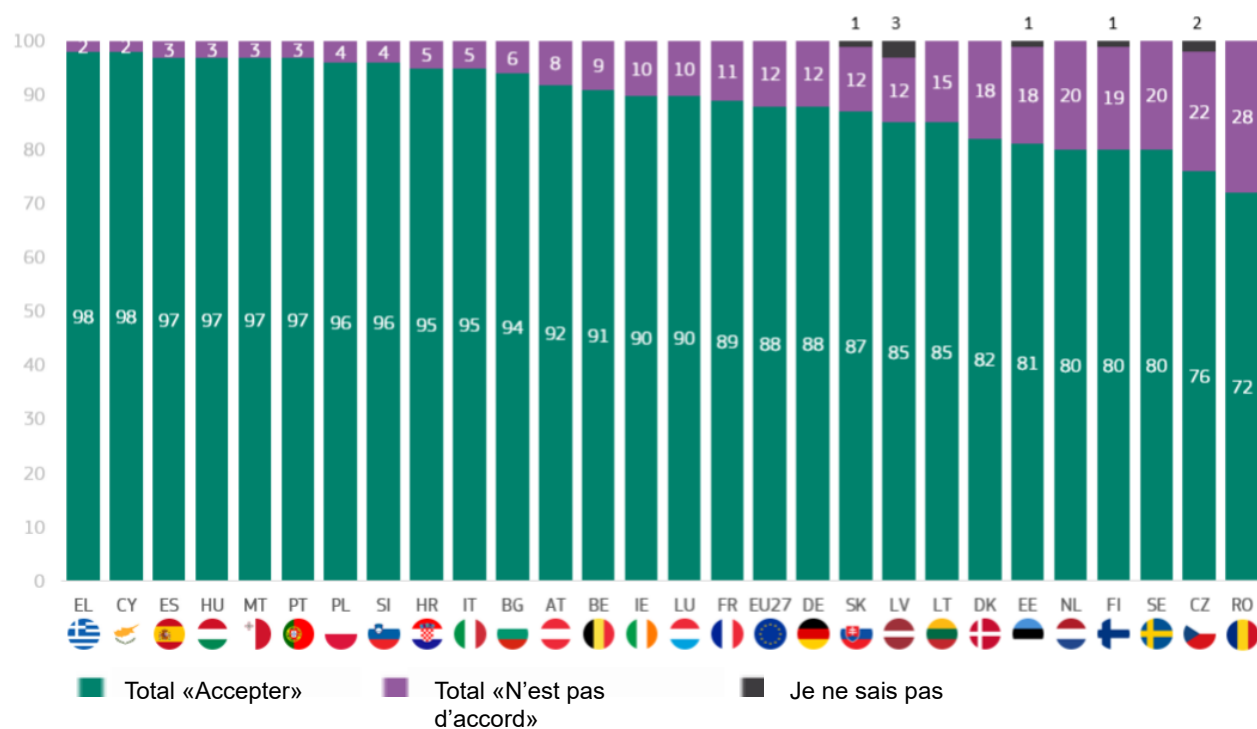


Comme mentionné précédemment, les répondants ont été interrogés sur leurs préoccupations au sujet des PFAS à la suite d'un court texte d'introduction. Par conséquent, les répondants qui étaient auparavant au courant des PFAS et ceux qui ne l'étaient pas ont été interrogés sur leur niveau de préoccupation.

QB12.2.ont entendu. Vous êtes préoccupé par les effets des SPFA sur l'environnement (UE-27) (%)



QB12.1.ont entendu. Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS. (UE-27) (%)



Même si, dans l'ensemble, une grande majorité des répondants se disent préoccupés par les PFAS, qu'ils en aient eu connaissance ou non avant l'enquête, les répondants qui déclarent avoir déjà eu connaissance des PFAS sont plus susceptibles d'être préoccupés par leur impact sur la santé humaine et l'environnement. Ils sont particulièrement plus susceptibles de dire qu'ils sont «totalement d'accord» avec le fait d'être préoccupés par ces incidences.

QB12. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes? (UE-27) (%)							
	Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS	Ont entendu	Non entendu		Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement	Ont entendu	Non entendu
Tout à fait d'accord	39	51	34	Tout à fait d'accord	44	59	38
Tendance à accepter	42	37	45	Tendance à accepter	40	33	43
Tendance à ne pas être d'accord	13	9	14	Tendance à ne pas être d'accord	10	7	12
Totalement en désaccord	3	3	3	Totalement en désaccord	3	1	3
Je ne sais pas	3	0	4	Je ne sais pas	3	0	4
Total « D'accord »	81	88	79	Total « D'accord »	84	92	81
Total « Pas d'accord »	16	12	17	Total « Pas d'accord »	12	8	15

L'analyse des données sociodémographiques montre que les répondants plus âgés et ceux qui ont poursuivi des études à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans sont plus susceptibles d'être d'accord sur les deux énoncés que leurs homologues respectifs. Par exemple, 88 % de ceux qui ont étudié le plus longtemps sont préoccupés par les effets des PFAS sur l'environnement, comparativement à 79 % de ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou plus tôt.

Le même schéma de réponses s'applique à ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures. Par exemple, 86% d'entre eux sont préoccupés par l'impact environnemental des PFAS, contre 81% parmi ceux qui ont de telles difficultés la plupart du temps.

QB12.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS. (% - UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	81	16	3
Sexe			
Homme	80	18	2
Femme	83	14	3
Âge			
15 à 24 ans	79	18	3
25 à 39	82	16	2
40 à 54	83	15	2
55 ans et plus	81	16	3
Éducation (fin de)			
15-	78	17	5
16 à 19	81	16	3
20 ans et plus	84	15	1
Toujours à l'étude	82	16	2
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	78	17	5
De temps en temps	81	16	3
Presque jamais / Jamais	83	15	2
Image de l'UE			
Positif	85	13	2
Neutre	80	17	3
Négatif	74	23	3

Ceux qui ont une image positive de l'UE sont également plus susceptibles de s'accorder systématiquement sur les trois déclarations que ceux qui ont une image négative. Par exemple, 85% d'entre eux s'inquiètent de l'impact potentiel des PFAS sur la santé lorsqu'ils y sont exposés, contre 74% de ceux qui ont une image négative de l'UE.

QB12.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes? Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement. (% - UE)

	Total «Accepter»	Total «N'est pas d'accord»	Je ne sais pas
UE-27	84	13	3
Sexe			
Homme	83	14	3
Femme	85	12	3
Âge			
15 à 24 ans	85	13	2
25 à 39	84	14	2
40 à 54	84	14	2
55 ans et plus	84	13	3
Éducation (fin de)			
15-	79	16	5
16 à 19	82	15	3
20 ans et plus	88	11	1
Toujours à l'étude	87	12	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	81	15	4
De temps en temps	81	16	3
Presque jamais / Jamais	86	12	2
Image de l'UE			
Positif	88	10	2
Neutre	82	15	3
Négatif	75	21	4



V. Questions relatives à l'eau

Le cinquième chapitre se concentre sur les questions liées à l'eau. Il commence par explorer la sensibilisation des Européens aux menaces liées à l'eau dans leurs pays respectifs, suivie d'un examen des perceptions des risques liés à l'eau au niveau national. Enfin, il examine le rôle des parties prenantes nationales dans la gestion efficace de l'eau avant d'examiner des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe.

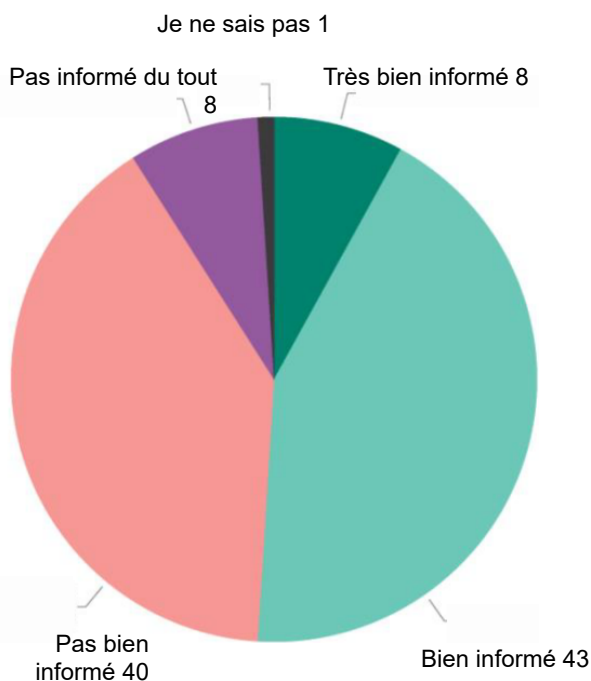
1. Sensibilisation aux problèmes liés à l'eau au niveau national

Les Européens sont divisés sur la façon dont ils se sentent bien informés sur les problèmes liés à l'eau dans leur pays.

Un peu plus de la moitié des personnes interrogées (51 %) se sentent bien informées des problèmes liés à l'eau, tels que la pollution, les inondations, les sécheresses et l'utilisation inefficace de l'eau dans leur pays²⁰ – 43 % se sentent «bien informées» et 8 % se sentent «très bien informées».

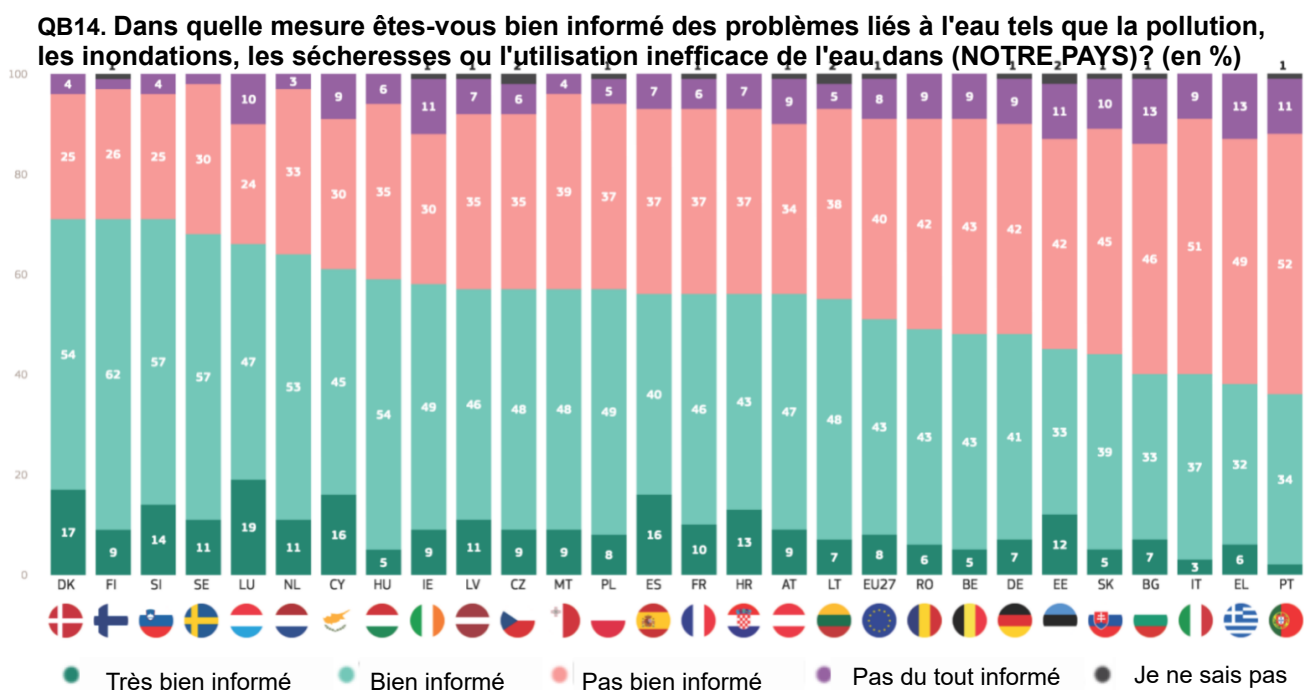
Une proportion légèrement plus faible (48 %) ne se sent pas bien informée des problèmes liés à l'eau dans leur pays, 40 % se sentant «pas bien informée» et 8 % «pas du tout informée». Seulement 1 % des personnes interrogées déclarent ne pas savoir.

QB14. Dans quelle mesure êtes-vous bien informé des problèmes liés à l'eau tels que la pollution, les inondations, les sécheresses ou l'utilisation inefficace de l'eau dans (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



20 Dans quelle mesure êtes-vous bien informé des problèmes liés à l'eau tels que la pollution, les inondations, les sécheresses ou l'utilisation inefficace de l'eau dans (NOTRE PAYS)?

Plus de la moitié des personnes interrogées dans 18 États membres estiment être bien informées des problèmes liés à l'eau dans leur pays. Au sein de ce groupe, les proportions sont les plus élevées au Danemark, en Finlande et en Slovaquie (71 %), où plus de sept répondants sur dix se sentent bien informés. La proportion de répondants qui se sentent très bien informés est la plus élevée au Luxembourg (19 %), au Danemark (17 %), en Espagne et à Chypre (16 % chacun).



En revanche, plus de la moitié des personnes interrogées dans neuf États membres ne se sentent pas bien informées des problèmes liés à l'eau dans leur pays, les taux les plus élevés étant enregistrés au Portugal (63 %), en Grèce (62 %) et en Italie (60 %). Dans sept États membres, au moins un répondant sur dix ne se sent pas du tout bien informé de ces problèmes.

L'analyse des données sociodémographiques montre ce qui suit:

Alors qu'une majorité d'hommes (55%) considère être bien informés sur les questions liées à l'eau dans leur pays, seule une minorité de femmes (49% contre 51%) le dit.

Les différences sont également significatives entre ceux qui ont quitté l'éducation à temps plein le plus tôt (38 %), où seule une petite minorité se sent informée, et ceux qui sont restés dans l'éducation à temps plein jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus (62 %).

Les cadres sont également plus susceptibles de le dire (61 %) que les personnes au foyer (39 %) ou les chômeurs (43 %). Il en va de même pour ceux qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures (57 %), comparativement à ceux qui ont de telles difficultés la plupart du temps (38 %). Il convient de noter qu'à cet égard, il n'y a pas de différences entre les zones urbaines et celles qui vivent dans des zones plus rurales.

QB14 Dans quelle mesure êtes-vous bien informé des problèmes liés à l'eau tels que la pollution, les inondations, les sécheresses ou l'utilisation inefficace de l'eau dans (NOTRE PAYS)? (% — UE)					
	Très bien informé	Bien informé	Pas bien informé	Pas du tout informé	Je ne sais pas
UE-27	8	43	40	8	1
Sexe					
Homme	10	45	39	6	0
Femme	7	42	42	9	0
Éducation (fin de)					
15-	6	32	48	14	0
16 à 19	7	41	44	8	0
20 ans et plus	11	51	34	4	0
Toujours à l'étude	7	44	40	8	1
Catégorie socioprofessionnelle					
Travailleurs indépendants	11	47	36	5	1
Gestionnaires	11	50	34	5	0
Autres employés	10	45	40	5	0
Ouvriers	7	42	44	7	0
Personnes de la maison	7	32	48	13	0
Chômeurs	7	36	43	13	1
Retraité(e)	8	43	39	9	1
Étudiants	8	43	40	8	1
Difficultés à payer les factures					
La plupart du temps	7	31	44	17	1
De temps en temps	6	36	47	10	1
Presque jamais / Jamais	9	48	37	6	0
Urbanisation subjective					
Village rural	9	43	40	7	1
Petite / moyenne ville	8	44	40	8	0
Grande ville	8	44	40	8	0

2. Principales menaces liées à l'eau

Près de sept Européens sur dix considèrent la pollution comme la principale menace liée à l'eau dans leur pays.

On a demandé aux répondants ce qu'ils pensaient être les principales menaces liées à l'eau à partir d'une liste précodée. La pollution a été le plus souvent choisie comme principale menace par 21 % des répondants. La surconsommation d'eau vient ensuite (17%), suivie du changement climatique (16%) et des sécheresses (14%). Les autres options disponibles ont été choisies par les citoyens comme suit: les inondations (11 %), les pénuries d'eau (11 %), la dégradation des habitats naturels (7 %) et la croissance des algues (2 %).

QB13a. Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature? En premier lieu ? (UE-27) (%)

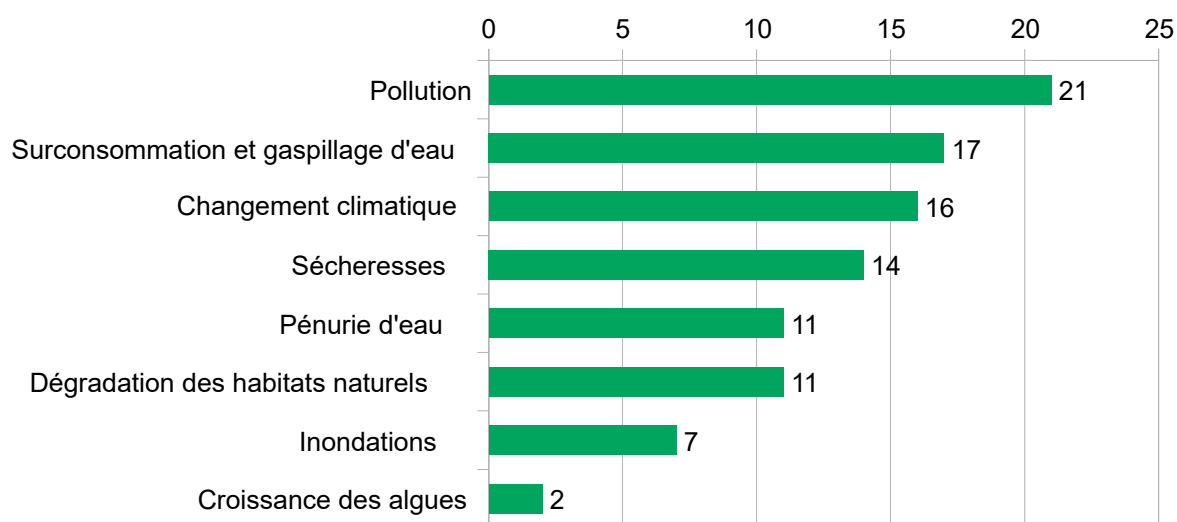


(*le graphique précédent est incorrect, voir page suivante*)

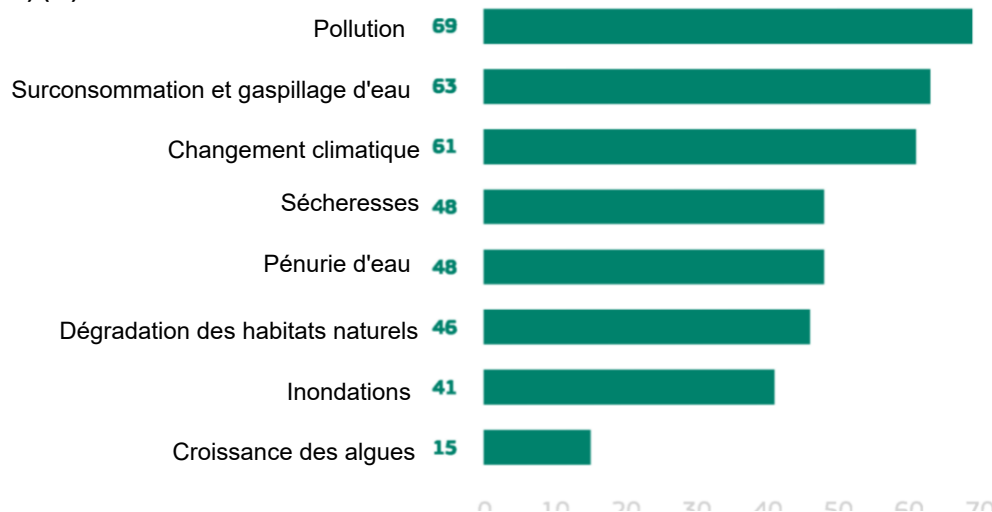
Les répondants ont ensuite été invités à choisir parmi une liste de huit problèmes liés à l'eau les quatre qui, selon eux, représentaient la plus grande menace pour leur pays.²¹ Les résultats suivants renvoient aux réponses cumulatives des quatre réponses.

La pollution (21 %) est perçue comme la principale menace liée à l'eau dans leur pays, suivie de la surconsommation et du gaspillage d'eau (17 %) et du changement climatique (16 %). Les sécheresses (14 %) arrivent en deuxième position, suivies des inondations (11 %), des pénuries d'eau (11 %) et de la croissance des algues (2 %).

QB15a. Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau? en (NOTRE PAYS)? D'abord? (en %)



QB15T. Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau dans (NOTRE PAYS)? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement? (UE-27) (%)



²¹ QB15. Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau dans (NOTRE PAYS)? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement?

La pollution occupe la première place ou occupe conjointement la première place dans 21 États membres et est la plus élevée en Finlande (89 %), en Slovénie (85 %), au Danemark (83 %), en Lituanie (83 %) et en Slovaquie (80 %). La pollution est la deuxième menace la plus fréquemment sélectionnée en Allemagne (66%) et en Italie (64%), tandis qu'elle arrive en troisième position à Malte (66%), en Espagne (64%) et au Portugal (60%). Chypre est le seul pays où la pollution ne figure pas parmi les trois premiers.

Les pénuries d'eau arrivent en deuxième position en Espagne (67 %) et au Portugal (64 %). Bien qu'elle ne se classe pas parmi les trois premières dans aucun autre État membre, elle est considérée comme l'une des trois premières questions par une majorité de répondants dans sept États membres, à savoir Chypre (62 %), Malte (60 %), l'Allemagne, la Pologne (52 % dans les deux cas), la Tchéquie (51 %), la Bulgarie (50 %) et la Pologne (51 %). C'est en Finlande qu'elle est la plus faible (9 %).

La surconsommation d'eau et le gaspillage d'eau occupent la première place en Allemagne (70 %) et la deuxième ou troisième place dans 19 États membres, arrivant en tête à Chypre, en Croatie et en Slovaquie (71 % chacun). Il ne figure pas parmi les trois premiers dans sept États membres, mais ce n'est que dans deux d'entre eux qu'une majorité ne le classe pas parmi les principales menaces pesant sur leur pays, à savoir la Roumanie (47 %) et la Lettonie (42 %).

Le changement climatique occupe la troisième place au niveau de l'UE, mais arrive en tête dans trois États membres, à savoir la Croatie (74 %, conjointement avec la pollution), le Portugal (69 %, conjointement avec les sécheresses) et l'Italie (68 %). Cette menace se classe au deuxième ou au troisième rang dans 14 autres États membres, se classant au premier rang en Suède (70 %). Il ne se classe pas parmi les trois premiers dans 10 États membres et n'est pas considéré comme une menace principale par une majorité dans quatre États membres, se situant au plus bas en Estonie (36 %).

Les sécheresses figurent en tête de liste des menaces liées à l'eau dans quatre États membres, à savoir Chypre, l'Espagne (77 % chacun), Malte et le Portugal (69 % chacun). Ils se classent au deuxième rang en Tchéquie et en Roumanie (60 % chacun) et au troisième rang en Bulgarie (59 %) et en Slovaquie (52 %). Bien qu'elle ne se classe pas parmi les trois premières dans aucun autre État membre, elle est considérée comme l'une des trois principales par une majorité de répondants en France (58 %) et en Pologne (51 %). C'est en Finlande qu'elle est la plus faible (8 %).

La dégradation des habitudes naturelles arrive en deuxième position en Finlande (73 %), où les proportions sont les plus élevées, suivie par l'Estonie (68 %), la Lituanie (58 %) et la Lettonie (51 %). Elle arrive en troisième position en Suède (66 %), en Hongrie (60 %) et en Croatie (59 %). Bien qu'elle ne se classe pas parmi les trois premières dans aucun autre État membre, elle est considérée comme l'une des trois premières questions par une majorité de répondants en Autriche (53 %), en Allemagne (57 %), au Danemark (56 %), en Roumanie (54 %) et en Slovénie (51 %). Il est le plus faible en Bulgarie et en Espagne (tous deux 34%).

Les inondations arrivent en troisième position au Danemark (62 %), en Slovénie (59 %) et en Finlande (55 %). Bien qu'ils ne se classent pas parmi les trois premiers dans aucun autre État membre, ils sont considérés comme les trois premiers par une majorité de répondants en Belgique (58 %), en Irlande (56 %), aux Pays-Bas (54 %), en Italie et en Roumanie (50 % dans les deux cas). Ils sont les moins bien classés à Malte (11 %) et en Estonie (14 %).

La Finlande se distingue par une forte proportion de répondants mentionnant la croissance des algues (66%) comme un problème lié à l'eau dans leur pays. Cette question occupe la troisième place en Finlande, mais ne figure pas parmi les trois premières dans aucun autre État membre, et n'est pas non plus sélectionnée par une majorité ailleurs. Dans sept États membres, elle est mentionnée par moins d'un dixième des répondants.

QB15T. Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau dans (NOTRE PAYS)? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement? (en %)

	UE-27	AT	BE	BG	CY	CZ	DE	DK	EE	EL	E5	FI	FR	HR	HU	IE	IT	LT	LU	LV	MT	NL	PL	PT	RO	5E	SI	SK
Pollution	69	64	76	78	54	68	66	83	73	72	64	89	70	74	76	83	64	83	74	85	66	70	70	60	70	78	85	80
Surconsommation et gaspillage d'eau	63	63	64	62	71	59	70	55	67	63	64	51	62	71	64	58	62	54	67	42	67	57	62	59	47	62	64	71
Changement climatique	61	56	71	49	64	41	61	74	36	54	60	61	60	74	53	61	68	55	51	50	55	64	58	69	59	70	54	49
Sécheresses	48	30	31	59	77	60	33	11	24	48	77	8	58	37	48	13	47	43	39	24	69	44	51	69	60	21	39	52
Pénuries d'eau	48	41	33	50	62	51	52	21	21	43	67	9	46	36	38	33	49	19	33	13	60	47	52	64	36	34	26	42
Dégradation des habitats naturels	46	53	47	34	36	49	57	56	68	47	34	73	37	59	60	45	44	58	42	51	38	43	38	42	54	66	51	41
Inondations	41	46	58	43	26	33	38	62	14	55	19	16	46	41	37	56	50	26	44	43	11	54	39	22	50	36	59	45
Croissance des algues	15	20	13	8	8	15	13	21	41	7	6	66	13	8	20	30	13	28	14	47	16	13	21	9	19	28	7	10

L'analyse des données sociodémographiques montre que les répondants qui sont restés le plus longtemps dans l'éducation à temps plein sont systématiquement plus susceptibles de mentionner l'une des menaces. La pollution est choisie comme menace numéro un, quel que soit le statut sociodémographique des répondants.

Il existe quelques différences mineures selon les catégories professionnelles. Les gestionnaires (65 %) et les étudiants (69 %) sont plus susceptibles de mentionner les changements climatiques que les autres catégories, tandis que les personnes au foyer se distinguent par une forte proportion de sécheresses (56 % contre 45 %-50 %) et de pénuries d'eau (55 % contre 42 %-49 %).

Les répondants vivant dans les zones rurales sont également plus susceptibles de mentionner les pénuries d'eau (51 % contre 44 % des répondants vivant dans les grandes villes), tandis que ceux vivant dans les zones urbaines mentionnent plus souvent la pollution (71 % contre 69 % dans les zones rurales) et le changement climatique (63 % contre 58 %).

QB15T Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau dans (NOTRE PAYS)? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement? (% - UE)								
	Pollution	Surconsommation et gaspillage d'eau	Changement climatique	Dégradation des habitats naturels	Sécheresses	Pénurie d'eau	Inondations	Croissance des algues
UE-27	69	63	61	46	48	48	41	15
Sexe								
Homme	69	63	61	47	48	48	39	15
Femme	69	62	61	46	48	48	42	15
Âge								
15 à 24 ans	69	63	66	48	45	43	41	15
25 à 39	70	63	59	48	48	47	39	17
40 à 54	68	64	61	47	48	50	40	15
55 ans et plus	69	62	60	44	50	49	42	13
Éducation (fin de)								
15-	65	63	58	40	55	55	42	11
16 à 19	69	62	61	46	48	48	41	15
20 ans et plus	70	63	60	48	47	46	40	16
Toujours à l'étude	70	63	69	50	43	41	39	15
Catégorie socioprofessionnelle								
Travailleurs indépendants	69	64	57	47	49	48	42	15
Gestionnaires	68	63	65	50	46	49	38	14
Autres employés	70	62	60	49	45	49	41	16
Ouvriers	68	64	60	46	49	49	40	16
Personnes de la maison	70	58	52	37	56	55	42	16
Chômeurs	76	63	58	43	49	42	41	15
Retraité(e)	68	62	60	44	50	47	43	13
Étudiants	67	64	69	49	45	42	40	14
Urbanisation subjective								
Village rural	69	63	58	44	48	51	39	15
Petite / moyenne ville	67	64	62	46	49	48	41	14
Grande ville	71	61	63	49	48	44	41	15

3. Le rôle des parties prenantes nationales dans la gestion efficace de l'eau

Lorsqu'on leur demande si certains acteurs en font actuellement assez pour utiliser efficacement l'eau, la majorité des répondants estiment qu'aucun d'entre eux ne le fait, à l'exception de la pêche et de l'aquaculture.

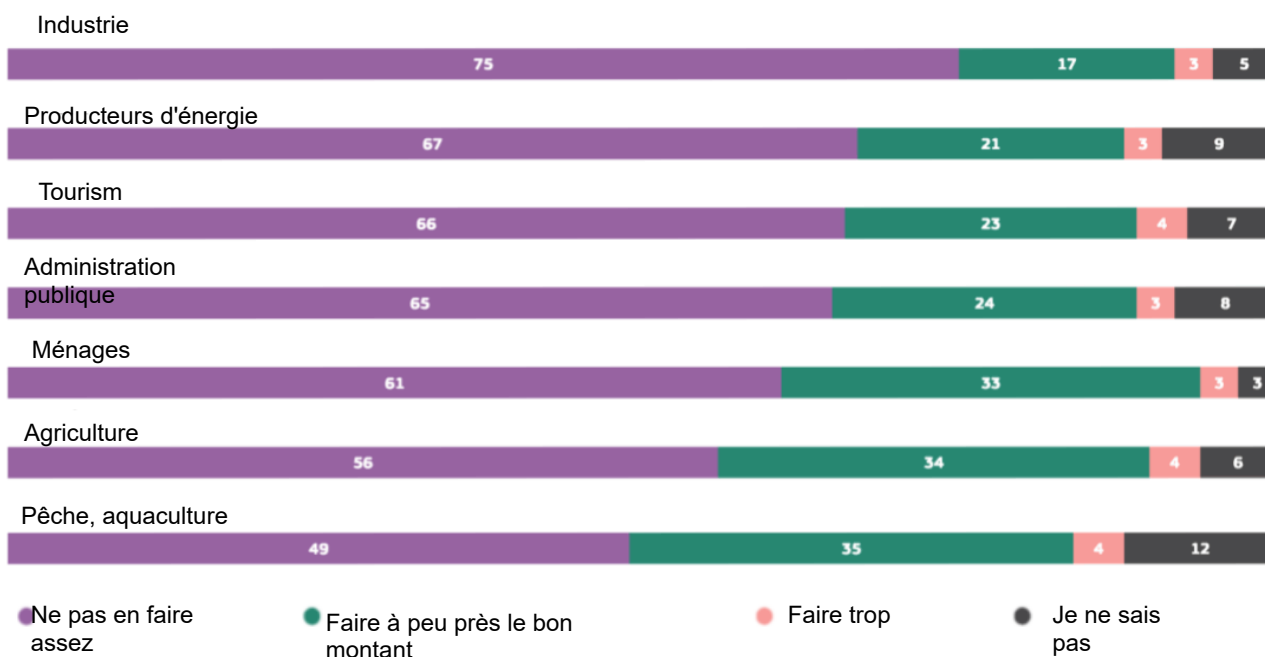
Les trois quarts (75 %) des Européens estiment que l'industrie n'en fait pas assez pour utiliser efficacement l'eau, tandis que 17 % estiment qu'elle en fait à peu près la bonne quantité.²²

Environ deux tiers des personnes interrogées pensent également que les producteurs d'énergie (67 % «pas assez» contre 21 % «environ la bonne quantité»), le tourisme (66 % contre 23 %) et l'administration publique (65 % contre 24 %) n'en font actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays.

Plus de six répondants sur dix (61 %) affirment que les ménages n'en font pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau (contre 33 % «à peu près la bonne quantité») et 56 % disent la même chose pour l'agriculture (contre 34 % «à peu près la bonne quantité»).

Enfin, 49 % des répondants pensent que la pêche et l'aquaculture n'en font pas assez actuellement pour utiliser l'eau efficacement dans leur pays, tandis que 35 % considèrent qu'elles en font à peu près la bonne quantité. Pour tous les acteurs, entre 3% et 4% des répondants pensent qu'ils en font trop. Il convient de noter que les réponses «ne sait pas» sont systématiquement inférieures à 10 %, à l'exception de la pêche et de l'aquaculture (12 %).

QB16. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



²² QB16. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, sur la bonne quantité ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? 1. Industrie, 2. Ménages, 3. Agriculture, 4. Producteurs d'énergie, 4. Pêche, aquaculture, 5. Tourisme, 6. Administration publique.

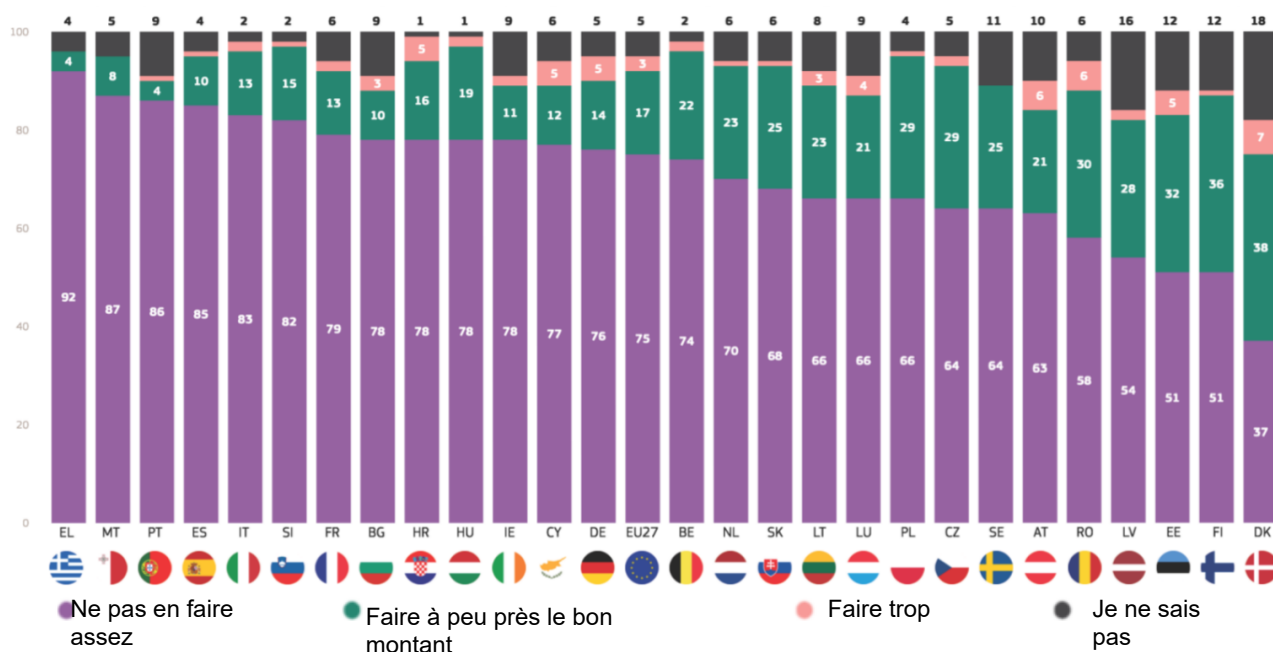
Dans 26 États membres, la majorité des répondants estiment que le secteur industriel n'en fait actuellement pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans leur pays. Toutefois, au sein de ce groupe, les proportions varient considérablement, étant les plus élevées en Grèce (92 %) et à Malte (87 %), et les plus faibles en Finlande et en Estonie (51 %).

Ce n'est qu'au Danemark qu'une minorité pense que l'industrie ne fait pas assez (37%), étant presque divisée avec ceux qui pensent qu'elle fait à peu près le bon montant (38%).

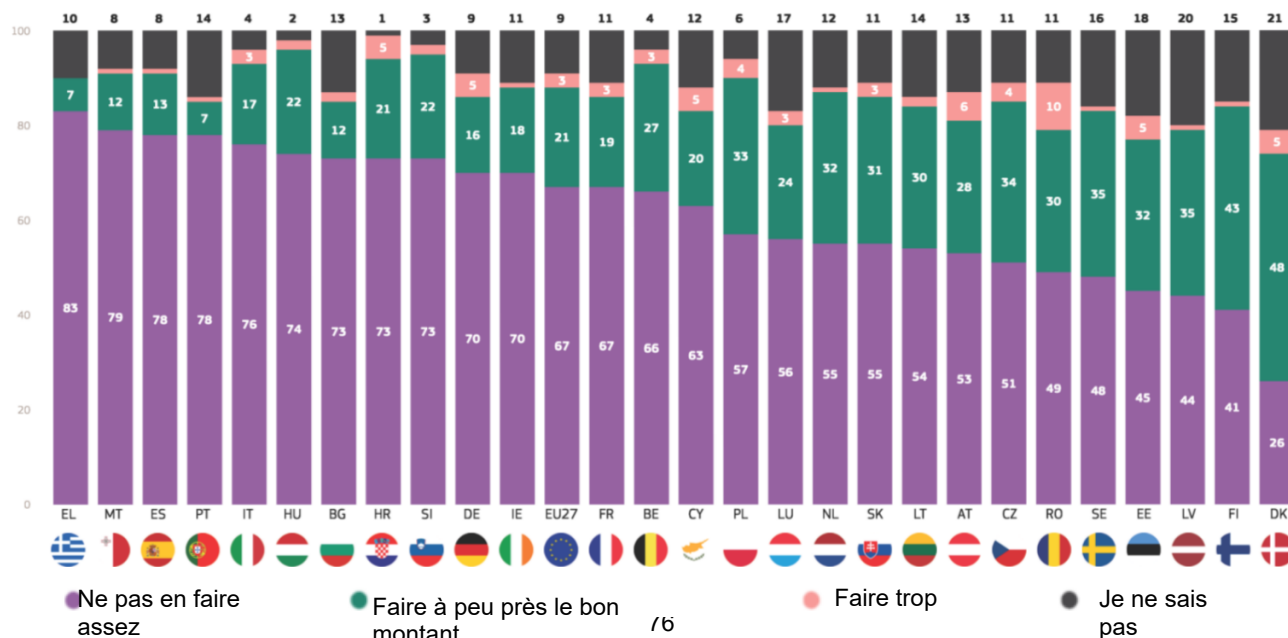
Dans 21 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées déclarent que les producteurs d'énergie n'en font actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Au sein de ce groupe, les proportions vont de 83 % en Finlande et 79 % à Malte à 51 % en Tchéquie. Dans deux États membres, seule une minorité est de cet avis, à savoir la Finlande (41 %) contre 43 % pour le montant approprié) et le Danemark (26 % contre 48 %).

Il convient de noter qu'au Danemark et en Lettonie, les taux «ne sait pas» sont particulièrement élevés, à 21 % et 20 % respectivement.

QB16.1. Selon vous, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? - Industrie (%)



QB16.4. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? - Producteurs d'énergie (%)

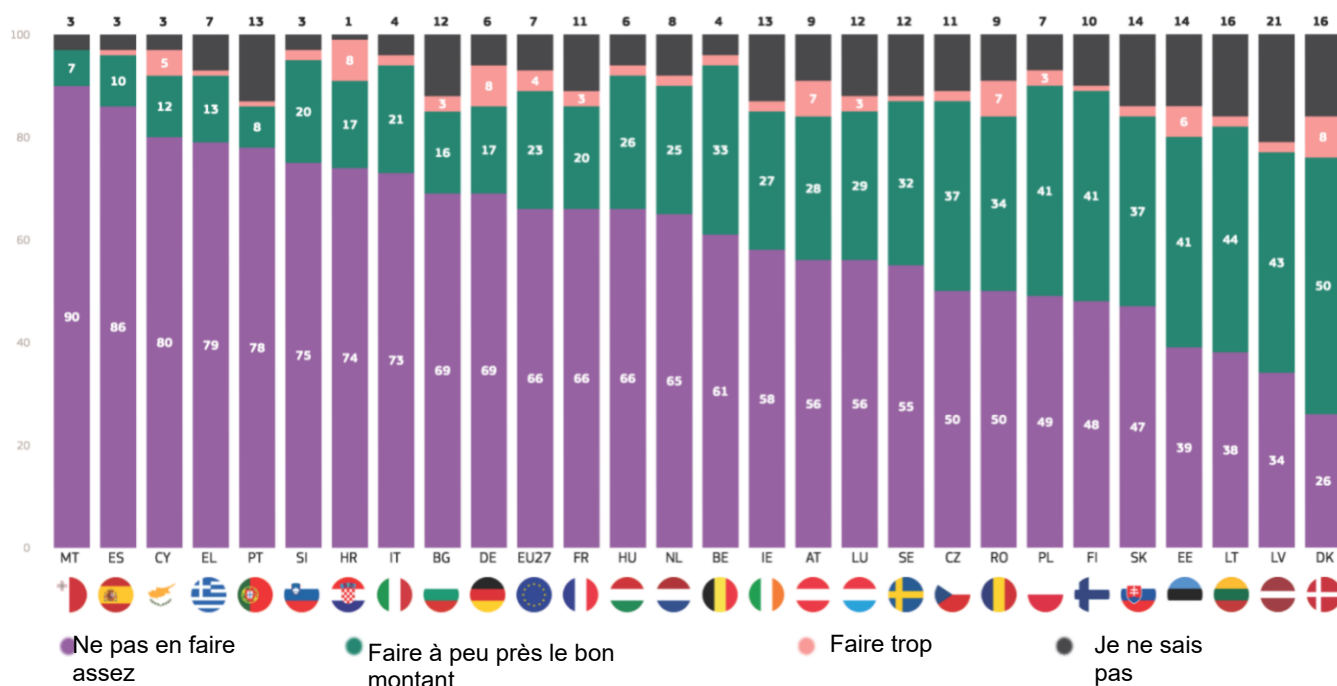


Dans 20 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées pensent que le secteur du tourisme ne fait actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Au sein de ce groupe, les proportions vont de 90 % à Malte et 86 % en Espagne à 50 % en Tchéquie et en Roumanie.

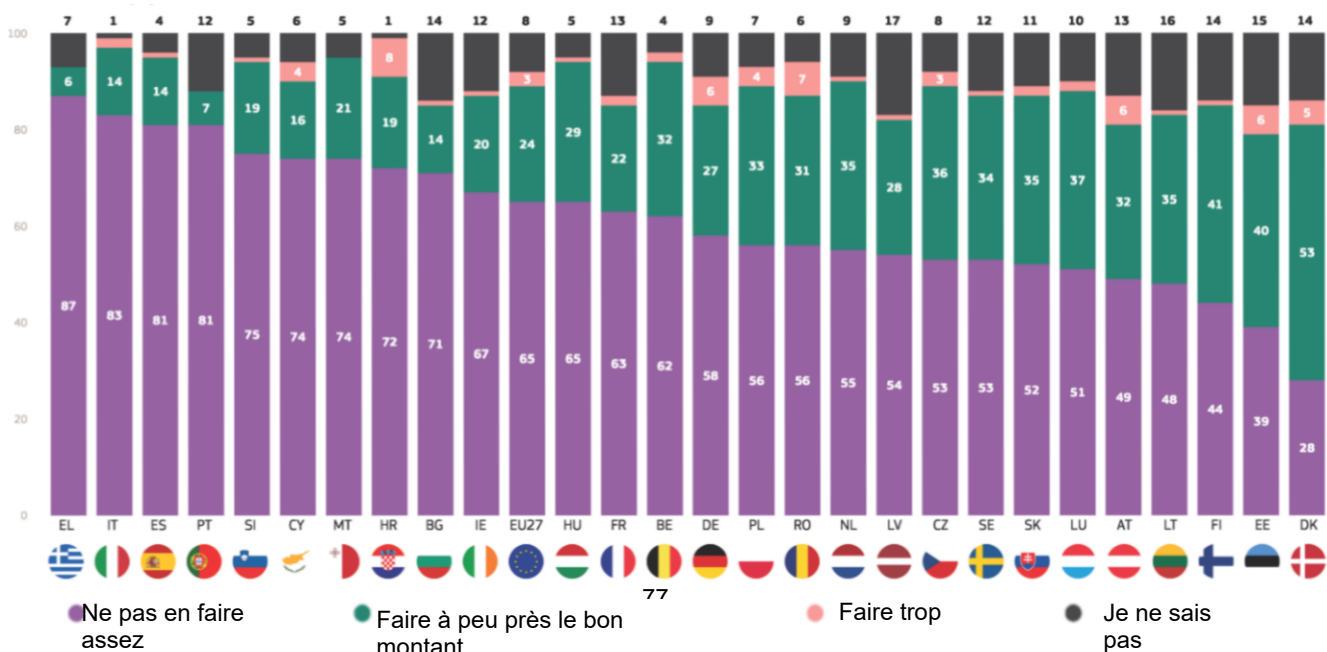
Dans quatre États membres, un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit de la bonne quantité plutôt que de la quantité insuffisante, à savoir au Danemark (50 % contre 26 % «pas assez»), en Lettonie (45 % contre 34 %) et en Estonie (44 % contre 38 %). En Lettonie, plus d'un cinquième des personnes interrogées déclarent ne pas savoir (21 %).

Dans 22 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées déclarent que l'administration publique n'en fait actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Au sein de ce groupe, les proportions vont de 87 % en Grèce et 83 % en Italie à 51 % au Luxembourg. Dans deux États membres, un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit de la bonne quantité plutôt que de la quantité insuffisante, encore une fois au Danemark (53 % contre 28 % «pas assez») et en Estonie (40 % contre 39 %).

QB16.6. Selon vous, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)?-Tourisme (%)



QB16.7. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, à peu près assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)?-Administration publique (%)



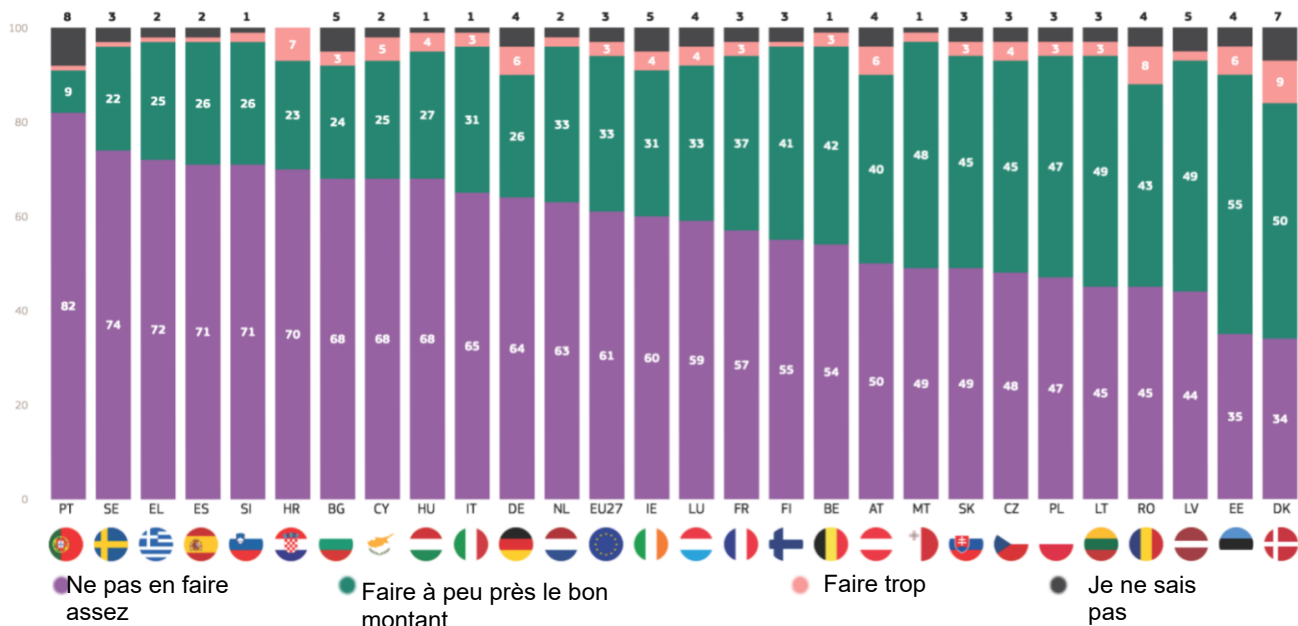
Dans 18 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées déclarent que les ménages ne font actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Dans ce groupe, les proportions vont de 82 % au Portugal et 74 % en Suède à 50 % en Autriche.

Dans quatre États membres, un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit de la bonne quantité plutôt que de la quantité insuffisante, encore une fois au Danemark (50 % contre 34 % «pas assez»), en Estonie (35 % contre 55 %), en Lettonie (49 % contre 44 %) et en Lituanie (49 % contre 45 %). Les avis sont partagés ou presque partagés en Pologne (47 % pour les deux) et à Malte (48 % «à peu près à droite» contre 49 % «pas assez»).

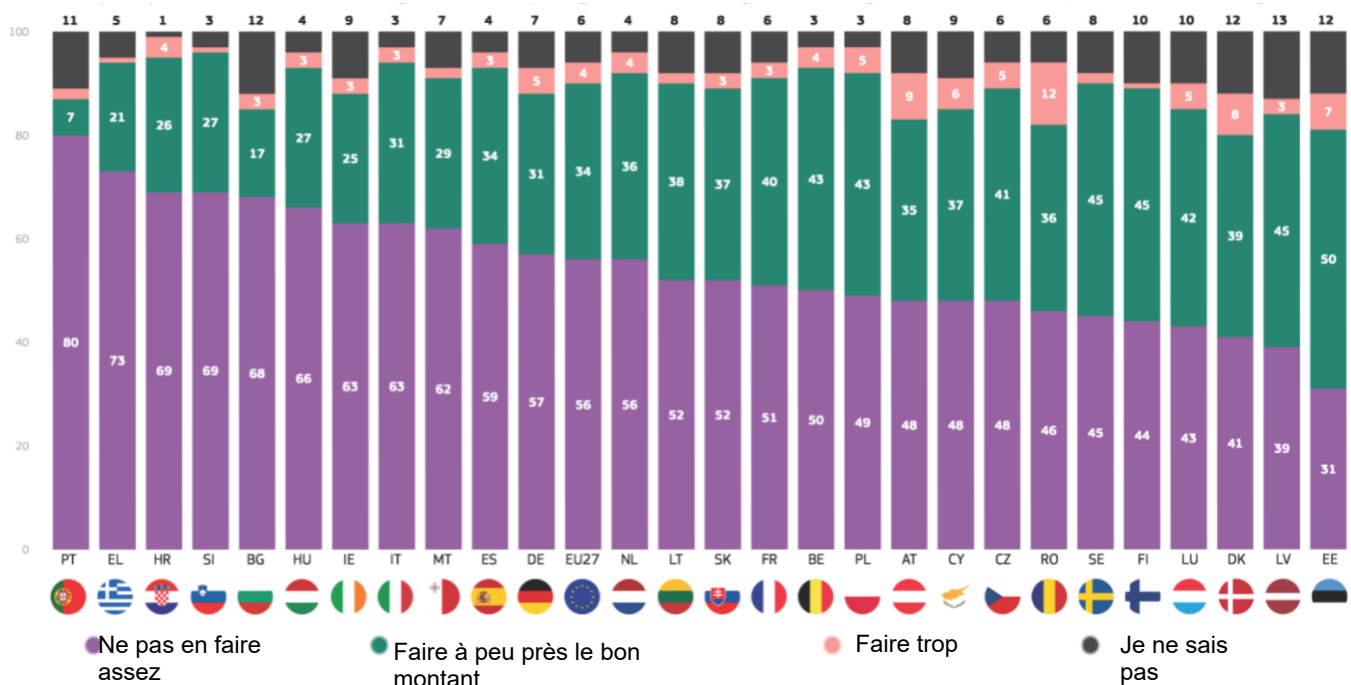
Dans 16 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées pensent que le secteur agricole ne fait actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Dans ce groupe, les proportions vont de 80 % au Portugal et 73 % en Grèce à 50 % en Belgique. Dans deux États membres, un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit de la bonne quantité plutôt que de la quantité insuffisante, encore une fois en Estonie (50 % contre 31 % «pas assez») et en Lettonie (45 % contre 39 %).

Les avis sont partagés ou presque partagés en Suède (45 % pour les deux), en Finlande (45 % «à peu près à droite» contre 44 % «pas assez» et au Luxembourg (42 % «à peu près à droite» contre 43 % «pas assez»).

QB16.2. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)?-Maison (%)



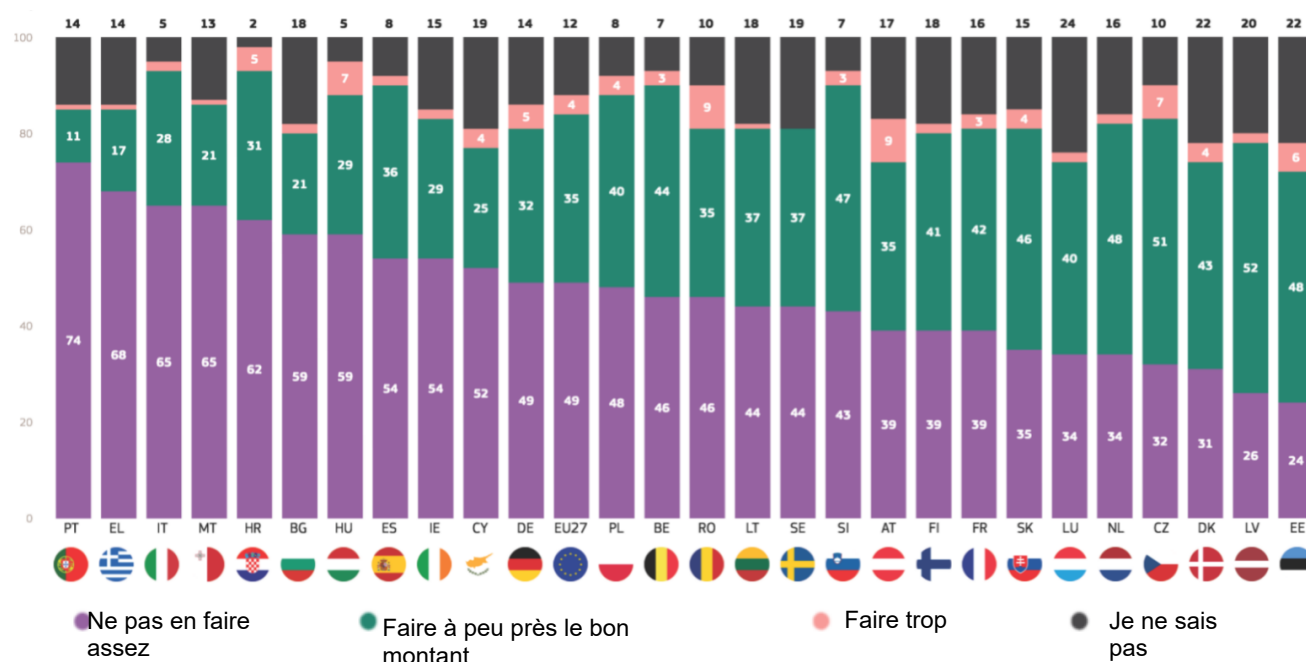
QB16.3. Selon vous, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)?-Agriculture (%)



Dans 10 États membres, plus de la moitié des personnes interrogées déclarent que la pêche et l'aquaculture n'en font actuellement pas assez pour utiliser efficacement les ressources en eau dans leur pays. Dans ce groupe, les proportions vont de 74 % au Portugal à 52 % à Chypre. Dans dix États membres, un plus grand nombre de personnes interrogées pensent qu'il s'agit du montant adéquat plutôt que d'un montant insuffisant, l'écart étant systématiquement le plus élevé en Estonie (48 % contre 24 % «pas assez») et en Lettonie (52 % contre 26 %). En Tchéquie, une majorité (52%) pense également qu'elle en fait assez.

Il convient de noter que dans 20 États membres, au moins un dixième des personnes interrogées déclarent ne pas savoir, les proportions les plus élevées étant observées au Luxembourg (24 %) et en Estonie (22 %).

QB16.5. À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? :-Pêche, aquaculture (%)



L'analyse des données sociodémographiques montre que les répondants, quel que soit leur statut socio-économique, considèrent que tous les secteurs mentionnés doivent faire plus pour utiliser efficacement l'eau.

En particulier, dans l'ensemble des différents groupes sociodémographiques, le secteur industriel a été choisi le plus souvent comme l'acteur qui «n'en fait pas assez», tandis que le secteur de la pêche et de l'aquaculture a été le moins souvent sélectionné.

QB16 À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, pas assez ou pas assez pour utiliser efficacement l'eau dans (NOTRE PAYS)? (% - 'Ne pas en faire assez')

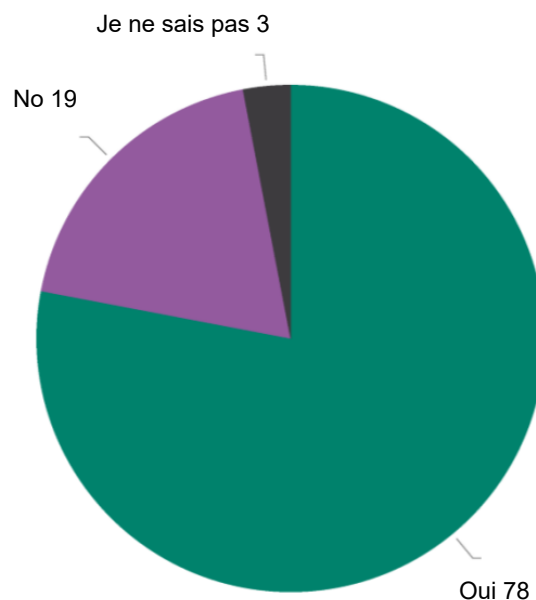
	Industrie	Producteurs d'énergie	Tourism	Administration publique	Ménages	Agriculture	Pêche, aquaculture
UE-27	75	67	66	65	61	56	49
Sexe							
Homme	75	66	65	64	60	56	49
Femme	76	67	67	66	62	56	49
Âge							
15 à 24 ans	73	63	84	62	57	52	49
25 à 39	76	67	65	55	60	57	52
40 à 54	76	68	68	66	63	58	50
55 ans et plus	75	67	66	65	61	55	48
Éducation (fin de)							
15-	75	68	69	69	60	54	50
16 à 19	76	67	65	65	59	56	51
20 ans et plus	75	66	67	64	64	57	48
Toujours à l'étude	75	65	67	63	57	54	49
Catégorie socioprofessionnelle							
Travailleurs indépendants	76	69	70	69	63	60	53
Gestionnaires	76	68	70	65	67	60	52
Autres employés	77	68	65	67	62	59	52
Ouvriers	75	66	64	65	59	55	50
Personnes de la maison	75	65	67	67	56	49	47
Chômeurs	76	68	62	62	57	54	43
Retraité(e)	74	66	65	64	61	55	47
Étudiants	75	65	67	62	57	54	50
Difficultés à payer les factures							
La plupart du temps	78	71	69	71	62	58	52
De temps en temps	76	67	66	69	60	56	54
Presque jamais / Jamais	75	66	66	63	61	56	47
Envisagez d'appartenir à							
La classe ouvrière	76	67	65	66	57	56	49
La classe moyenne inférieure	77	68	67	65	63	56	51
La classe moyenne	75	66	66	66	61	55	49
La classe moyenne supérieure	72	64	68	62	67	62	48
La classe supérieure	76	71	62	62	61	56	53
Image de l'UE							
Positif	78	68	69	67	65	60	53
Neutre	74	66	64	64	58	53	48
Négatif	70	63	61	64	55	49	45

4. Mesures supplémentaires pour faire face aux problèmes de l'eau en Europe

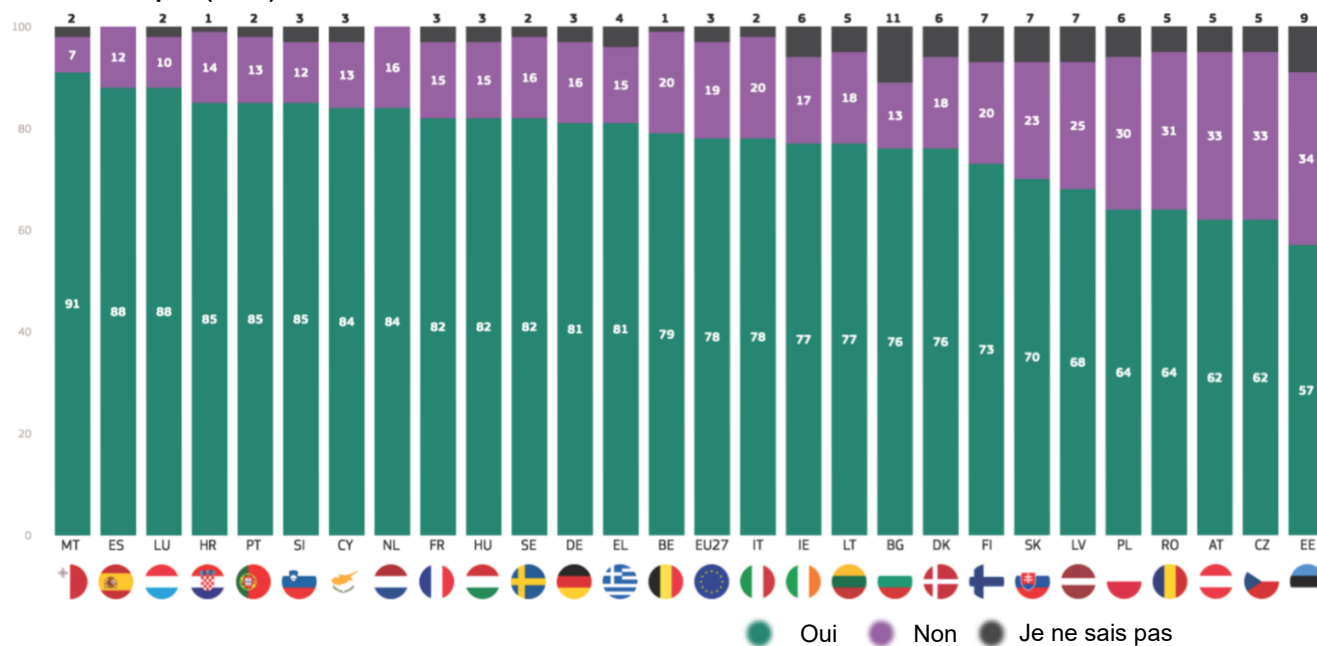
Plus des trois quarts des Européens estiment que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe

Plus des trois quarts (78 %) des personnes interrogées estiment que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe.²³ Un peu moins d'un cinquième (19 %) s'oppose à cette idée et 3 % disent qu'ils ne le savent pas.

QB17. Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe? (UE-27) (%)



QB17. Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe? (en %)



23 QB17. Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe?

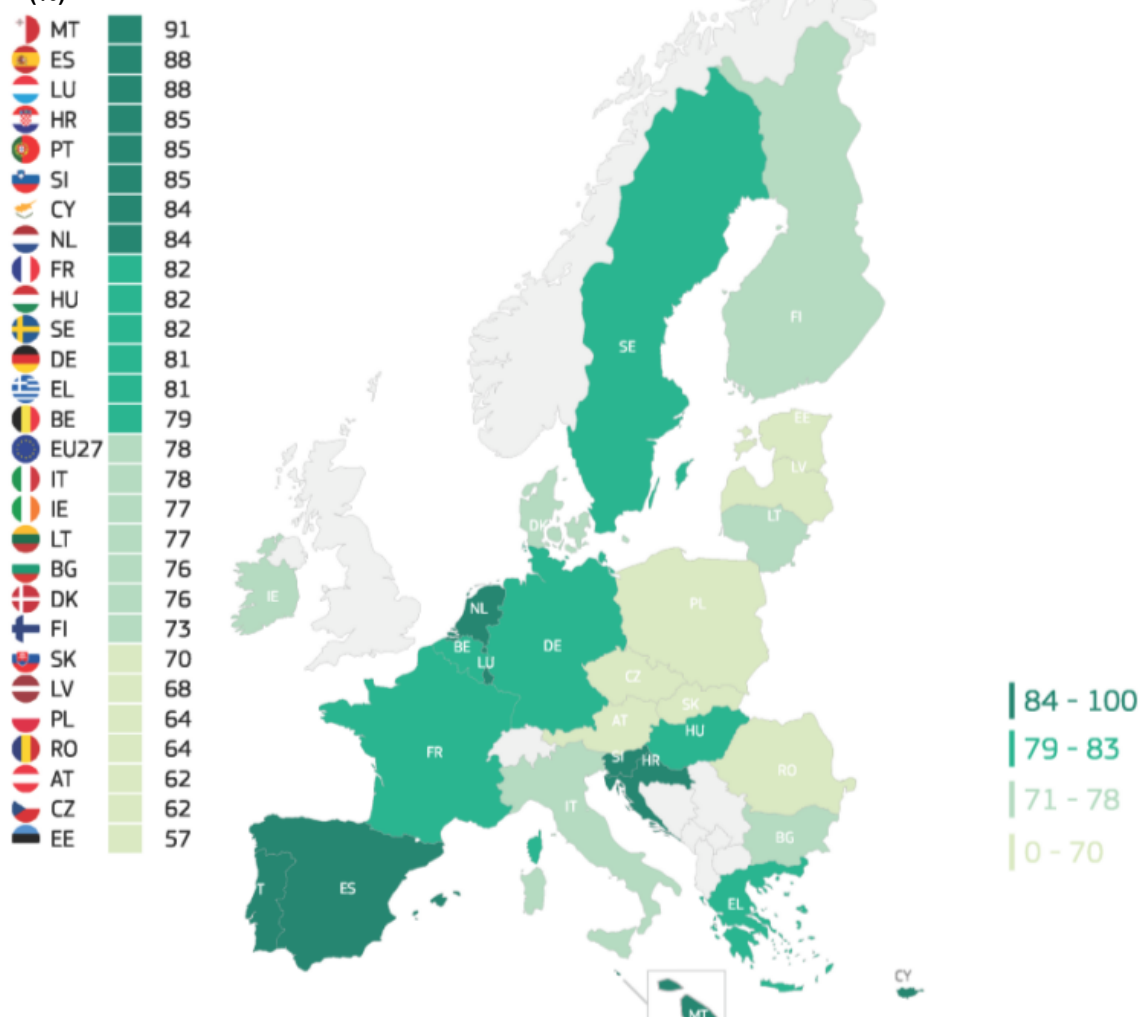
La carte ci-dessous montre la proportion de répondants dans chaque État membre qui estiment que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe.

La majorité des répondants des 27 États membres pensent que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe. Toutefois, les proportions varient considérablement d'un État membre à l'autre. Elles sont les plus élevées à Malte (91 %), suivies de l'Espagne et du Luxembourg (88 %), tandis qu'elles sont les plus faibles en Tchéquie et en Autriche (62 % chacune) et en Estonie (57 %).

L'opposition à cette idée est symétriquement la plus forte dans ces trois États membres: Estonie (34 %), Tchéquie et Autriche (33 % chacune). Dans l'ensemble, l'opposition dépasse le quart des répondants dans six États membres.

Il convient de noter que la Bulgarie affiche une forte proportion de répondants qui répondent «ne sait pas» (11 %).

QB17. Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe? - Oui (%)



L'analyse des données sociodémographiques montre un fort soutien à l'idée que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes d'eau en Europe. En particulier, le soutien est plus fort parmi ceux qui sont restés le plus longtemps dans l'enseignement à temps plein (80 %), les étudiants (82 %), les cadres (83 %), ceux qui vivent dans les grandes villes (83 %) et ceux qui ont une image positive de l'UE (85 %), en particulier par rapport à ceux qui ont une image négative (64 %).

QB17 Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe? (% - UE)

	Oui	Non	Je ne sais pas
UE-27	78	19	3
Sexe			
Homme	77	20	3
Femme	79	17	4
Âge			
15 à 24 ans	80	17	3
25 à 39	78	19	3
40 à 54	78	19	3
55 ans et plus	78	18	4
Éducation (fin de)			
15-	76	19	5
16 à 19	77	20	3
20 ans et plus	80	18	2
Toujours à l'étude	82	15	3
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	77	20	3
Gestionnaires	83	16	1
Autres employés	79	19	2
Ouvriers	76	21	3
Personnes de la maison	74	23	3
Chômeurs	75	21	4
Retraité(e)	78	17	5
Étudiants	81	16	3
Image de l'UE			
Positif	85	13	2
Neutre	75	21	4
Négatif	64	32	4



Conclusion

Ce rapport présente les résultats d'une enquête Eurobaromètre spéciale menée entre mars et avril 2024. Il examine les attitudes et les expériences des personnes interrogées dans l'UE en ce qui concerne l'environnement.

Les Européens continuent d'exprimer des niveaux élevés d'inquiétude à l'égard de l'environnement, qu'ils continuent de considérer comme un problème qui les concerne personnellement. Les résultats ont été constants au cours des cinq dernières années. Les questions environnementales ont une incidence considérable sur la vie quotidienne et la santé des Européens, plus des trois quarts d'entre eux reconnaissant cet effet. Les préoccupations concernant les effets sur la santé des produits chimiques contenus dans les produits de tous les jours sont partagées par plus de quatre répondants sur cinq, qui sont également préoccupés par les implications environnementales. Depuis l'enquête de 2019, ces préoccupations ont légèrement diminué.

La législation et la politique de l'UE sont cruciales pour la protection de l'environnement, telle qu'elle est perçue par le public. 45 % des personnes interrogées accordent la priorité à la restauration de la nature et à sa sauvegarde dans les nouveaux développements en tant qu'objectifs clés de l'UE. 84% reconnaissent la nécessité de la législation environnementale de l'UE pour la protection nationale, et 81% soutiennent le rôle de l'UE dans l'élévation des normes environnementales en dehors de ses frontières. En outre, 78 % sont favorables à la proposition d'un plus grand nombre de mesures de l'UE pour résoudre les problèmes liés à l'eau, et 52 % demandent des protections plus strictes contre les produits chimiques dangereux.

Les résultats de l'enquête indiquent que les répondants veulent que davantage soit fait pour protéger l'environnement, et que la responsabilité devrait être partagée. Un soutien fort existe pour apporter des changements sociétaux substantiels afin de restaurer et de protéger la nature. Près de six Européens sur dix plaident en faveur de la promotion d'une économie circulaire en minimisant les déchets et en renforçant la réutilisation et le recyclage en tant que stratégies environnementales les plus efficaces. En outre, 55% soulignent l'importance de veiller à ce que les produits vendus dans l'UE ne nuisent pas à l'environnement, et plus de la moitié croient en l'application stricte des lois environnementales.

Une écrasante majorité (92%) insiste sur le fait que les entreprises devraient couvrir les coûts de l'assainissement de la pollution, près des trois quarts d'entre elles soutenant des responsabilités financières similaires pour les autorités publiques. Six Européens sur dix estiment que le financement public des transitions économiques vertes est insuffisant. En outre, une majorité n'est pas satisfaite des efforts déployés par les parties prenantes nationales pour utiliser efficacement les ressources en eau, 75 % d'entre elles soulignant l'insuffisance de l'industrie à cet égard.

D'une manière générale, on observe une volonté d'adopter un comportement plus durable à l'égard des consommateurs. 59% des Européens sont prêts à payer

plus cher pour des produits durables, et 72% tiennent compte de la sécurité chimique lors de l'achat.

Les stratégies efficaces de réduction des déchets comprennent le recyclage diligent par 66% des répondants, l'utilisation d'emballages réutilisables par 52%, et une préférence pour les produits emballés de façon minimale par 49%. De plus, 41 % choisissent des produits emballés dans des matériaux recyclés.

Au niveau de l'UE dans son ensemble, les déchets plastiques et chimiques sont considérés comme les plus problématiques, cités respectivement par 61 % et 60 % des répondants, les déchets électroniques étant à la traîne à 27 %. Les principales menaces liées à l'eau identifiées sont la pollution (69 %) et la surconsommation et le gaspillage d'eau (63 %).

Cependant, la sensibilisation et la compréhension des questions environnementales varient. Un peu plus de la moitié des Européens se considèrent bien informés sur les questions liées à l'eau, telles que la pollution et la sécheresse, tandis qu'un groupe légèrement plus restreint se sent mal informé. La connaissance des PFAS («produits chimiques pour toujours») est limitée; seulement 29 % avaient entendu parler d'eux avant l'enquête, ce qui contraste avec les 71 % qui n'en avaient pas entendu parler. Les répondants qui avaient déjà entendu parler des PFAS sont plus susceptibles de signaler un niveau élevé de préoccupation au sujet de leur impact sur leur santé et sur l'environnement que ceux qui ne l'avaient pas fait, mais le niveau élevé de préoccupation dans l'ensemble souligne qu'une sensibilisation accrue aux effets permanents des produits chimiques sur leur danger perçu.

Observations



(Pierre Dieumegard)

Il est regrettable qu'une étude sur les attitudes des Européens à l'égard de l'environnement ne comporte pas une seule question sur le problème environnemental majeur de notre époque: le réchauffement climatique et les gaz à effet de serre.

Dans la partie V 2 "Principales menaces liées à l'eau", le premier graphique est mauvais, car il est un mélange des résultats des questions 13 (actions à prendre) et 15 (menaces pour l'eau). Un graphique correct a été inséré.

Connaissance des «produits chimiques éternels»

Les polyfluoroalkyles (PFAS) sont des composés chimiques largement utilisés depuis des décennies et donc présents dans notre environnement. La recherche montre qu'ils peuvent être toxiques, même en petites quantités.

En France, après de nombreuses années de silence, les PFAS ont été mentionnés à la radio, à la télévision et dans les journaux au début de 2024. Des pétitions ont été envoyées aux candidats aux élections européennes. Puis le silence médiatique est revenu.

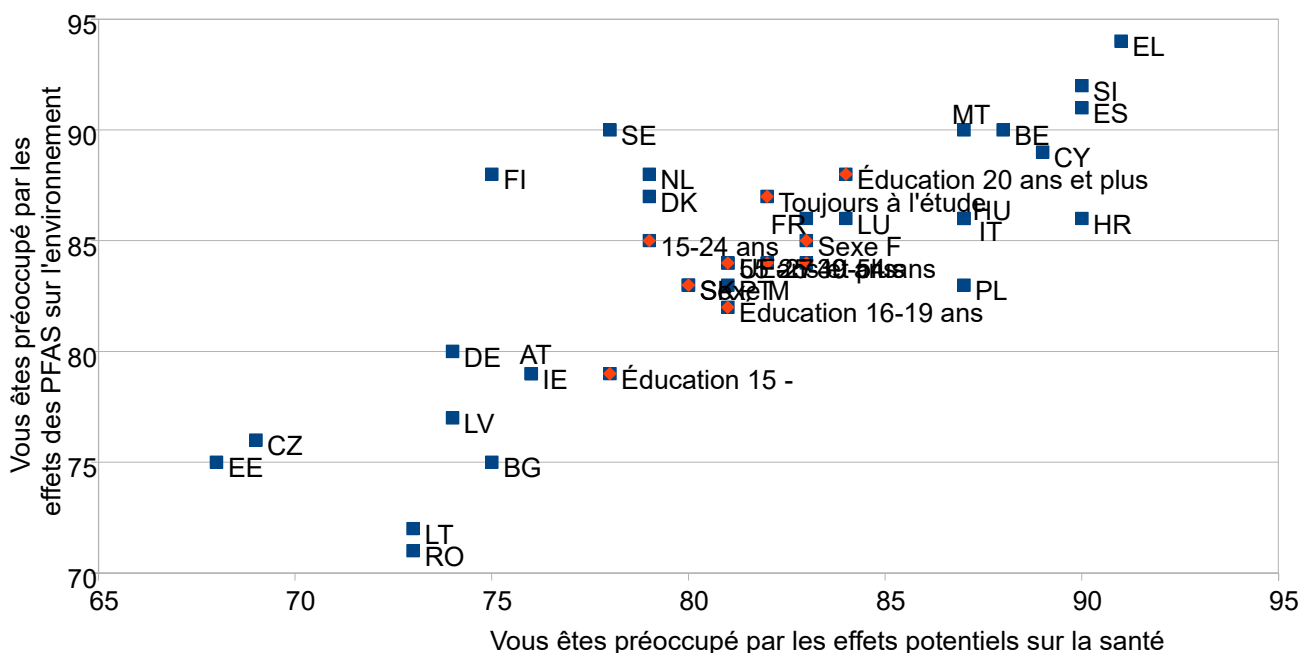
Dans cette enquête Eurobaromètre, deux questions ont été posées sur les préoccupations des Européens à ce sujet: « Êtes-vous préoccupé par les effets potentiels sur la santé? » et « Êtes-vous préoccupé par les effets potentiels sur l'environnement? »

Nous pouvons voir qu'il y a presque n'importe quelle différence entre les opinions des femmes et des hommes, bien que les femmes soient légèrement plus préoccupées que les hommes. De même, il y a peu de différence entre les groupes d'âge. Les personnes ayant fait des études supérieures sont plus préoccupées que celles qui n'ont fait que des études jusqu'à l'âge de 15 ans (6 à 9 points de pourcentage de plus).

Mais les plus grandes différences sont entre les pays. Les Grecs, les Slovènes et les Espagnols sont plus de 90% préoccupés à la fois par leur santé personnelle et par l'environnement, tandis que les Estoniens, les Lituaniens, les Roumains et les Bulgares sont beaucoup moins préoccupés (75% ou moins).

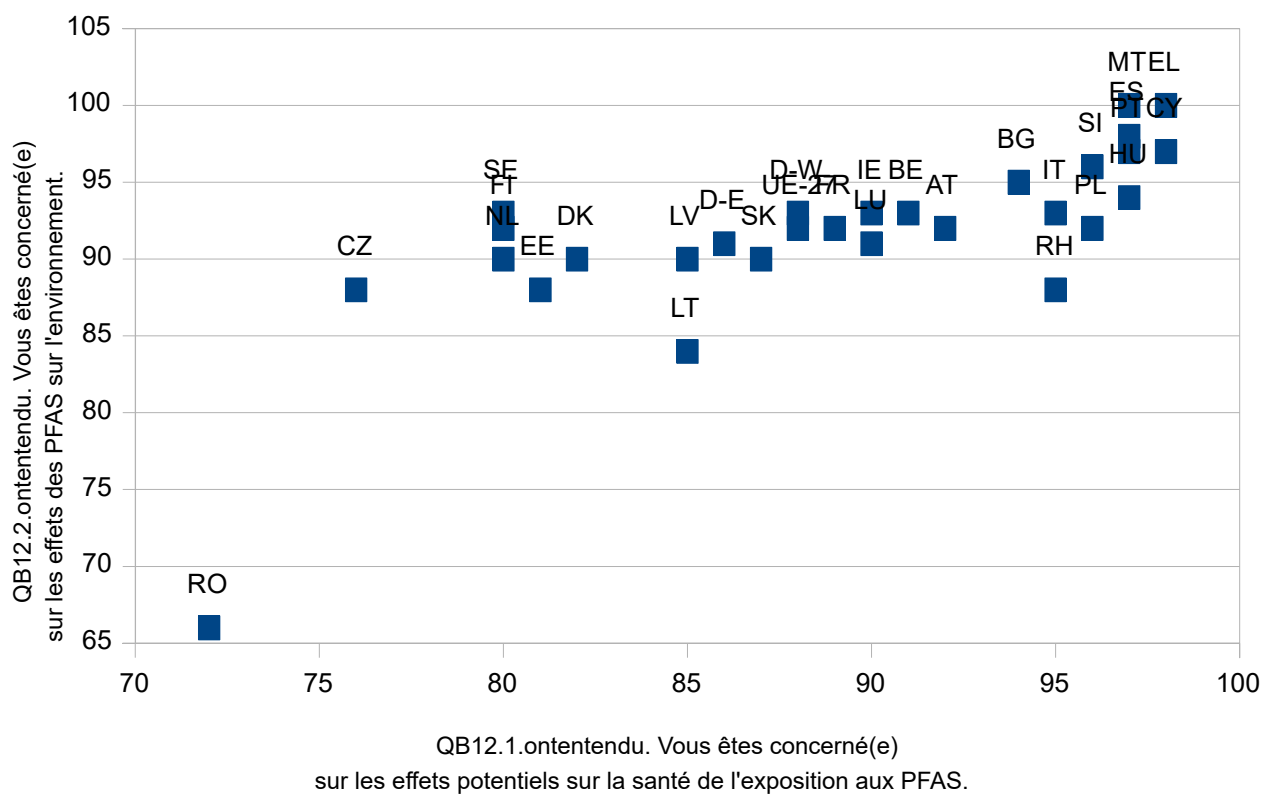
C'est une observation commune: les différences entre les pays sont beaucoup plus grandes que celles entre les catégories sociales.

QB12.1 - QB12.2 (Vous êtes concerné ... PFAS)



Et même lorsque les personnes interrogées étaient déjà conscientes du problème des PFAS, leur perception de leur dangerosité varie considérablement d'un pays à l'autre. Le graphique ci-dessous montre les réponses des personnes qui avaient déjà entendu parler du problème des PFAS.

Alors qu'en Grèce (EL) et à Malte (MT), tous ceux qui ont entendu parler des PFAS sont préoccupés par leur impact sur l'environnement, en Roumanie (RO), seuls deux tiers des personnes interrogées le sont. Il est difficile de faire une politique européenne alors que l'opinion publique varie si largement!

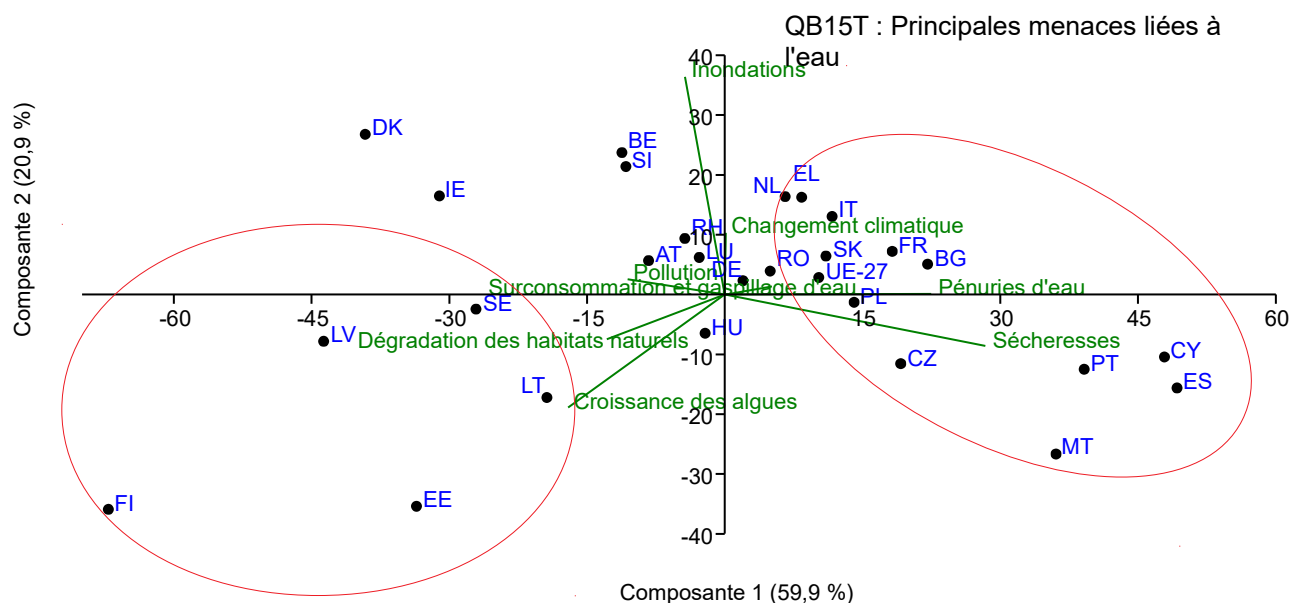


Politique de l'eau

D'une manière générale, les différences d'opinion sont beaucoup plus importantes entre les pays qu'entre les groupes sociaux (sexe, niveau d'éducation, âge, etc.).

Le tableau QB15T a été traité à l'aide d'une analyse en composantes principales (ACP= ACP).²⁴

Il n'est pas surprenant que la Finlande ne s'inquiète pas de la sécheresse ou du manque d'eau, mais il est intéressant de voir que des groupes de pays partageant les mêmes caractéristiques géographiques partagent également les mêmes préoccupations concernant l'eau. Les pays méditerranéens sont les plus préoccupés par la sécheresse et le manque d'eau (ellipse rouge à droite), tandis que les pays riverains de la mer Baltique ont des préoccupations plus biologiques, la croissance des algues et la dégradation des habitats naturels (ellipse rouge à gauche).



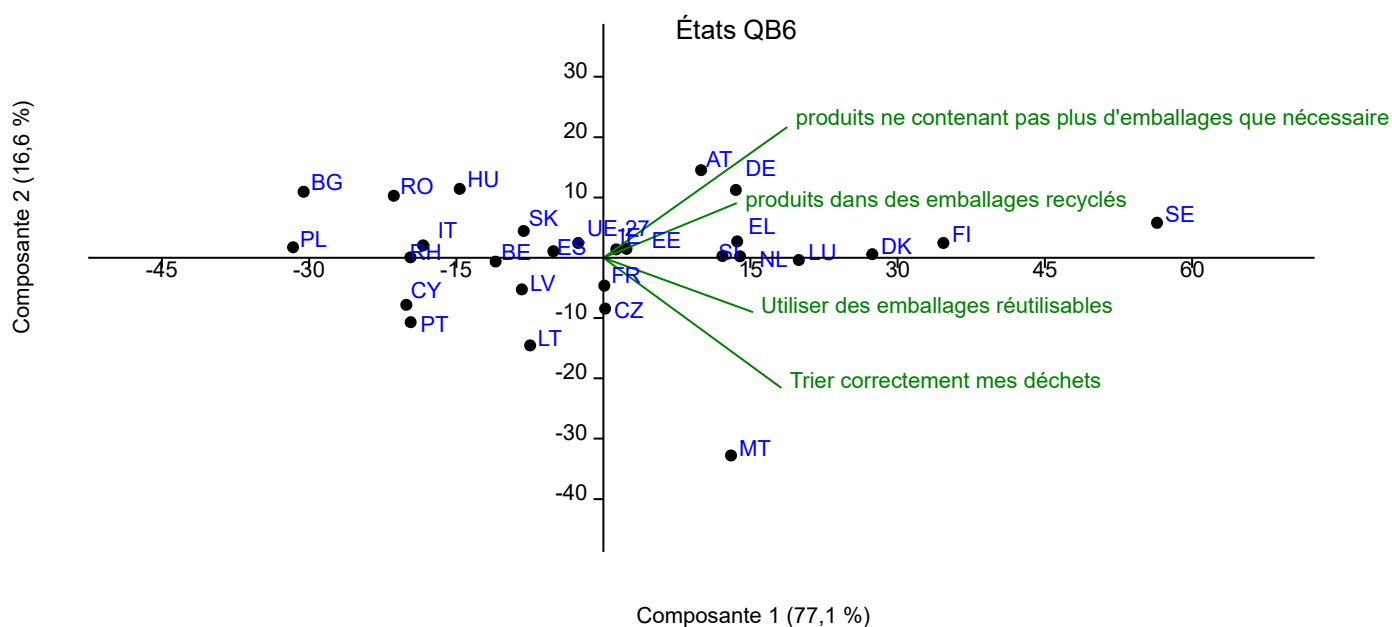
24 Hammer, Ø., Harper, D.A.T., et P. D. Ryan, 2001. PASSÉ : Logiciel de statistiques paléontologiques pour l'éducation et l'analyse de données. Palaeontologia Electronica 4(1): 9 pages
<https://www.nhm.uio.no/français/recherche/ressources/passé/>

Action personnelle sur le problème des ordures

C'est l'objet de la question Q6: «QB6 Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent à vous. »

Le contraste le plus important se situe entre les pays actifs et les pays inactifs. Les gens dans certains pays disent qu'ils font plusieurs choses (Suède, Danemark, Finlande), tandis que les gens dans d'autres pays disent qu'ils ne font pas beaucoup (Bulgarie, Roumanie, Pologne, Hongrie, Italie, Croatie).

Les personnes peu scolarisées, les personnes au foyer ou les chômeurs sont moins actives dans la réduction des déchets que les personnes ayant une longue formation ou les gestionnaires.



Spécifications techniques

Entre le 6 mars et le 8 avril 2024, Verian (anciennement Kantar Public) a réalisé, pour le compte de Kantar Belgium, la vague 101,2 de l'enquête Eurobaromètre, à la demande de l'unité «Surveillance des médias et Eurobaromètre» de la direction générale de la communication de la Commission européenne.

La vague 101,2 couvre la population des nationalités respectives des États membres de l'Union européenne, résidant dans chacun des 27 États membres et âgée de 15 ans et plus.

Le plan d'échantillonnage de base appliqué dans tous les pays est un plan stratifié à plusieurs étapes, aléatoire (probabilité). Dans chaque pays, la base d'échantillonnage est d'abord stratifiée par régions NUTS et au sein de chaque région par une mesure de l'urbanité (DEGURBA). Le nombre de points d'échantillonnage sélectionnés dans chaque strate reflète la population de la strate 15+. À la deuxième étape, les points d'échantillonnage ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population 0+ à l'intérieur de chaque strate. Les échantillons représentent donc l'ensemble du territoire des pays étudiés selon EUROSTAT NUTS II (ou équivalent) et selon la répartition de la population résidente des nationalités respectives en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.²⁵

Dans chacun des points d'échantillonnage sélectionnés, une coordonnée de départ a été tirée au hasard et un outil de codage gee inverse a été utilisé pour identifier l'adresse la plus proche de la coordonnée. Cette adresse était l'adresse de départ de la marche aléatoire. D'autres adresses (chaque neuvième adresse) ont été sélectionnées par des procédures standard de «route aléatoire», à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré au sort. L'approche de la sélection aléatoire était conditionnelle à la taille du ménage. À titre d'exemple, pour les ménages comptant deux membres de plus de 15 ans, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (la personne qui a répondu au questionnaire de sélection) ou l'autre membre admissible du ménage. Pour les ménages comptant trois membres de plus de 15 ans, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (1/3 du temps) ou les deux autres membres admissibles du ménage (2/3 du temps). Lorsque les deux autres membres ont été sélectionnés, l'intervieweur a ensuite été invité à demander le plus jeune ou le plus âgé. Le script assignerait aléatoirement la sélection au plus jeune ou au plus âgé avec une probabilité égale. Ce processus se poursuit pour quatre membres du ménage de plus de 15 ans — en demandant au hasard le plus jeune, le deuxième plus jeune et le plus âgé. Pour les ménages de plus de cinq membres de 15 ans, nous revenons à la règle du dernier anniversaire.

Si aucun contact n'a été établi avec quelqu'un dans le ménage, ou si le répondant sélectionné n'était pas disponible (occupé), l'intervieweur a revisité le même ménage jusqu'à trois fois supplémentaires (quatre tentatives de contact au total). Les enquêteurs n'indiquent jamais que l'enquête est menée au préalable pour le compte de la Commission européenne; ils peuvent fournir ces informations une fois l'enquête terminée, sur demande.

La phase de recrutement a été légèrement différente aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Dans les deux derniers pays, un échantillon d'adresses à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage a été sélectionné à partir du registre des adresses ou de la population (en Finlande, la sélection n'est pas effectuée dans tous les points d'échantillonnage, mais dans certains où les taux de réponse devraient s'améliorer). La sélection des adresses s'est faite de manière aléatoire. Les ménages ont ensuite été contactés par téléphone et recrutés pour participer à l'enquête. Aux Pays-Bas, un échantillon RDD à double trame (numéros mobiles et fixes) est utilisé car il n'existe pas de registre complet de la population avec des numéros de téléphone disponibles. La sélection des nombres sur les deux images se fait de manière aléatoire, chaque nombre obtenant une probabilité égale de sélection. Contrairement à la Suède et à la Finlande, l'échantillon n'est pas groupé.

²⁵ Classification urbaine rurale basée sur DEGURBA (<https://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/background>)

Mode d'entretien par pays

Les entretiens ont été menés en face-à-face, soit physiquement au domicile des personnes, soit par interaction vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Des entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne face à face» ou CAVI, Computer Assisted Video Interviewing, ont été menés uniquement en Tchéquie, au Danemark et à Malte).

PAYS	N° DES INTERVIEWS DU CAVI	N° DES INTERVIEWS EN LIGNE	TOTAL Aucune réponse
Belgique (BE)	1,043		1,043
Bulgarie (BG)	1,065		1,065
Tchéquie (CZ)	788	219	1,007
Danemark (DK)	739	244	983
Allemagne (DE)	1,516		1,516
Estonie (EE)	1,007		1,007
Irlande (IE)	1,006		1,006
Grèce (EL)	1,000		1,000
Espagne (ES)	1,009		1,009
France (FR)	1,012		1,012
Croatie (HR)	1,004		1,004
Italie (IT)	1,034		1,034
Chypre (CY)	501		501
Lettonie (LV)	1,001		1,001
Lituanie (LT)	1,007		1,007
Luxembourg (LU)	507		507
Hongrie (HU)	1,008		1,008
Malte (MT)	345	155	500
Pays-Bas (NL)	1,005		1,005
Autriche (AT)	1,015		1,015
Pologne (PL)	1,010		1,010
Portugal (PT)	1,019		1,019
Roumanie (RO)	1,049		1,049
Slovénie (SI)	1,004		1,004
Slovaquie (SK)	1,011		1,011
Finlande (FI)	1,000		1,000
Suède (SE)	1,023		1,023
Total UE-27	25,728	618	26,346

Taux de réponse

Pour chaque pays, une comparaison entre l'échantillon répondant et l'univers (c'est-à-dire la population globale du pays) est effectuée. Les poids sont utilisés pour faire correspondre l'échantillon répondant à l'univers selon le sexe, l'âge, la région et le degré d'urbanisation. Pour les estimations européennes (c'est-à-dire la moyenne de l'UE), un ajustement est apporté aux pondérations de chaque pays, en les pondérant vers le haut ou vers le bas pour refléter leur population de plus de 15 ans par rapport à la population de l'UE de plus de 15 ans.

Les taux de réponse sont calculés en divisant le nombre total d'entrevues complètes par le nombre de toutes les adresses visitées, à l'exception de celles qui ne sont pas admissibles, mais y compris celles dont l'admissibilité est inconnue. Pour la vague 101,2 de l'enquête EUROBAROMETRE, les taux de réponse pour les pays de l'UE-27, calculés par Verian (anciennement Kantar Public), sont les suivants:

PAYS	TAUX DE RÉPONSE
Belgique (BE)	53.5%
Bulgarie (BG)	48.6%
Tchéquie (CZ)	60.1%
Danemark (DK)	39.9%
Allemagne (DE)	30.2%
Estonie (EE)	81.5%
Irlande (IE)	38.0%
Grèce (EL)	30.8%
Espagne (ES)	29.5%
France (FR)	44.4%
Croatie (HR)	46.3%
Italie (IT)	28.6%
Chypre (CY)	51.3%
Lettonie (LV)	35.6%
Lituanie (LT)	47.6%
Luxembourg (LU)	29.8%
Hongrie (HU)	62.8%
Malte (MT)	64.0%
Pays-Bas (NL)	71.4%
Autriche (AT)	41.6%
Pologne (PL)	44.9%
Portugal (PT)	50.2%
Roumanie (RO)	54.9%
Slovénie (SI)	44.7%
Slovaquie (SK)	55.7%
Finlande (FI)	28.7%
Suède (SE)	76.7%

Marges d'erreur

On rappelle aux lecteurs que les résultats du sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, repose sur la taille de l'échantillon et sur le pourcentage observé. Avec des échantillons d'environ 1000 interviews, les pourcentages réels varient dans les limites de confiance suivantes:

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95%)

*différentes tailles d'échantillon sont en rangées**divers résultats observés sont en colonnes*

	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	

Questionnaire

QB1 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord avec chacun des énoncés suivants Les questions environnementales ont un effet direct sur votre vie quotidienne et votre santé

(LIRE - UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

- 1 Tout à fait d'accord
- 2 Tendez d'être d'accord
- 3 Tendance à ne pas être d'accord
- 4 Pas du tout d'accord
- 5 Je ne sais pas

1QU E8924 QA7 MODIFIÉ

QB2 à confirmer Selon vous, laquelle des actions suivantes serait la manière la plus efficace de résoudre les problèmes environnementaux? D'abord? En second lieu? Troisième quatrième?

(ÉCRAN DE RÉPONSE – LIRE LA SUITE – ROTAT - UN POINT DE RÉPONSE)

- 1 Mieux veiller à ce que les produits vendus sur le marché de l'UE ne contribuent pas à nuire à l'environnement
- 2 Investir dans la recherche et le développement pour trouver des solutions technologiques
- 3 Fournir plus d'informations et d'éducation pour être plus respectueux de l'environnement
- 4 Restaurer la nature
- 5 Veiller au respect des lois environnementales
- 6 Suppression des subventions gouvernementales sur les activités qui polluent
- 7 Accroître la taxation des activités polluantes
- 8 Promouvoir l'économie circulaire en réduisant les déchets et en réutilisant ou en recyclant les produits
- 9 Rien de ce qui précède (SPONTANÉ)
- 10 Je ne sais pas

2QU NOUVEAU

QB3 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec la déclaration suivante.

ÉCRAN D'EXPOSITION – LIRE LA SUITE – ROTAT - UNE RÉPONSE PAR POINT)

Tout à fait d'accord

Tendance à accepter

Tendance à ne pas être d'accord

Totalement en désaccord

Je ne sais pas

1 La législation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement dans (NOTRE PAYS)

1 2 3 4 5

2 L'UE devrait aider les pays non membres de l'UE à améliorer leurs normes environnementales

1 2 3 4 5

1QU EB924 QA11

QB4 Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant le coût du nettoyage de la pollution.

(READ OUT — NE PAS ROTER - UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

Tout à fait d'accord

Tendance à accepter

Tendance à ne pas être d'accord

Totalement en désaccord

Je ne sais pas

1 Les pouvoirs publics devraient prendre en charge les coûts de nettoyage de la pollution

1 2 3 4 5

2 Les entreprises devraient payer les coûts de nettoyage de leur pollution

1 2 3 4 5

1QU NOUVEAU

QB5 Pensez-vous que le montant du financement public pour soutenir la transition vers une économie plus verte dans [NOTRE PAYS] est...?

(READ OUT — UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

1 Juste à droite

2 Pas assez

3 Trop

4 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB6 Lequel des éléments suivants envisageriez-vous de faire vous-même pour réduire la quantité de déchets? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent à vous.

(ÉCRAN DE VUE - LIRE À L'EXTÉRIEUR — ROTAT — MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES)

- 1 Utiliser un emballage réutilisable
- 2 Trier correctement mes déchets pour les recycler
- 3 Achetez principalement des produits dans des emballages recyclés
- 4 Achetez principalement des produits qui n'ont pas plus d'emballage que nécessaire
- 5 Rien de ce qui précède (SPONTANÉ)

1QU NOUVEAU

QB7ab À votre avis, lesquels des types de déchets suivants posent le plus de problèmes (NOTRE PAYS)? Tout d'abord? Et puis?

(ÉCRAN DE VUE - LIRE À L'EXTÉRIEUR — UNE RÉPONSE PAR POINT)

- 1 Déchets plastiques
- 2 Déchets électroniques
- 3 Déchets de batteries
- 4 Déchets alimentaires
- 5 Déchets textiles
- 6 Déchets chimiques
- 7 Tout cela (SPONTANÉ)
- 8 Aucun d'entre eux (SPONTANÉ)
- 9 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB8 Lorsque vous achetez des produits tels que des meubles, des textiles ou des appareils électroniques, seriez-vous prêt à payer plus cher pour des produits plus faciles à réparer, recyclables et/ou fabriqués de manière écologiquement durable?

(READ OUT — UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

- 1 Oui
- 2 No
- 3 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB9 Afin de protéger la santé humaine et l'environnement contre les produits chimiques

dangereux, pensez-vous que le niveau actuel de protection dans l'UE est...

(READ OUT — UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

- 1 Trop élevé et devrait être diminué
- 2 Au bon niveau
- 3 Trop bas et devrait être augmenté
- 4 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB10 Les énoncés suivants se rapportent aux produits de tous les jours, comme les poêles à frir, les jouets et les détergents nettoyants.

Veuillez me dire dans quelle mesure vous êtes d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes.

(READ OUT — ROTATE ITEMS 2 AND 3 — UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

- Tout à fait d'accord
Tendance à accepter
Tendance à ne pas être d'accord
Totalemment en désaccord
Je ne sais pas

1 Vous tenez compte de la sécurité chimique des produits lors de vos achats

1 2 3 4 5

2 Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs présents dans les produits de tous les jours sur l'environnement

1 2 3 4 5

3 Vous vous inquiétez de l'impact des produits chimiques nocifs dans les produits de tous les jours sur votre santé.

1 2 3 4 5

1.5QU E8924 QA7 MODIFIÉ

QB11 Avez-vous entendu parler du terme PFAS, également connu sous le nom de «produits chimiques pour toujours»?

(READ OUT — UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

- 1 Oui
- 2 No
- 3 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB12 Texte d'introduction

(LIRE LA SUITE)

Les PFAS, également connus sous le nom de «produits chimiques pour toujours», sont des produits chimiques fabriqués par l'homme qui sont utilisés dans de nombreux produits, tels que les emballages alimentaires, les casseroles antiadhésives, les vêtements d'extérieur et bien d'autres. Ils ont des propriétés utiles, comme résister à la chaleur, à l'huile, aux taches ou à l'eau, ou sont utilisés pour les revêtements antiadhésifs. De nombreux PFAS peuvent avoir des effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine et animale et sont considérés comme des «produits chimiques éternels» parce qu'ils ne se dégradent pas et peuvent persister longtemps dans l'environnement.

QB12 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

(READ OUT — NE PAS ROTER — UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

Tout à fait d'accord

Tendance à accepter

Tendance à ne pas être d'accord

Totalement en désaccord

Je ne sais pas

1 Vous êtes préoccupé par les effets potentiels sur la santé de l'exposition aux PFAS.

1 2 3 4 5

2 Vous êtes préoccupé par les effets des PFAS sur l'environnement.

1QU NOUVEAU

QB13ab Parmi les actions suivantes, laquelle l'UE devrait-elle privilégier pour protéger la nature?

(LIRE - UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

1 Élargir les zones où la nature est protégée

2 Restaurer la nature pour compenser les dommages causés par les activités humaines

3 Renforcer les règles de conservation de la nature et veiller à ce qu'elles soient respectées

4 Mieux informer les citoyens sur l'importance de la nature

5 Veiller à ce que la nature soit protégée lors de la planification de nouveaux développements ou de nouvelles infrastructures

6 Aucun (SPONTANÉ)

7 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

QB14 Dans quelle mesure êtes-vous bien informé des problèmes liés à l'eau tels que la pollution, les inondations, les sécheresses ou l'utilisation inefficace de l'eau dans (NOTRE PAYS)?

(LIRE - UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

1 Très bien informé

2 Bien informé

3 Pas bien informé

4 Pas du tout informé

5 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

DEMANDEZ À TOUS

QB15abcd Selon vous, quelles sont les principales menaces liées à l'eau dans (NOTRE PAYS)? D'abord? En second lieu? Troisièmement? Quatrièmement?

(READ OUT — UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

1 Pollution

2 Changement climatique

3 Dégradation des habitats naturels

4 Inondations

5 Sécheresses

6 Pénuries d'eau

7 Croissance des algues

8 Surconsommation et gaspillage d'eau

9 Aucune autre menace

10 Autres (SPONTANÉS)

1 1 Je ne sais pas

2QU NOUVEAU

QB16 À votre avis, chacun des acteurs suivants en fait-il actuellement trop, à peu près assez ou pas assez pour utiliser l'eau efficacement dans (NOTRE PAYS)

(READ OUT — NE PAS ROTER - UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

Pas assez

Faire à peu près le bon montant

Do trop

Je ne sais pas

1 Industrie

1 2 3 4

2 Ménages

1 2 3 4

3 Agriculture

1 2 3 4

4 Producteurs d'énergie

1 2 3 4

5 Pêche, aquaculture

1 2 3 4

6 Tourism

1 2 3 4

7 Administration publique

1 2 3 4

3.SQU NOUVEAU

QB17 Pensez-vous que l'UE devrait proposer des mesures supplémentaires pour résoudre les problèmes liés à l'eau en Europe?

(LIRE - UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

1 Oui

2 No

3 Je ne sais pas

1QU NOUVEAU

